



Ourouk

Conseil  
en Management  
de l'information

Comité de suivi de  
l'édition scientifique



# Économie et organisation éditoriale des plateformes et des agrégateurs de revues scientifiques françaises

---

## Analyse comparative de huit plateformes étrangères de diffusion de revues scientifiques

10 décembre 2019

OUROUK  
5 RUE AMBROISE THOMAS  
75009 PARIS  
[www.ourouk.fr](http://www.ourouk.fr)

01 44 82 09 99  
[ourouk@ourouk.fr](mailto:ourouk@ourouk.fr)

SARL au capital de 224 100 €  
RCS B 387472160 - APE 7022Z  
Agrément formation 11753245175

## SOMMAIRE

<b>RESUME .....</b>	<b>3</b>
<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>5</b>
Contexte .....	5
Objectifs de l'étude .....	5
Le panel des huit plateformes étudiées .....	6
Les étapes de la méthodologie.....	7
<b>ETUDES DE CAS DES PLATEFORMES.....</b>	<b>9</b>
EBSCO .....	9
ProQuest.....	12
Cambridge University Press.....	22
JSTOR .....	30
Project MUSE.....	38
Érudit .....	44
SciELO .....	53
Open Library of Humanities .....	60
<b>CONCURRENCE ? COMPLEMENTARITE ? CONVERGENCE ?.....</b>	<b>67</b>
L'aspect commercial.....	67
Aspects techniques.....	74
Les revues françaises.....	76
L'impact des plateformes en France .....	79
<b>L'EVOLUTION DES MODELES D'AFFAIRES .....</b>	<b>86</b>
Des modèles qui diffèrent largement .....	86
Développement de l'open access .....	87
Réduction des coûts .....	89
Compatibilité avec le Plan S .....	90
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>93</b>

## RESUME

Effectuée pour le compte du Comité de suivi de l'édition scientifique (CSES), cette étude présente une analyse comparative de huit plateformes étrangères avec deux objectifs : décrire leurs principales caractéristiques et enrichir l'étude des plateformes et agrégateurs de revues scientifiques françaises par une analyse du potentiel concurrentiel et des complémentarités de ces plateformes et agrégateurs étrangers.

Le panel est composé de huit plateformes, trois acteurs commerciaux (EBSCO, ProQuest, Cambridge University Press) et cinq acteurs publics ou à but non lucratif (JSTOR, Project MUSE, Érudit, SciELO, Open Library of Humanities).

L'étude présente pour chaque plateforme le modèle d'affaires, les services et fonctionnalités, le positionnement par rapport à l'Open Access, les perspectives de développement et la part des contenus français. Elle décrit également les trajectoires, particularités et futurs développements de plusieurs plateformes dont notamment Project MUSE, JSTOR et Érudit, et s'intéresse à des aspects fonctionnels et techniques intéressants comme le TDM et l'intelligence artificielle.

Toutes ces plateformes ont en commun qu'elles diffusent des revues scientifiques en ligne, avec des technologies du web, suivant le modèle d'affaires biface (avec deux clientèles différentes, éditeurs de revues et lecteurs), et qu'elles proposent des services aux éditeurs (producteurs de contenus) aussi bien qu'aux institutions, bibliothèques et particuliers (consommateurs d'informations scientifiques et techniques). Cependant, l'étude révèle une grande diversité de modèles économiques (chiffre d'affaires, part des ventes et des subventions, reversement aux éditeurs, open access) et propose une comparaison entre ces plateformes étrangères et le panel français, en soulignant notamment la proximité entre CAIRN, JSTOR et Project MUSE.

Financièrement et commercialement, il y a trois groupes de plateformes :

- Les grandes plateformes en concurrence entre elles et avec d'autres producteurs de contenus (Springer Nature, Clarivate, Lexis Nexis...) sur le même secteur de marché (EBSCO, ProQuest, Elsevier avec Masson).
- Les plateformes de taille moyenne et avec des positionnements et stratégies divers, parfois concurrentiels (Cambridge, JSTOR, EDP Sciences, CAIRN, Lavoisier, John Libbey, SciELO, OpenEdition, Érudit).
- Enfin, des initiatives de petite taille (OLH, Persée, Épisciences, Cedram).

Financièrement, les plateformes françaises occupent plutôt le milieu et le bas du tableau, à l'instar de SciELO et d'Érudit. Il en va de même pour la taille des collections : les plateformes françaises se trouvent loin derrière les trois grands agrégateurs EBSCO, ProQuest et JSTOR, mais aussi de SciELO.

Si on compare les plateformes du point de vue de la diffusion de revues en accès ouvert immédiat (open access), on obtient un autre classement, avec trois groupes :

- 100% open access : Persée, Cedram et Épisciences se retrouvent avec SciELO et OLH.
- Partiellement open access : OpenEdition, EDP Sciences et CAIRN se retrouvent avec Érudit, Cambridge University Press et JSTOR (2% OA).

- Pas (ou presque pas) d'open access : Elsevier Masson, Lavoisier et John Libbey se retrouvent avec les grandes plateformes d'agrégation commerciales, EBSCO, ProQuest et MUSE (<1% OA).

La part du français sur ces huit plateformes est peu significative. On compte 560 revues françaises (dont quelques titres en double), ce qui représente 2% du contenu des plateformes, mais environ 40% des revues publiées en France<sup>1</sup>. 1 846 revues sur les plateformes ont des contenus en français (avec des doublons). Outre les titres français, il s'agit de revues canadiennes, belges, suisses et autres. Ces revues représentent 0,5% du contenu des plateformes mais environ 70% des revues francophones.

L'intérêt pour une revue française d'établir un partenariat avec l'une des plateformes internationales est surtout lié à la diffusion par un agrégateur commercial avec une clientèle internationale et anglophone, mais ouvert à des revues non anglophones. Ces plateformes représentent une opportunité complémentaire plutôt qu'une alternative à leurs propres moyens de diffusion. L'étude ajoute quelques éléments d'information pour évaluer l'impact de ces plateformes sur le marché français.

Pour finir, l'étude liste quelques modèles d'affaires et stratégies des plateformes pour augmenter l'accessibilité des revues, réduire des coûts, développer des recettes et être compatibles avec les critères du Plan S.

Être en mesure de créer des conditions (techniques, financières, organisationnelles) favorables à l'innovation, est peut-être l'un des critères qui fera la différence entre les plateformes dans les cinq à dix ans à venir. Mais également, la capacité de garantir une conservation (et un accès) à long terme, le degré de standardisation des systèmes et formats, et l'intégration dans les communautés et institutions scientifiques, y compris dans des projets de recherche.

---

<sup>1</sup> Estimation de 1 193 revues. Source : Ulrichsweb, mars 2019.

## INTRODUCTION

### Contexte

---

À la suite de la promulgation de la loi pour une République numérique en France (avec, notamment, la création d'un droit d'exploitation secondaire dans le Code de la recherche article L533-4<sup>2</sup>), et en lien avec la politique pour la science ouverte qui préconise le libre accès aux publications issues de la recherche publique<sup>3</sup>, le gouvernement a mis en place un plan de soutien favorisant le maintien et l'adaptation d'une édition scientifique française de qualité, dynamique et compétitive.

Ainsi, le Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (MESRI) et le Ministère de la culture ont désigné un Comité de suivi de l'édition scientifique (CSES) chargé de suivre et d'évaluer ce plan de soutien ainsi que de mener des études.

Depuis plusieurs années, les offres numériques de revues se développent via des plateformes d'éditeurs ou d'agrégateurs. Ces formes d'organisation éditoriale offrent aux chercheurs des points d'accès unifiés, des regroupements de ressources, permettant une plus ample diffusion des connaissances et une meilleure valorisation des publications scientifiques. Ainsi, l'État a choisi de soutenir les revues scientifiques françaises via un soutien à ces plateformes.

Dans ce contexte, le CSES a souhaité disposer d'une étude quantitative, qualitative et prospective concernant l'économie et l'organisation éditoriale des plateformes et agrégateurs de revues scientifiques françaises.

### Objectifs de l'étude

---

L'étude, réalisée entre février et juin 2019, présente une analyse comparative de huit plateformes étrangères avec deux objectifs :

- Décrire leurs principales caractéristiques ;
- Enrichir l'étude des plateformes et agrégateurs de revues scientifiques françaises par une analyse du potentiel concurrentiel et des complémentarités de ces plateformes et agrégateurs étrangers.

L'étude cherche en outre à apprécier les motivations des éditeurs de revues françaises qui se tourneraient vers ces plateformes et agrégateurs étrangers, la concurrence entre les acteurs étrangers et les acteurs français, et leurs complémentarités.

L'étude tient compte du débat relatif à l'initiative de plusieurs agences et organismes de recherche européens pour accélérer le développement du libre accès aux publications scientifiques (*Plan S*)<sup>4</sup>.

---

<sup>2</sup> Cf. Code de la recherche <https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?cidTexte=LEGITEXT000006071190>

<sup>3</sup> Cf. Plan national pour la science ouverte (2018) <https://www.ouvrirlascience.fr/>

<sup>4</sup> Cf. cOAlition S <https://www.coalition-s.org/>

## Le panel des huit plateformes étudiées

---

Le panel est composé de huit plateformes :

- Trois acteurs commerciaux :
  - EBSCO
  - ProQuest
  - Cambridge University Press
- Cinq acteurs publics ou à but non lucratif (au sens américain de *charity*) :
  - JSTOR
  - Project MUSE
  - Érudit
  - SciELO
  - Open Library of Humanities

Ces plateformes sont définies comme des services d'accès à des revues scientifiques qui, selon la définition du Conseil National du Numérique, occupent « *une fonction d'intermédiaire dans l'accès aux informations, contenus, services ou biens, le plus souvent édités ou fournis par des tiers [qui] organisent et hiérarchisent les contenus en vue de leur présentation et de la mise en relation des utilisateurs finaux* »<sup>5</sup>.

Il s'agit de « *services à valeur ajoutée de traitement de l'information* », « *aux fonctionnalités multiples [dont] l'accès à la documentation et aux publications scientifiques (...)* »<sup>6</sup>. Elles sont également décrites comme un « *mélange compliqué de logiciels, matériels, opérations et réseaux* », dont la fonction de médiation impacte les interactions sociales, économiques et scientifiques, sur l'organisation du travail, la productivité et le marché<sup>7</sup>.

Ces plateformes sont très différentes quant à leur statut, leur modèle d'affaires, leurs contenus et services. En particulier, la distinction entre public et privé n'a pas la même signification, dans la mesure où le modèle d'affaire « *non profit* » n'exclut pas une activité commerciale, ni un chiffre d'affaires important, ni des résultats positifs.

Néanmoins, elles ont un certain nombre de points communs :

- Il s'agit de plateformes au sens de la définition du Conseil National du Numérique.
- Elles diffusent des ressources documentaires, pour certaines dans le cadre d'une offre plus large (logiciels, bases de données...).
- Elles diffusent de l'information scientifique et technique, souvent avec d'autres contenus (pédagogiques, culturels, presse spécialisée...).
- Elles diffusent des revues scientifiques, en partie avec d'autres types de documents (livres, thèses...).
- Elles proposent des revues et/ou des articles de revues en français. De ce fait, elles représentent un intérêt réel ou potentiel pour des éditeurs français.

---

<sup>5</sup> <https://cnumerique.fr/nos-travaux/la-confiance-lere-des-plateformes-numeriques>

<sup>6</sup> Alain Bensoussan Avocats (2017). *Analyse systémique de la loi pour une République numérique. Pour une Science ouverte et un droit des données scientifiques V.1*. Paris, CNRS. <https://www.alain-bensoussan.com/avocats/plateforme-en-ligne-definition/2017/03/02/>

<sup>7</sup> Kenney, M. et Zysman, J. (2016). The Rise of the Platform Economy. *Issues in Science and Technology*, Spring, 61-69. [https://ssl.nbp.pl/badania/seminaria/25x2016\\_2.pdf](https://ssl.nbp.pl/badania/seminaria/25x2016_2.pdf)

- Elles ont un rayonnement international, par l'acquisition de ressources, par les contenus, par la clientèle et/ou l'audience, et par leur stratégie de développement.

## Les étapes de la méthodologie

---

L'étude a suivi une méthodologie en quatre étapes, avec une démarche itérative :

- Elaboration d'une grille d'analyse.
- Recherche d'informations sur Internet, dans la littérature, dans des conférences et dans des bases de données (Web of Science, Scopus, Ulrichsweb).
- Contacts directs avec des représentants de la plupart des plateformes (dont Erudit, OLH et ProQuest).
- Entretiens complémentaires avec d'autres experts sur les modèles et les stratégies des plateformes.

Le planning et la démarche générale de l'étude ont été validés lors d'une réunion de son comité de pilotage (composition : Daniel Egret, Sophie Giraud, Jean-François Lutz, Daniel Renoult, Charles Ruelle) le 13 septembre 2018.

La collecte d'information, l'analyse et la rédaction ont commencé en janvier 2019. Le comité de pilotage a été destinataire de points d'avancement par écrit jusqu'à la livraison de la première version du rapport, le 3 mai 2019. Par suite d'échanges avec le comité de pilotage, une version 2 a été transmise le 7 juin 2019, puis présentée le 14 juin 2019.

Une synthèse de l'étude a ensuite été exposée au Comité de suivi de l'édition scientifique en réunion plénière, le 1<sup>er</sup> octobre 2019. Depuis lors, le rapport a fait l'objet de plusieurs révisions et ajouts.

La grille des caractéristiques principales pour la description des différents dispositifs porte sur plusieurs aspects, dont le modèle d'affaires et le bilan financier, les services et fonctionnalités, le positionnement par rapport à l'open access (notamment *Plan S*), les perspectives d'évolution et les revues françaises hébergées.

Cette étude, cependant, a ses limites. S'il est relativement aisé de réunir des éléments pour décrire le positionnement stratégique, l'évolution, les contenus et services des plateformes, il est nettement plus difficile, voire impossible pour certaines, d'obtenir des données fiables sur leur modèle d'affaires, leur bilan financier et leur clientèle (y compris l'audience de la plateforme en termes d'usage) :

- Les grandes plateformes étrangères ne communiquent pas facilement sur leur activité commerciale et leurs ressources.
- Pour certaines, il est impossible de distinguer l'activité « revues » dans les bilans financiers.
- Les niveaux de précision et de fiabilité des informations varient selon les acteurs et les sources. Certaines informations ne correspondent pas ou ne peuvent pas être vérifiées<sup>8</sup>. Les chiffres indiqués ne peuvent pas toujours être considérés comme des références absolues.
- Certains interlocuteurs ayant fourni des informations en 2017 pour une autre étude n'ont pas voulu répondre cette fois-ci. D'autres n'ont pas réagi en dépit des

---

<sup>8</sup> Par exemple, certains chiffres issus des bases de données interrogées comparés aux chiffres trouvés dans les pages ou catalogues des plateformes du panel.

relances. Aussi, la comparaison directe entre ces plateformes et les plateformes françaises doit se faire avec prudence.



## ÉTUDES DE CAS DES PLATEFORMES

### EBSCO

---

#### Généralités

EBSCO Industries est une entreprise familiale créée en 1944 pour vendre des abonnements de magazines à l'armée américaine. Aujourd'hui, elle fait partie des 200 plus grandes entreprises américaine et constitue la plus grande agence d'abonnements au monde.

- Statut, pays, gouvernance : EBSCO Industries est une « corporation » privée dont le siège est à Birmingham, Alabama. Bryson Stephens (petit-fils du fondateur d'EBSCO) est président du conseil d'administration, David Walker est directeur général.
- Domaines : EBSCO Industries a des filiales dans plusieurs branches (assurance, immobilier, outdoor produits de chasse et de pêche, branding...), mais les activités principales relèvent de l'édition et des médias numériques, des services pour les bibliothèques et les éditeurs, et de la diffusion d'information scientifique et technique à destination de l'enseignement supérieur et de la recherche, des entreprises, des hôpitaux..., et sont portées par EBSCO Information Services, dont le siège est à Ipswich, Massachusetts.
- Clients (EBSCO Information Services) : Bibliothèques universitaires et de recherche, bibliothèques publiques, secteur de santé (hôpitaux...), entreprises, services publics (administrations, recherche), enseignement. EBSCO se considère comme « *le principal fournisseur de bases de données de recherche, de revues électroniques, d'abonnements à des magazines, de livres électroniques et de services de recherche aux bibliothèques de toutes sortes. Depuis plus de 70 ans, nous travaillons en partenariat avec les bibliothèques pour améliorer la recherche grâce à un contenu et une technologie de qualité.* » EBSCO Information Services est notamment le fournisseur des portails du CNRS.
- Ressources humaines : 6 000 salariés dans 32 pays. 1 000 employés pour EBSCO Industries à Birmingham, Alabama.
- Types de ressources (EBSCO Information Services) : Revues, magazines, livres (plus d'un million ebooks), bases de données, e-learning, outils de gestion, de découverte et de marketing.
- Nombre de revues : 23 423 revues scientifiques et vivantes sur EBSCOhost, issues de 59 pays (dont 72% issues de quatre pays : Etats Unis, Royaume Uni, Allemagne et Pays Bas).

#### Modèle économique

Coûts de mise en ligne : n/a

Recettes : 2,8 milliards \$ en 2017 (EBSCO Industries)<sup>9</sup>. La famille Stephens, propriétaire d'EBSCO Industrie, a été classée au 66<sup>e</sup> rang des familles les plus riches des Etats Unis

---

<sup>9</sup> Source : Hoovers [www.hoovers.com/company-information/cs/company-profile/ebSCO\\_industries\\_inc.452d9c5a96fe80c9.html](http://www.hoovers.com/company-information/cs/company-profile/ebSCO_industries_inc.452d9c5a96fe80c9.html)

par Forbes en 2014, avec une valeur nette de 4 milliards \$<sup>10</sup>. Elle est sortie de la liste de Forbes en 2015 en raison de la baisse de sa performance financière, d'une industrie plus faible et de nouvelles informations sur ses actifs.

Provenance des ressources : Vente d'abonnements, d'outils et de dispositifs (y compris la plateforme).

EBSCO Information Services auraient des partenariats avec 95 000 éditeurs (non vérifié).

L'éditeur transfère à EBSCO les fichiers d'articles avec les métadonnées (format PDF, via FTP). EBSCO prend en charge le reformatage, la mise en ligne et la commercialisation des revues, et reverse une partie du chiffre d'affaires à l'éditeur, en fonction des abonnements et de l'usage.

Une partie des bases de données (dont Medline et EconLit) sont diffusées sous licence, les autres (dont Academic Search) sont produites par EBSCO.

## Services et fonctionnalités

Liste des services proposés par EBSCO Information Services :

- Des outils et dispositifs pour découvrir et accéder à des ressources d'informations scientifiques et techniques (dont la EBSCOhost Research Platform)
- Des bases de données, livres, revues, magazines, archives (abonnements, achat).
- Des outils pour gérer les ressources et les commandes.
- Des outils pour la formation permanente.
- Des systèmes d'aide à la décision à destination des médecins.
- Des prestations et outils pour les éditeurs (gestion des abonnements).
- Des services et outils de promotion et marketing pour les bibliothèques.

<i>Discovery &amp; Technology</i>	<i>Content</i>	<i>Clinical Decision Support</i>
<a href="#">EBSCO Discovery Service</a>	<a href="#">Research Databases</a>	<a href="#">DynaMed Plus</a>
<a href="#">Apps &amp; Cloud Services</a>	<a href="#">EBSCO eBooks &amp; Audiobooks</a>	<a href="#">Dynamic Health</a>
<a href="#">EBSCO &amp; OpenAthens Authentication</a>	<a href="#">Journals &amp; e-Packages</a>	<a href="#">Option Grid</a>
<a href="#">EBSCO &amp; Stacks Library Websites</a>	<a href="#">Flipster Digital Magazines</a>	<i>Publisher Services</i>
<a href="#">EBSCO Knowledge Services</a>	<a href="#">Historical Digital Archives</a>	<a href="#">PPF Subscription Fulfillment</a>
<a href="#">EBSCOadmin</a>	<i>Ordering &amp; Acquisition</i>	<i>Readers' Advisory &amp; Outreach</i>
<a href="#">EBSCOhost Research Platform</a>	<a href="#">GOBI Library Solutions</a>	<a href="#">Novelist Readers' Advisory</a>
<a href="#">EBSCONET Analytics</a>	<a href="#">EBSCONET Subscription Management</a>	<a href="#">Library Marketing &amp; Community Outreach</a>
<a href="#">Explora Search Platform</a>	<i>Career &amp; Skills Development</i>	
<a href="#">FOLIO Library Services from EBSCO</a>	<a href="#">LearningExpress Test Prep</a>	
<a href="#">Full Text Finder</a>	<a href="#">Accel5 Corporate Learning</a>	
<a href="#">Linked Library Service</a>		
<a href="#">Usage Consolidation</a>		
<a href="#">Usage Loading Service</a>		

<sup>10</sup> <https://www.forbes.com/profile/stephens/>

## Positionnement par rapport à l'Open Access

EBSCO ne propose pas de services ou de contenus en libre accès.

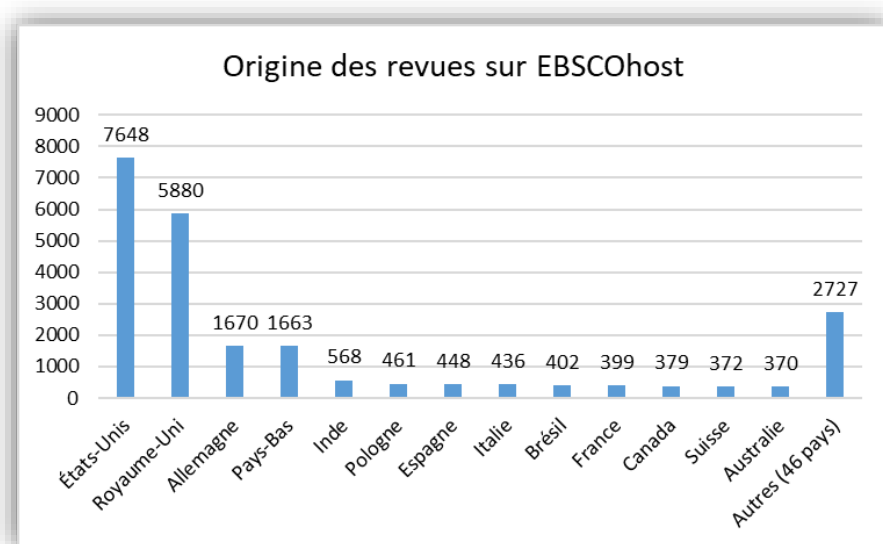
## Perspectives

EBSCO investit dans des technologies mobiles et continue d'acheter des contenus comme l'acquisition récente d'une base de données en linguistique de Wiley<sup>11</sup>. EBSCO développe également son activité dans le domaine des plateformes de SaaS<sup>12</sup>.

## La part du français

### Liste des revues françaises hébergées

Parmi les pays où sont publiées les revues diffusées sur EBSCOhost, la France occupe le 12<sup>e</sup> rang, derrière les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne et les Pays-Bas, et au milieu d'un cluster de pays d'importance moyenne dans le monde de l'édition scientifique (Inde, Pologne, Espagne, Italie, Brésil, France, Canada, Suisse, Australie).



La plateforme EBSCOhost héberge 399 revues publiées en France, qui représentent 1,7% des revues sur la plateforme. Ces revues sont accessibles en texte intégral via les fonctionnalités de découverte sur la plateforme.

Parmi ces revues, on trouve 111 revues d'Elsevier Masson, 38 revues d'EDP Sciences, 19 revues de Lavoisier et 10 revues de John Libbey. 87 revues se trouvent également sur CAIRN.

### Autres revues francophones

En tout, 1 252 revues de la plateforme EBSCOhost ont des articles en français, soit intégralement (278 revues, 22%), soit partiellement (974 revues, 78%). Ces revues constituent 5,3% de l'ensemble des revues sur la plateforme.

<sup>11</sup> <https://www.ebscoind.com/ebsco-information-services-acquires-new-database/>

<sup>12</sup> <https://www.ebscoind.com/ebsco-industries-launches-biso-collective/>

Il s'agit d'abord de revues françaises, puis canadiennes, belges, allemandes, suisses, américaines et anglaises.

## ProQuest

---

### Généralités

ProQuest est un intermédiaire (vendor) américain spécialisé dans la vente d'informations (revues, livres, thèses, vidéos) et de logiciels pour les bibliothèques scientifiques, publiques, scolaires et d'entreprises. ProQuest se positionne comme « *fournisseur de contenus et de services technologiques pour les bibliothèques* ».

- ProQuest est une filiale commerciale de statut privé de Cambridge Information Group (CIG), une société d'investissement d'envergure mondiale spécialisée dans les services d'information, l'éducation et la technologie. Son siège social est situé à Bethesda, Maryland. ProQuest est une société à responsabilité limitée (LLC) située à Ann Arbor (Michigan). La société a été fondée en 1938 sous le nom de University Microfilms (UMI<sup>13</sup>), pour reproduire et diffuser les thèses et mémoires des universités américaines.
- Un extrait de la dernière notation par Moody's<sup>14</sup> : « *Basée à Ann Arbor, Michigan, ProQuest LLC (ProQuest) regroupe, crée et distribue des contenus universitaires et d'actualités destinés aux bibliothèques universitaires, publiques et d'entreprise du monde entier. Cambridge Information Group (CIG) a acquis les activités d'information et d'enseignement de ProQuest Learning Company (ProQuest Company) en février 2007 et les a fusionnées avec Cambridge Scientific Abstracts, Limited Partnership (CSA) pour former ProQuest. Dans le cadre de la transaction, ABRY Partners a acquis une participation de 20% dans ProQuest avec l'apport de la CSA par CIG pour les 80% restant des droits de vote et une distribution en espèces. Goldman Sachs Merchant Banking Division (Goldman) a acquis la participation d'ABRY ainsi que des parts supplémentaires en 2013. ProQuest a acquis le groupe Ex Libris de Golden Gate Capital en décembre 2015. Au deuxième trimestre de 2018, les produits d'exploitation des derniers 12 mois (LTM) s'élevaient à plus de 700 millions \$.* »
- Domaines : Les produits et services, y compris les bases de données, couvrant l'ensemble des disciplines scientifiques.
- Clients : ProQuest s'adresse essentiellement aux bibliothèques publiques et privées de tous les secteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche, de la R&D, de la finance et du business, et des établissements scolaires.
- Ressources humaines : ProQuest compte environ 1 700 salariés.
- Types de ressources : Bases de données, logiciels, produits de veille. ProQuest s'est forgé une réputation de passerelle vers le « *savoir mondial fiable et de qualité* » : des thèses aux archives gouvernementales et culturelles, en passant par la presse et l'édition scientifique. L'atout de ProQuest réside dans un grand volume d'information, constitué grâce à des partenariats avec des producteurs de contenus, et dans la technologie des outils de découverte.

<sup>13</sup> UMI est devenue l'une des archives numériques hors site de la Library of Congress et fut le modèle pour la création de l'Atelier national de reproduction des thèses (ANRT) en France

<sup>14</sup> Moody's 10 août 2018 [https://www.moody's.com/research/Moodys-assigns-Ba2-rating-to-ProQuests-first-priority-revolver--PR\\_385680](https://www.moody's.com/research/Moodys-assigns-Ba2-rating-to-ProQuests-first-priority-revolver--PR_385680)

ProQuest a lancé Summon en 2009 et déploie actuellement une nouvelle plateforme destinée à permettre aux chercheurs d'utiliser, de créer et de partager du contenu.

En 2010, ProQuest s'est développé sur les marchés des entreprises et des gouvernements en lançant le service ProQuest Dialog et en acquérant Congressional Information Services et University Publications of America.

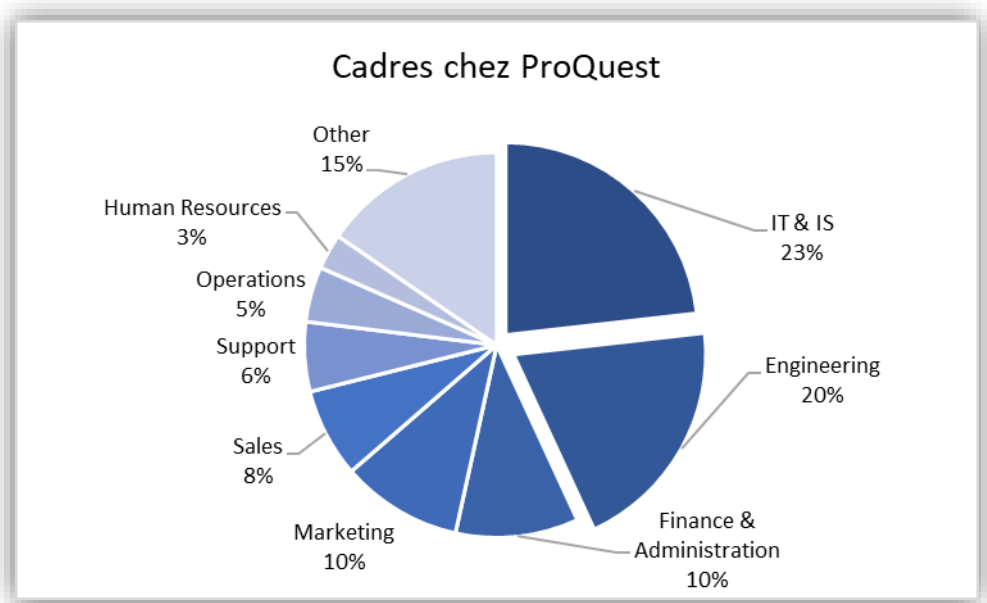
Début 2011, elle a acquis ebrary, élargissant la base de contenu de ProQuest avec des livres numériques et l'expertise technologique de l'entreprise. Celle-ci comprend également des filiales comme Serials Solutions, RefWorks-COS et Bowker (gestion du workflow des revues numériques, gestion des références, outils bibliographiques pour les éditeurs, dont la base Ulrichsweb). L'un de ses produits phare est Oasis, un logiciel gratuit pour sélectionner et acheter des livres chez ProQuest.

- D'après des études de marché, ses concurrents sont Clarivate Analytics, LexisNexis et H.W. Wilson Databases et, pour les contenus et plateformes, Elsevier, Springer Nature et Questia.
- Nombre de revues : 7 106 revues scientifiques vivantes<sup>15</sup>.

### Modèle économique

ProQuest LLC est une société privée et ne met pas ses informations financières à la disposition du public.

Ressources humaines : Plus de 1 700 employés aux Etats Unis et dans d'autres pays (chiffres sur LinkedIn<sup>16</sup>). Les profils de l'encadrement témoignent de l'importance de l'informatique et du développement technologique<sup>17</sup>.



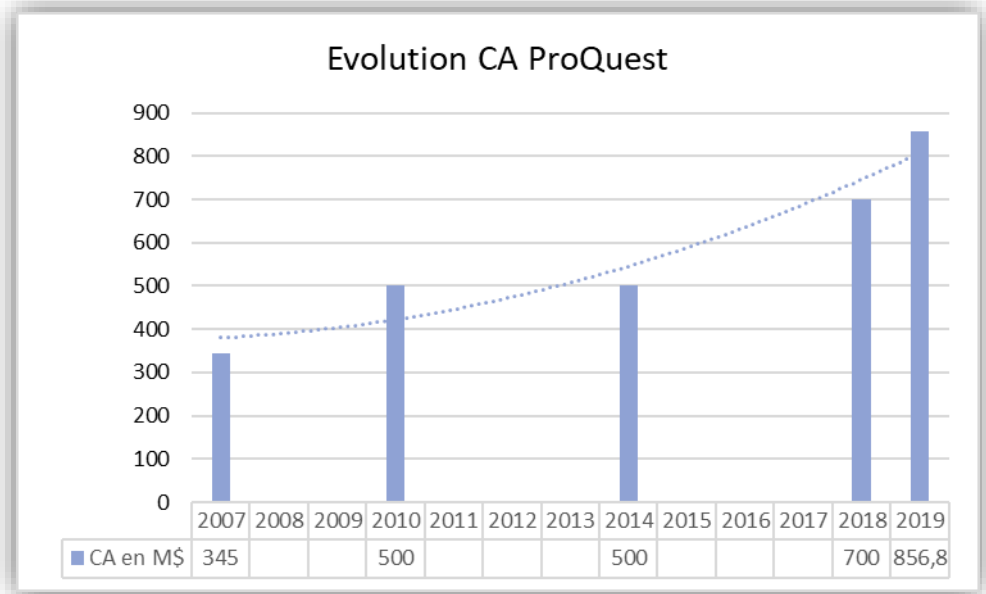
<sup>15</sup> Le catalogue de ProQuest contient 29 515 périodiques, dont 12 300 titres vivants, dont 7 106 revues scientifiques (scholarly / peer reviewed).

<sup>16</sup> Une autre source évoque 2 414 salariés, chiffre non vérifiable <https://fr.advfn.com/bourses/NYSE/PQE/bilan-comptable>

<sup>17</sup> Source : <https://www.adapt.io/company/proquest-llc-2>

Recettes : Le chiffre d'affaires annuel de ProQuest est estimé à 865,8 m\$ pour 2019, avec une progression d'environ 10% par an. D'après une source non vérifiée, 73% des ventes seraient réalisées aux Etats Unis<sup>18</sup>.

Dépenses : Il n'y a pas de chiffres fiables. A partir du nombre de salariés, on peut estimer les charges salariales à 180-200 m\$, correspondant à 20-25% du chiffre d'affaires.



Les ressources proviennent essentiellement des abonnements aux services en ligne (bases de données, bibliothèques numériques) et des ventes de ses logiciels. Mais il a été impossible d'obtenir plus de détails.

ProQuest propose d'autres prestations de services comme, par exemple, la numérisation d'anciennes collections. Un exemple, qui avait fait l'objet d'un débat public, fut le partenariat pour la numérisation et la diffusion des collections de la BnF, dans le cadre du programme des Investissements d'Avenir :

*« L'accord conclu avec la société ProQuest, éditeur de bases de recherches historiques et culturelles, prévoit la numérisation de 70 000 livres anciens français datant de 1470 à 1700. Le projet concerne tous les exemplaires des incunables imprimés avant 1500 et un exemplaire par édition pour les imprimés des XVIe et XVIIe siècle. L'accord passé avec ProQuest s'inscrit dans le programme européen 'Early European Books', auquel participent quatre grandes bibliothèques européennes, et qui vise la création d'une bibliothèque numérique virtuelle rassemblant les principaux ouvrages d'avant 1700. Une sélection de 3500 ouvrages, choisis par la BnF, sera en libre accès immédiat sur Gallica. Au fur et à mesure de la numérisation, les autres ouvrages numérisés seront accessibles à tous les lecteurs de la BnF pendant dix ans avant d'être mis en libre accès à leur tour sur Gallica. »<sup>19</sup>*

<sup>18</sup> <https://fr.advfn.com/bourses/NYSE/PQE/bilan-comptable>

<sup>19</sup> Communiqué de presse du MCC 15 janvier 2013 <http://www.culture.gouv.fr/Presse/Archives-Presses/Archives-Communiqués-de-presse-2012-2018/Annee-2013/Investissements-d-Avenir-Deux-partenariats-d-envergure-conclus-pour-la-numerisation-et-la-diffusion-des-collections-de-la-Bibliothèque-nationale-de-France-BnF>

Ce partenariat n'est pas passé inaperçu, même si les termes du contrat n'ont pas été rendus publics (cf. la polémique dans les pages de *Libération* ou sur *France Culture* « *Le public paie pour le public* »)<sup>20</sup>. Le modèle économique de ce partenariat n'a pas été communiqué. Selon l'ancien président de la BnF, Bruno Racine, « *il s'agit surtout de numériser 5 fois plus vite les livres que ne l'aurait fait la BnF seule, en payant moins d'un tiers de l'opération* ». Autrement dit, il s'agit de rendre la numérisation des collections de la BnF plus efficace et efficient par une externalisation (comme l'a fait la Bibliothèque Municipale de Lyon avec Google)<sup>21</sup>. La BnF a sans doute été associée au chiffre d'affaires de ce nouveau produit de ProQuest, comme le laisse entendre une autre annonce du ministère de la Culture : « *Les revenus issus des partenariats seront réinvestis par la BnF dans de nouveaux projets de numérisation.* » Peut-être faut-il lire « *économies* » à la place de « *revenus* ».

Moody's a évalué ProQuest LLC en août 2018 comme un investissement de qualité inférieure, spéculatif, à risque (Ba2). Ainsi, la notation B2 (corporate family rating) de ProQuest « *reflète l'effet de levier de la société de 5,8x au 2<sup>e</sup> trimestre 2018 (...) qui est relativement élevé pour la notation existante et les défis auxquels la société fait face dans ses secteurs d'affaires peu importants (small business) avec les bibliothèques publiques, scolaires et d'entreprises aux Etats Unis et dans d'autres pays. Malgré la croissance de sa division de l'enseignement supérieur, la croissance interne du chiffre d'affaires a été modeste en raison de la baisse des activités de Dialog et de la faiblesse des produits traditionnels qui sont en déclin à long terme (microfilms et imprimés). ProQuest évolue également dans un environnement concurrentiel et devra faire face à des paiements de redevances croissants à mesure que la composition des ventes changera, ce qui devra être compensé par une croissance des revenus ou des économies de coûts ailleurs pour éviter d'affecter les marges du BAIIA (EBITDA margins). Les notations de la société sont soutenues par la croissance de l'activité logicielle SaaS d'Ex Libris, une large base d'abonnements dans le marché de référence des bibliothèques avec de vastes bases de données de contenu vendues aux bibliothèques, aux entreprises et aux organismes gouvernementaux, ainsi que par des taux de renouvellement élevés et un flux de revenus récurrent. La société a également bénéficié de l'acquisition d'Ebook Corporation Limited (EBL) en 2013 qui a été une source de croissance pour ProQuest. Des baisses ou une croissance modeste dans d'autres secteurs avec des clients moins importants devraient limiter la croissance interne globale des revenus au cours de la prochaine année.* »

## Services et fonctionnalités

La particularité des bases de données de ProQuest réside dans le découpage très fin de leur catalogue de revues, magazines et journaux qui permet un grand nombre de propositions, comme des bases de données pointues ou un ensemble de bases de données avec des contenus scientifiques, professionnels et d'actualité. Mais cette particularité rend l'offre commerciale complexe et quelque peu confuse.

<sup>20</sup> <https://www.franceculture.fr/economie/numerisation-polemique-la-bnf>

<sup>21</sup> <https://www.bm-lyon.fr/collections-patrimoniales-et-specialisees/Collecter-conserver-communiquer-le/article/numerisation-et-patrimoine-en-ligne>



Ainsi, la collection phare de ProQuest pour le monde académique, ProQuest Central, contient 47 bases de données couvrant un large choix de disciplines et de régions géographiques, avec des produits d'actualité et de presse business.

**ProQuest Central contains:**

International Newsstream	Asian & European Business Collection	Arts & Humanities Database
Canadian Newsstream	Business Market Research Collection	Research Library
U.S. Newsstream	Criminal Justice Database	Australia & New Zealand Database
Global Breaking Newswires	Education Database	Continental Europe Database
Advanced Technologies & Aerospace Database	Library Science Database	East & South Asia Database
Agricultural Science Database	Linguistics Database	East & Central Europe Database
Biological Science Database	Political Science Database	India Database
Computer Science Database	Religion Database	Latin America & Iberia Database
Earth, Atmospheric & Aquatic Science Database	Social Science Database	Middle East & Africa Database
Engineering Database	Sociology Database	Turkey Database
Environmental Science Database	Health & Medical Collection	U.K. & Ireland Database
Materials Science Database	Consumer Health Database	Career & Technical Education Database
Military Database	Healthcare Administration Database	Canadian Business & Current Affairs Database (CBCA)
Science Database	Nursing & Allied Health Database	Publicly Available Content Database
Telecommunications Database	Psychology Database	
ABI/INFORM Collection	Public Health Database	
Accounting, Tax & Banking Collection		

**Subject Key:**

News	SciTech	Business	Social Science	Health Research	The Arts	Interdisciplinary
------	---------	----------	----------------	-----------------	----------	-------------------

Cette approche est unique : « Contenu unique non disponible auprès d'un autre fournisseur, accessible par le biais d'une seule recherche avec la possibilité d'être recherchés séparément en utilisant des champs spécialisés ».

A ceci s'ajoute une collection « historique » de plus de 250 000 thèses de doctorat en texte intégral et une très bonne couverture en médecine et santé, avec des revues, mais aussi « des conseils pratiques, des informations sur la santé des consommateurs, ainsi que des ouvrages de référence, des milliers de vidéos sur les soins de santé, la psychologie et les soins infirmiers, et un ensemble précieux de milliers de thèses et de mémoires médicaux (et) une base de données sur les soins infirmiers et paramédicaux et MEDLINE... ».

Tous les contenus sont (re)indexés par ProQuest avec des vocabulaires spécialisés.

Les limites de l'offre sont les contrats avec les éditeurs. ProQuest diffuse sur sa plateforme plus de 2 000 revues de Springer, 870 revues de Wiley, mais seulement 300 périodiques d'Elsevier, dont 10% de la presse spécialisée (Reed Elsevier).

## Positionnement par rapport à l'Open Access

Tous les produits de ProQuest sont payants. Mais ProQuest a commencé d'intégrer des contenus en open access à son offre. Ainsi, il a ajouté en 2019 un moteur de recherche à sa base de données PQDT qui recense des thèses de doctorat et des mémoires de Master de plus de 1 000 universités d'Amérique du Nord et d'Europe,



publiés depuis 1861, pour localiser des thèses et mémoires en libre accès (à partir de 1997) et consulter le texte intégral en format PDF (PQDT Open<sup>22</sup>).

Parmi son offre de vidéos en streaming se trouve une initiative de diffusion en open access (Open Music Library, Anthropology Commons)<sup>23</sup>.

ProQuest n'a pas pris position par rapport au Plan S.

## Perspectives

ProQuest se voit dans la continuité de sa mission historique : fournir l'accès à l'information dans les gens ont besoin pour faire de la recherche. « *Chez ProQuest, nous construisons de nouveaux outils dans nos plateformes qui nous aident à mieux connaître nos utilisateurs, leurs besoins et leurs comportements, afin de leur permettre de trier des milliards de sources pour trouver les rares dont ils ont besoin* »<sup>24</sup>.

L'évolution la plus importante à court terme est le lancement de la nouvelle plateforme : « *ProQuest lance le premier produit de son initiative ProQuest One™, une série de solutions (à destination des bibliothèques). ProQuest One commence par le lancement du produit ProQuest One Academic (...). Cette ressource pionnière unifie plus de 250 ans de contenu indexé (revues, livres électroniques, vidéos, dissertations, journaux etc.), couvrant plus de 175 sujets, en l'organisant en une seule expérience pour améliorer les résultats de recherche et les flux de travail d'enseignement. L'UX de ProQuest One Academic est conçu pour répondre aux besoins uniques des étudiants et des professeurs (qui) bénéficieront d'un flux de travail plus rationalisé, avec une organisation simplifiée du contenu (...). Le contenu de ProQuest One Academic (comprend) ProQuest Central™, Academic Complete®, ProQuest Dissertations & Theses Global™ et Academic Video Online (...)* »<sup>25</sup>

Le marketing récent ciblait l'Amérique Latine et l'acquisition de plusieurs grandes collections de livres numériques (Cambridge University Press, ScienceDirect/Elsevier, Sage, Project MUSE), avec un service d'impression à la demande (Alma System).

L'autre changement récent est l'acquisition de l'éditeur américain Alexander Street, spécialiste de vidéo en streaming pour l'enseignement et la recherche, avec ses contenus et sa technologie<sup>26</sup>. Cette acquisition a été suivie par plusieurs partenariats pour la diffusion de vidéos, dont la BBC et CNN<sup>27</sup>.

## La part du français

### Liste des revues françaises hébergées

Le catalogue de ProQuest contient le texte intégral de 91 revues scientifiques éditées en France sans barrière mobile (1,3% du catalogue) dont la liste complète est la suivante :

#### 1. *Acta Endoscopica*

<sup>22</sup> <https://pqdtopen.proquest.com>

<sup>23</sup> <https://alexanderstreet.com/discipline/open-initiatives>

<sup>24</sup> Roger Valade, directeur technologie de ProQuest, *Research Information* February/March 2019

<sup>25</sup> Source : Bloomberg 23 janvier 2019

<https://www.bloomberg.com/research/stocks/private/snapshot.asp?privcapId=4752440>

<sup>26</sup> <https://alexanderstreet.com>

<sup>27</sup> <https://librarytechnology.org/vendors/proquest/>

2. *Actualités Odonto - Stomatologiques*
3. *Annales Françaises de Médecine d'Urgence*
4. *Annales de Chimie. Science des Matériaux*
5. *L'Art du Cinéma*
6. *Biofutur*
7. *Bulletin de la Société de Pathologie Exotique*
8. *Bulletins et Mémoires de la Société d'Anthropologie de Paris*
9. *Cahiers Victoriens & Édouardiens (Online)*
10. *Cahiers du Genre*
11. *Ciência e Técnica Vitivinícola*
12. *Côlon & Rectum*
13. *Discrete Mathematics and Theoretical Computer Science*
14. *Document Numérique*
15. *Douleur et Analgésie*
16. *EPJ Photovoltaics*
17. *EPJ. Applied Metamaterials*
18. *ESAIM. Proceedings and Surveys*
19. *Economic Policy Reforms*
20. *Economie & Statistique*
21. *Essais Francophones*
22. *Études Anglaises*
23. *European Journal of Electrical Engineering*
24. *Géographie, Economie, Société*
25. *Gestion & Finances Publiques*
26. *Global Health Promotion*
27. *Ingénierie des Systèmes d'Information*
28. *Institut de Socio-Économie des Entreprises et des Organisations (Écully, Rhône). Recherches en Sciences de Gestion*
29. *Instrumentation, Mesure, Métrologie*
30. *International Journal for Simulation and Multidisciplinary Design Optimization*
31. *J3eA*
32. *Journal Européen des Systèmes Automatisés*
33. *Journal of Space Weather and Space Climate*
34. *Knowledge and Management of Aquatic Ecosystems*
35. *Les Cahiers du Numérique*

36. *Ligeia*
37. *M@n@gement*<sup>28</sup>
38. *Manufacturing Review*
39. *Médecine Buccale Chirurgie Buccale*
40. *Médecine Intensive Réanimation*
41. *NEA News*
42. *OECD Journal on Budgeting*
43. *OECD Journal. Economic Studies*
44. *Obésité*
45. *Oil & Gas Science and Technology*
46. *Oilseeds and Fats, Crops and Lipids*
47. *Oncologie*
48. *Organisation for Economic Cooperation and Development. The OECD Observer*
49. *Parasite*
50. *Phytothérapie*
51. *Politiques et Management Public*
52. *Population*
53. *Population & Sociétés*
54. *Psycho-Oncologie*
55. *Public Health Reviews*
56. *Réalités Industrielles*
57. *Responsabilité & Environnement*
58. *Revue Française de Gestion*
59. *Revue Française de Sociologie*
60. *Revue Française du Marketing*
61. *Revue Internationale de Géomatique*
62. *Revue Juridique de l'Environnement*
63. *Revue Management & Avenir*
64. *Revue d'Intelligence Artificielle*
65. *Revue de Littérature Comparée*
66. *Revue de Médecine Périnatale*
67. *La Revue de l'IRES*
68. *Revue des Composites et des Matériaux Avancés*

<sup>28</sup> Cette revue est librement accessible sur le site de l'éditeur mais figure néanmoins dans le catalogue de ProQuest.

69. *SICOT-J*
70. *Synergies Afrique des Grands Lacs*
71. *Synergies Algérie*
72. *Synergies Argentine*
73. *Synergies Brésil*
74. *Synergies Chili*
75. *Synergies Chine*
76. *Synergies Espagne*
77. *Synergies Europe*
78. *Synergies France*
79. *Synergies Italie*
80. *Synergies Mexique*
81. *Synergies Pays Germanophones*
82. *Synergies Pays Riverains du Mékong*
83. *Synergies Pays Scandinaves*
84. *Synergies Pologne*
85. *Synergies Portugal*
86. *Synergies Roumanie*
87. *Synergies Turquie*
88. *Technique et Science Informatiques*
89. *Traitement du Signal*
90. *Vie & Sciences de l'Entreprise*
91. *Water Alternatives*

On compte 24 éditeurs, dont Lavoisier (28), Gerflint (18)<sup>29</sup>, EDP Sciences (14), OECD (5), Klincksieck (2), INED (2), La Française de Financement et d'Édition (FFE) et Springer Nature B.V. (2).

Aucun éditeur n'a tout son portefeuille sur la plateforme de ProQuest.

61 collections de revues françaises sont fermées, sans abonnement courant (dont par exemple les *Annales de Limnologie* d'EDP Sciences ou *Droit Social* des Editions Dalloz).

Au moins six titres se trouvent sur CAIRN, comme *Population* (INED), *Document numérique* (Lavoisier) ou la *Revue Française de Sociologie* qui se trouve également sur JSTOR et Persée.

Par ailleurs, ProQuest vend une base de données avec le texte intégral d'une sélection de revues scientifiques de l'Europe continentale (321 titres)<sup>30</sup>. 15% de ces revues sont éditées en France (47) dont 7% avec une collection courante. La base contient 20% de

---

<sup>29</sup> Gerflint (Groupe d'études et de recherches pour le français langue internationale) est un programme mondial d'édition et de diffusion scientifiques francophones rattaché à la Fondation Maison des Sciences de l'Homme, et dont le Siège est en France ; cf. <http://gerflint.fr/> Il s'agit des revues *Synergies*.

<sup>30</sup> Continental Europe Database <https://www.proquest.com/products-services/Continental-Europe-Database.html>

revues avec des contenus en français (65), dont une partie éditée en France (35) et le reste dans d'autres pays (Espagne, Italie, Suisse). Toutes ces revues sont indexées comme revues scientifiques, même si certains titres ont un caractère plutôt professionnel voire mixte (dont *Bases*, *Netsources*). Certains titres se trouvent également sur CAIRN, comme la *Revue de Littérature Comparée* (Klincksieck) ou *Entreprises et Histoire* (ESKA).

### Autres revues francophones

225 autres revues scientifiques de ProQuest contiennent des contenus en français (3,2% du catalogue)<sup>31</sup>. Elles sont publiées dans 22 pays francophones et autres (Etats Unis, Royaume Uni, Australie, Brésil...). Dans certains cas, les contenus français se limitent aux résumés et titres.

Quelques exemples :

1. *Brazilian Journal of Information Science*
2. *The Canadian Journal of Applied Linguistics*
3. *Essays in French Literature and Culture*
4. *European Journal of Language Policy*
5. *GOT : Revista de Geografia e Ordenamento do Território*
6. *International Journal of Innovation and Applied Studies*
7. *Journal Africain d'Hepato-Gastroenterologie*
8. *Journal of the Canadian Association for Curriculum Studies*
9. *Mikrochimica Acta*
10. *Natura Croatica*
11. *Notulae Botanicae Horti Agrobotanici Cluj-Napoca*
12. *Partnership : the Canadian Journal of Library and Information Practice and Research*
13. *Polska Akademia Nauk. Bulletin of the Polish Academy of Sciences*
14. *Pure and Applied Chemistry. Chimie Pure et Appliquée*
15. *Revista Colombiana de Matemáticas*
16. *Revue Académique des Études Sociales et Humaines*
17. *Schweizerische Gesellschaft für Asienkunde. Asiatische Studien*
18. *THÉLÈME : Revista Complutense de Estudios Franceses*
19. *Tourism Review of Aiest - International Association of Scientific Experts in Tourism*
20. *Transylvanian Review of Systematical and Ecological Research*

---

<sup>31</sup> Une autre source évoque 737 périodiques en français, mais cette liste contient des revues non scientifiques et des titres morts.

## Articles en langue française

296 revues scientifiques de ProQuest contiennent des contenus en français (4,2% du catalogue). Mais comme il s'agit souvent de revues relevant des sciences humaines et sociales, avec généralement moins de numéros et d'articles par an, et comme tous les contenus ne correspondent pas à des articles, la part d'articles en français peut être estimée à moins de 1% du catalogue.

## Cambridge University Press

---

### Généralités

Cambridge University Press (CUP) est une maison d'édition universitaire anglaise, la plus ancienne (depuis 1534) et l'une des plus prestigieuses presses universitaires au monde.

- CUP est la maison d'édition de l'Université de Cambridge dont le droit d'imprimer et de vendre « *toutes sortes de livres* » a été accordé par Henri VIII en 1534. CUP fait partie de l'Université dont les statuts constituent le cadre de ses activités. Elle contribue à sa mission en diffusant les connaissances nécessaires d'éducation, d'apprentissage et de recherche.
- CUP est gouvernée par le « Press Syndicate », un organe composé du vice-chancelier ou de son suppléant, d'un président responsable de l'Université nommé par le Conseil et jusqu'à seize membres seniors du Sénat universitaire.
- Les presses universitaires de l'Université de Cambridge (UK) sont une société commerciale sous la responsabilité de l'Université (Vice-Chancellor).
- CUP est un éditeur multidisciplinaire qui couvre l'ensemble des disciplines scientifiques, SHS et STM.
- Le marketing de CUP vise une clientèle mondiale d'institutions, de bibliothèques et de particuliers. La plateforme Cambridge Core<sup>32</sup> est fortement consultée : 37 m de téléchargements en 2018, en hausse d'environ 20% (+10% d'utilisateurs enregistrés). En 2016, CUP avait 22 000 comptes clients.
- Ressources humaines : En 2018, CUP comptait 2 710 salariés (2 450 en 2015) dont 40% au Royaume Uni et 60% à l'étranger (56% en 2015), dans 10 pays (dont Espagne, Etats Unis, Mexique, Brésil, Afrique du Sud, Inde, Chine...).
- CUP comprend trois groupes d'édition, avec des ressources différentes : revues et livres scientifiques mais aussi des formations en ligne (*Academic Publishing*), matériels pédagogiques pour l'apprentissage de l'Anglais comme langue étrangère (*English Language Teaching*), et manuels scolaires (*Education*). CUP travaille étroitement avec d'autres départements de l'Université de Cambridge, notamment *Cambridge Assessment*, en charge des examens.
- Le portefeuille des revues scientifiques contient plus de 380 titres (375 en 2016) avec 1 million articles, tous accessibles sur la plateforme *Academic Core*. 9 nouveaux titres viennent s'ajouter en 2019. Un certain nombre de ces revues n'appartient pas à CUP mais à d'autres presses universitaires (Adelaide, Edinburgh...), ou à des sociétés savantes (*Netherlands Journal of Geosciences - Geologie en Mijnbouw*). « *Nous sommes également fiers d'avoir noué des relations*

---

<sup>32</sup> <https://www.cambridge.org/core/>

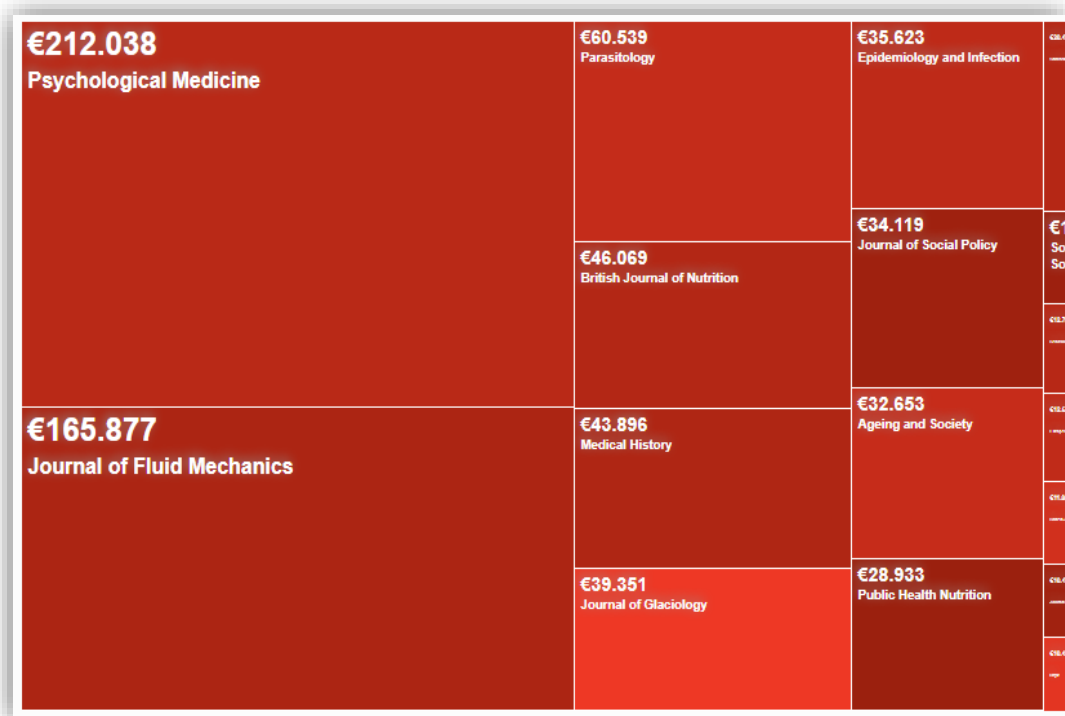
*de publication productives et durables avec des sociétés savantes, des universités et des associations professionnelles en vue de la publication de revues à comité de lecture. Nous produisons des revues en partenariat avec plus de 230 organisations différentes à travers le monde. »*

## Modèle économique

Le modèle économique est basé sur la vente d’abonnements aux revues, sur la plateforme *Cambridge Core*, titre par titre, par bouquet et pour l’ensemble des titres, dans différents formats (print, digital, les deux). CUP vend également les archives et propose la vente d’articles à l’unité.

D’autres prestations payantes sont destinées aux entreprises dans le domaine de la santé (cf. plus loin).

Le modèle auteur-payeur se développe, mais plutôt modestement. Sur le site de l’initiative OpenAPC<sup>33</sup>, CUP occupe le 19<sup>ème</sup> rang sur la liste des éditeurs, avec un peu plus de 1 m€ correspondant à 0,7% du volume global des APCs, et avec un tarif moyen relativement élevé de 2 405 € par article, au même niveau que Wiley-Blackwell et Oxford University Press, moins cher qu’Elsevier mais plus élevé que Springer Nature.



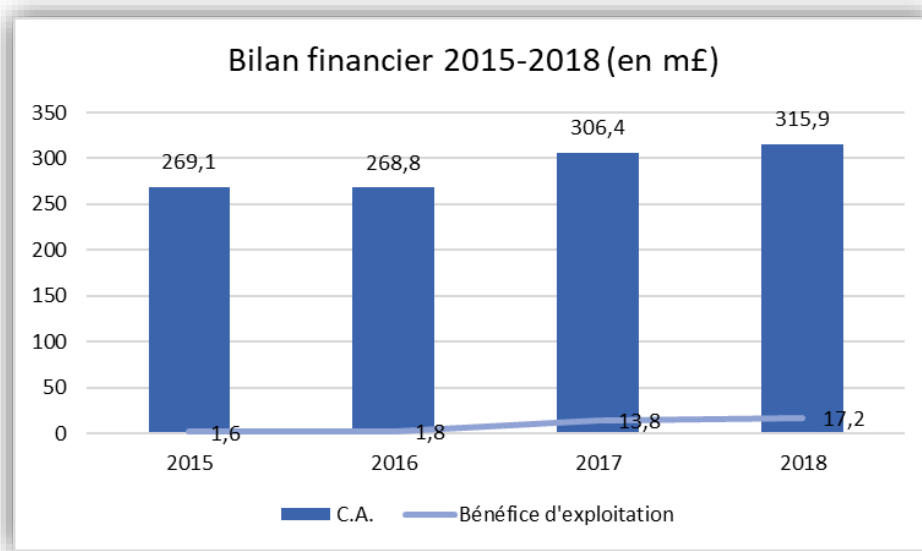
10 revues, dont 7 en santé et médecine, génèrent 68% du volume global des APCs.

Néanmoins, dans le domaine du libre accès « gold », CUP semble davantage intéressé par les contrats du type DEAL, transformatifs, « read-and-publish », centralisant et intégrant les APCs avec les coûts d’abonnement.

<sup>33</sup> <https://treemaps.intact-project.org/apcdata/openapc/#publisher/>

Le chiffre d'affaires global s'élevait à 316 m£ en 2018, en hausse de 4%. Le bénéfice opérationnel était de 17 m£, en hausse de 25%. Tous les secteurs d'activité ont contribué au développement.

Le chiffre d'affaires s'est développé de 17% depuis 2015. Dans le même temps, le bénéfice opérationnel a été multiplié par 10.



90% des ventes proviennent de l'étranger. Le dernier rapport annuel fait part d'une forte augmentation des recettes en provenance des Etats Unis. Les ressources numériques correspondent à 40% du chiffre d'affaires en 2018 (32% en 2016), en augmentation de 15% depuis 5 ans.

## Services et fonctionnalités

Fin 2018, CUP a lancé son propre service de partage, la plateforme *Cambridge Core Share* où les auteurs et abonnés peuvent générer des liens d'accès vers les articles de plus de 300 revues, pour une lecture gratuite de la version finale dans les réseaux académiques (partenariat avec ResearchGate), les médias sociaux et les archives institutionnelles.

La plateforme contient le nombre de citations et génère également des altmetrics, comme indicateurs d'impact. Les fonctionnalités de recherche, de filtrage, d'export et de partage sont plutôt riches et normalisées (DOI, ORCID...). Fin mai 2019, l'éditeur a annoncé rendre désormais obligatoire l'utilisation des identifiants ORCID pour 127 de ses revues, afin de mieux relier les chercheurs à leurs travaux<sup>34</sup>.

La plateforme de services aux auteurs *Author Hub*<sup>35</sup> s'adresse aux auteurs d'ouvrages.

CUP est partie prenante dans plusieurs projets et initiatives, dans le domaine de l'archivage pérenne, de l'impact, des statistiques d'usage, de l'éthique...

<sup>34</sup> Cf. <https://www.cambridge.org/about-us/news/cambridge-university-press-strengthens-its-commitment-orcid-uptake/>

<sup>35</sup> <https://www.cambridge.org/authorhub/>



- **CrossRef** (developing shared infrastructure to support scholarly communication)
- **Project COUNTER** (setting international standards for recording and reporting online usage)
- **Committee on Publication Ethics (COPE)** (developing advice on all aspects of peer-review journal publication ethics)
- **Project TRANSFER** (an international code of conduct for publishers transferring journals)
- **KBART** (exploring and resolving data exchange problems between publishers and libraries)
- **Portico** (ensuring electronic resources are preserved for future researchers)
- **iThenticate** (preventing plagiarism in published works)
- **Publons** (developing methods for attributing credit to peer review)

L'essentiel de ces initiatives s'adresse aux bibliothèques (mise à disposition et export de notices) et/ou aux chercheurs (auteurs et peer reviewers). Cependant, CUP a également développé une gamme de services destinés aux maisons d'édition (sociétés savantes, associations...) partenaires dans le domaine des revues scientifiques<sup>36</sup>. Ces services portent sur la production, la mise en ligne, la commercialisation, les relations avec les auteurs et d'autres prestations sur mesure (sites, adhésion...) pour certaines sociétés<sup>37</sup>.

D'autres prestations s'adressent aux entreprises dans le domaine médical (reprints, suppléments sponsorisés, publicité).

CUP autorise le TDM des contenus de sa plateforme *Cambridge Core* pour des besoins scientifiques et sans but lucratif : « Vous pouvez télécharger, extraire, stocker et indexer le contenu à des fins d'exploration de texte et de données ("TDM") à des fins de recherche non commerciale uniquement. Vous pouvez également monter, charger, intégrer et analyser les résultats de TDM sous réserve de l'inclusion d'un lien au contenu sur notre site. Toute copie du contenu stocké localement par vous aux fins du TDM sera supprimée à la fin du projet de recherche. »<sup>38</sup>

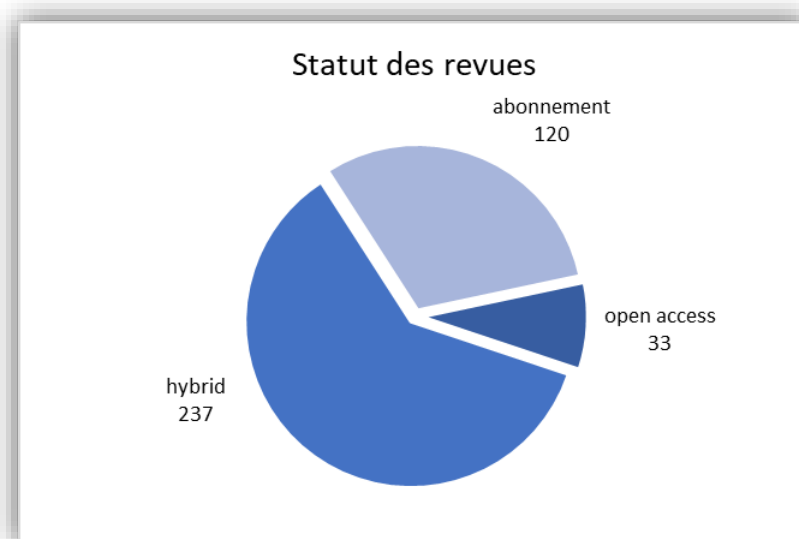
## Positionnement par rapport à l'Open Access

71% des revues de CUP sont totalement ou partiellement en open access, toutes en mode « gold avec APCs » : 33 revues sont 100% open access (9%), 237 revues sont hybrides et contiennent des articles en open access (62%), mais seulement 22 756 articles sont en open access sur la plateforme de CUP (2%).

<sup>36</sup> <https://www.cambridge.org/core/services/publishing-partners/journal-publishing-partnerships>

<sup>37</sup> <https://www.cambridge.org/core/membership>

<sup>38</sup> Cf. Terms of Use <https://www.cambridge.org/core/legal-notices/terms>



Extrait du rapport d'activité de 2018 : « *En tant que presse universitaire, Cambridge University Press soutient toutes les formes durables d'édition scientifique ouverte. Nous avons depuis longtemps été un fervent partisan des modèles d'accès ouvert, et nous respectons le désir des chercheurs d'échanger le contenu le plus largement possible.* »

CUP a signé des contrats « read-and-publish » aux Pays Bas (UKB, en 2017), en Suède (Bibsam, en 2018), en Allemagne (y compris avec la MPG, en 2018) et au Royaume Uni (JISC, en 2019). La particularité du contrat avec le JISC, annoncé comme « *major OA deal* » le 12 février 2019, est qu'il est présenté comme un contrat de transition durable vers une solution complète de « read-and-publish », intégrant les APCs et l'accès aux revues. Transition veut dire que ce contrat propose plusieurs options pour différentes catégories d'institutions (par exemple pour les SHS) et pour différents modèles et sources de financement (*funding models*). Flexibilité est le principe mis en avant.

Le 8 avril 2019, CUP a signé un nouveau contrat avec la MPG pour trois ans. Le communiqué de presse annonce que désormais « *les auteurs de tous les instituts de la Max Planck Gesellschaft peuvent publier leurs articles en libre accès dans les revues hybrides et entièrement Open Access de CUP, les frais de publication correspondants étant payés de manière centralisée par la Max Planck Digital Library. De plus, les membres de MPG auront accès à la collection complète de près de 400 revues en STM et SHS.* »

En avril 2019, CUP a conclu un autre « transformative agreement » (licence transformatrice) avec l'University of California (UC) pour une durée de trois ans (2019-2021). En vertu de cet accord, UC aura un accès complet et permanent à l'ensemble de la collection de revues de CUP, et les auteurs des 10 campus de l'UC pourront publier dans les revues de CUP en open access, avec des APCs. Étant donné que les frais d'abonnement « de lecture » diminueront au fur et à mesure que le nombre d'articles publiés en libre accès augmentera, l'université ne verra pas d'augmentation globale significative du coût de son contrat<sup>39</sup>.

<sup>39</sup> <https://www.cambridge.org/about-us/news/cambridge-university-press-and-university-california-agree-open-access-publishing-deal/>

Par rapport au Plan S, CUP a publié un communiqué de presse le 18 novembre 2018 : « *Nous souscrivons pleinement aux avantages de la recherche ouverte et reconnaissons que les récentes annonces concernant le Plan S constituent une contribution importante au débat sur la transition en cours (...) Le débat sur son développement nécessite un processus de large consultation (...) Nous pensons qu'un certain nombre de développements spécifiques pourraient aider à ouvrir la recherche et sa durabilité à long terme (...)* » :

- *Adoption plus large des nouveaux modèles commerciaux mis en place dans certains pays, notamment des modèles permettant un accès libre et gratuit sans APCs (read-and-publish deals).*
- *Améliorations du modèle de journal hybride pour soutenir les communautés académiques où une transition complète vers un accès ouvert n'est pas encore possible.*
- *Une norme communautaire pour une politique « verte » juste et équilibrée (...).*
- *Garantir la liberté académique des chercheurs quant aux endroits où ils peuvent publier.*

*Nous nous sommes engagés à jouer un rôle positif dans le développement de la recherche ouverte, en collaboration avec nos communautés de chercheurs, d'institutions, de sociétés savantes et leurs bailleurs de fonds. »<sup>40</sup>*

Il faut aussi voir le positionnement de CUP dans le contexte de la politique OA de l'Université de Cambridge qui soutient la science ouverte tout en respectant la liberté académique et en mettant l'accent sur la responsabilité des chercheurs et sur l'excellence (« *open materials ... of the highest research quality* »).<sup>41</sup> Début juillet 2019, par exemple, CUP a annoncé avec l'Université de Cambridge la signature de la Déclaration de San Francisco sur l'évaluation de la recherche (DORA)<sup>42</sup>.

## Perspectives

D'après les communiqués de CUP, l'éditeur met l'accent sur trois axes de développement : « *new skills, technological capability and sophisticated products* ».

- Investissement dans les RH : formation à l'économie numérique, aux compétences technologiques et au leadership (excellence), avec une approche éthique (liberté académique, développement durable, charité) et un esprit de compétition.
- Investissement technologique : développement d'outils d'analyse big data pour maîtriser la connaissance des pratiques et besoins des clients. Par exemple, CUP est partie prenante d'un projet pilote dans le domaine du TDM et des humanités numériques (Text- and Data-Mining Test Kitchen)<sup>43</sup>.
- Nouveaux produits : développement de nouveaux produits et services à forte valeur ajoutée et personnalisés (sur mesure), comme des recommandations ciblées à partir d'outils de l'intelligence artificielle. Un nouveau produit vient d'être

<sup>40</sup> <https://www.cambridge.org/about-us/news/cambridge-university-press-issues-public-statement-plan-s/>

<sup>41</sup> <https://osc.cam.ac.uk/open-research/open-research-position-statement>

<sup>42</sup> <https://www.cambridge.org/about-us/news/cambridge-university-press/>

<sup>43</sup> Avec la BU de Cambridge et un ensemble de structures universitaires (Cambridge Digital Humanities), cf. <https://www.cdh.cam.ac.uk/learning/tdm>

lancé : Cambridge *Elements*, des textes d'introduction et de synthèse (*guides*) organisés sous forme de séries thématiques, avec 50 à 120 pages, peer reviewed, avec un délai de publication d'environ 3 mois. Autrement dit, une sorte de *missing link* entre les articles, les working papers et rapports, et les livres.

A ceci s'ajoute une démarche constante (et réussie) de maîtrise et de réduction des coûts de fonctionnement, surtout face à une Livre faible.

La politique d'acquisition ou de lancement de nouvelles revues reste prudente. Pour l'instant au moins, CUP met en avant une stratégie d'excellence et de sélectivité en ce qui concerne son portefeuille de revues. Il n'y a pas d'indice d'une démarche agressive et/ou expansive face à d'autres éditeurs ou structures éditoriales.

Leurs principaux critères quant aux partenariats avec d'autres éditeurs sont la qualité scientifique (*academic excellence*) et une audience large et internationale (*global profile*), ce qui exclut d'emblée tout projet de revues de « niches », professionnelles ou mixtes (formation), avec un rayonnement national ou liées à une sphère linguistique, sans version ou contenu en anglais. Aussi, CUP insiste sur les partenariats à long terme.

En contrepartie, la promesse commerciale de CUP est triple :

- Un réseau de distribution mondial qui garantit un retour sur investissement intéressant (« *Nous exerçons nos activités avec une connaissance commerciale approfondie - avec nos 11 sièges régionaux, plus de 50 bureaux répartis dans presque tous les pays du monde - et générons des rendements financiers concurrentiels permettant à nos sociétés de réinvestir dans leurs activités plus larges.* »).
- La meilleure technologie pour la production et distribution (et son évolution constante).
- Une stratégie personnalisée, sur mesure.

A ceci s'ajoute l'excellente image de marque, la réputation mondiale du label « *Cambridge* », le lien avec l'une des meilleures universités du monde, l'expérience et la légitimité historique de la première presse universitaire et, pour finir, l'excellence de ses 50 000 auteurs (de John Milton, Isaac Newton et Albert Einstein à Stephen Hawking), dont des dizaines prix Nobel.

## La part du français

### Liste des revues françaises hébergées

Une revue française fait partie des collections sur la plateforme : *Annales. Histoires, Sciences Sociales* (EHESS), dans sa version en anglais (English Edition)<sup>44</sup>.

La revue se trouve également sur CAIRN.

### Autres revues francophones

10 revues sur la plateforme contiennent des articles en français :

*Canadian Journal of Law and Society / La Revue Canadienne Droit et Société*

*Canadian Journal of Linguistics / Revue canadienne de linguistique*

*Canadian Journal of Mathematics / Journal canadien de mathématiques*

*Canadian Journal of Political Science / Revue canadienne de science politique*

*Canadian Journal on Aging / La Revue canadienne du vieillissement*

*Canadian Mathematical Bulletin / Bulletin canadien de mathématiques*

*Canadian Yearbook of International Law / Annuaire canadien de droit international*

*European Journal of Sociology / Archives Européennes de Sociologie* (MPG, CNRS)

*Bulletin International des Sociétés de la Croix-Rouge*

*Recherches Économiques de Louvain/Louvain Economic Review*

La plupart de ces revues sont hybrides. Deux diffusent leurs archives en open access.

---

<sup>44</sup> <https://www.cambridge.org/core/journals/annaes-histoire-sciences-sociales-english-edition>

## Articles en langue française

La plateforme ne permet pas une évaluation précise du nombre d'articles en français. Par extrapolation, on peut estimer que leur nombre se situe au mieux entre 5 000 et 10 000 (0,5%-1%), probablement moins, dont très peu en open access (< 100).

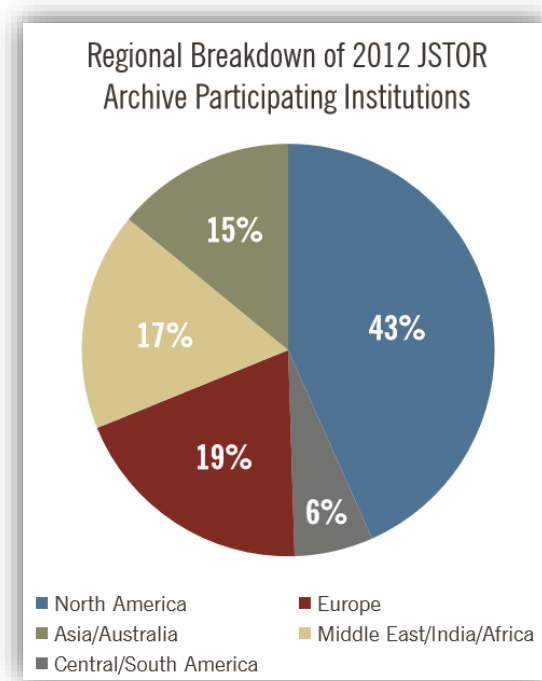
## JSTOR

---

### Généralités

La plateforme JSTOR appartient à ITHAKA, une société à but non lucratif basée à New York. Sa mission principale est la diffusion et la conservation de revues scientifiques.

- JSTOR a été créée en 1995 à l'Université de Princeton comme prestataire des bibliothèques scientifiques pour numériser, stocker (d'où le nom *Journal Storage*), conserver et diffuser des revues scientifiques, avec deux sites (Ann Arbor dans le Michigan et New York). Elle a fusionné en 2009 avec Ithaka Harbors Inc. pour former ITHAKA. D'autres filiales d'ITHAKA sont Portico, un prestataire spécialisé dans la conservation à long terme des revues et livres scientifiques, et ITHAKA S+R, une société d'étude et de consulting, toutes les deux basées à New York.
- Domaines : L'essentiel des revues de JSTOR relèvent des SHS. Mais on y trouve également de la biologie (7%), de l'écologie (3%), des mathématiques (2%), de la santé publique (2%) et de l'astronomie (1%).
- Clients : JSTOR s'adresse avant tout aux bibliothèques des établissements de l'enseignement supérieur et de la recherche. Elle compte également des organismes privés et des établissements culturels et de l'enseignement scolaire parmi ses clients. Sa clientèle est mondiale. *A priori* JSTOR ne vise pas (ou peu) le grand public et des clients particuliers. La plateforme est fortement utilisée. En 2012, JSTOR a enregistré presque 152 millions recherches, avec plus de 113 millions consultations d'articles (HTML & PDF) et 73,5 millions téléchargements (PDF).



- Ressources humaines : ITHAKA compte 300 salariés. Les personnels techniques et administratifs se trouvent à Ann Arbor (Michigan) où ils travaillent pour l'ensemble des produits et services, y compris pour le développement de nouveaux services. D'autres postes sont rattachés aux filiales (JSTOR, ITHAKA S+R et Portico) et se trouvent à New York. Il s'agit de fonctions de communication et de marketing, de relation clients, de chef de produit (directeurs de programme) et, pour ITHAKA S+R, d'analystes. ITHAKA S+R compte 24 postes à New York. JSTOR n'a pas communiqué le nombre de postes, mais d'après les charges salariales (33,3 m\$) on peut estimer qu'elle compte environ 220 à 250 postes. Il est impossible de dire si tout le monde travaille uniquement pour JSTOR ou aussi pour Portico, par exemple<sup>45</sup>.
- Types de ressources : Des collections de revues, surtout les collections plus anciennes (backfiles) dont les *Philosophical Transactions* de Henri Oldenburg à partir de 1665. La plupart des revues sont mises en ligne avec une barrière mobile de 3 à 5 ans. Depuis 2012 la plateforme diffuse aussi des livres (actuellement 65 000) et d'autres ressources (2 millions *primary sources*, dont des rapports).
- Nombre de revues : 2 600<sup>46</sup> dont 200 titres courants.

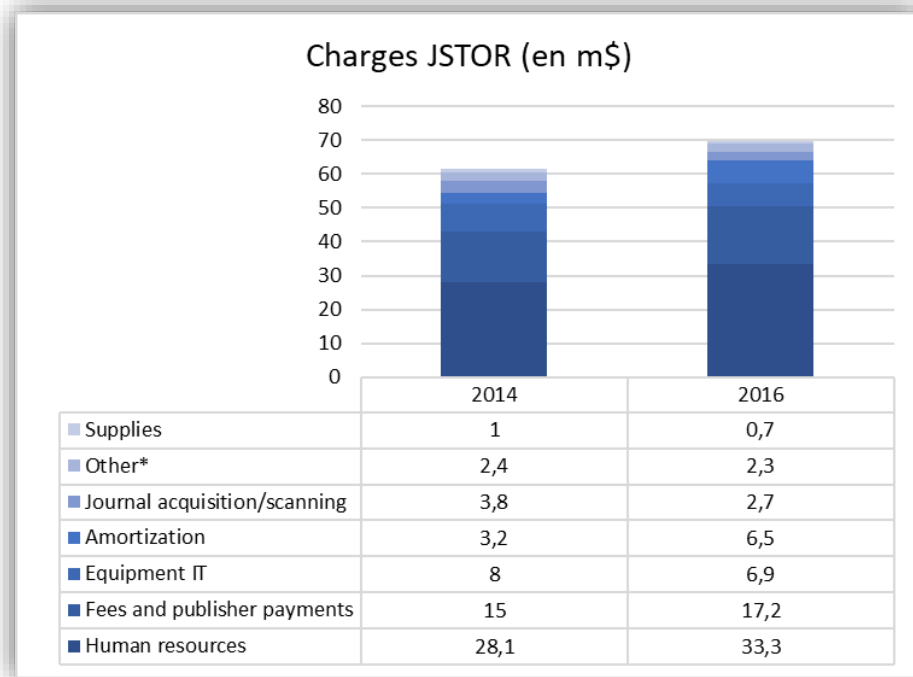
### Modèle économique

Charges : Les charges de JSTOR ont augmenté de 13% entre 2014 (61,5 m\$) et 2016 (69,6 m\$). Cette augmentation est surtout due aux salaires (+19%) et aux versements aux éditeurs (+15%), tandis que les frais de production ont baissé.

Les amortissements ont fortement augmenté (+103%), indiquant probablement un investissement majeur dans l'équipement et l'informatique de la plateforme.

<sup>45</sup> <https://recruiting.ultipro.com/ITH1000ITHAK/>

<sup>46</sup> Chiffre de l'éditeur ; seulement 1 891 revues selon Ulrichsweb.

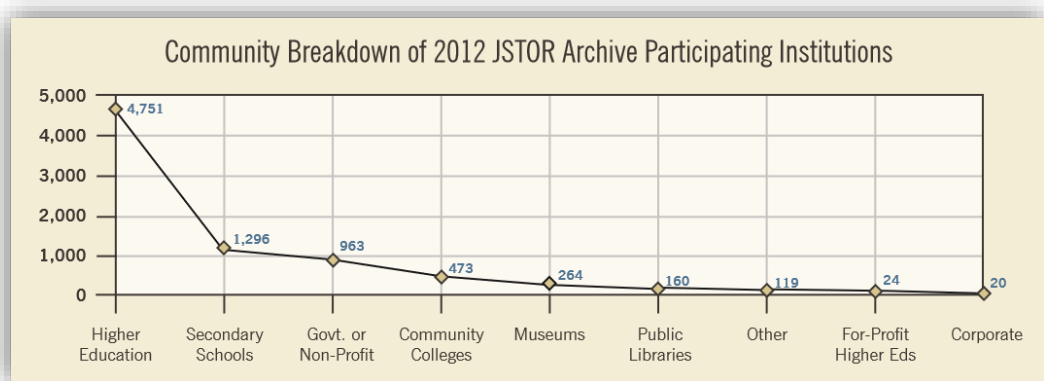


En 2016, les salaires pesaient pour 48% et les versements aux éditeurs pour 25%.

Les charges de production (numérisation, système d'information, fournitures, promotion etc.) représentaient 18%, les amortissements 9%.

La baisse des dépenses pour la numérisation peut être interprétée comme un indicateur du ralentissement de la conversion et de la mise en ligne d'anciens numéros (archives), la mission initiale de JSTOR, au profit du développement de la diffusion de revues vivantes, sous forme d'abonnements.

Recettes : JSTOR génère des bénéfices sur le modèle des plateformes bifaces. JSTOR a des partenariats avec 2 600 éditeurs dans 57 pays et vend des abonnements à des clients (dont 8 000 institutions) dans plus de 150 pays. Ces licences d'accès concernent soit l'ensemble des titres, soit des bouquets thématiques de revues.

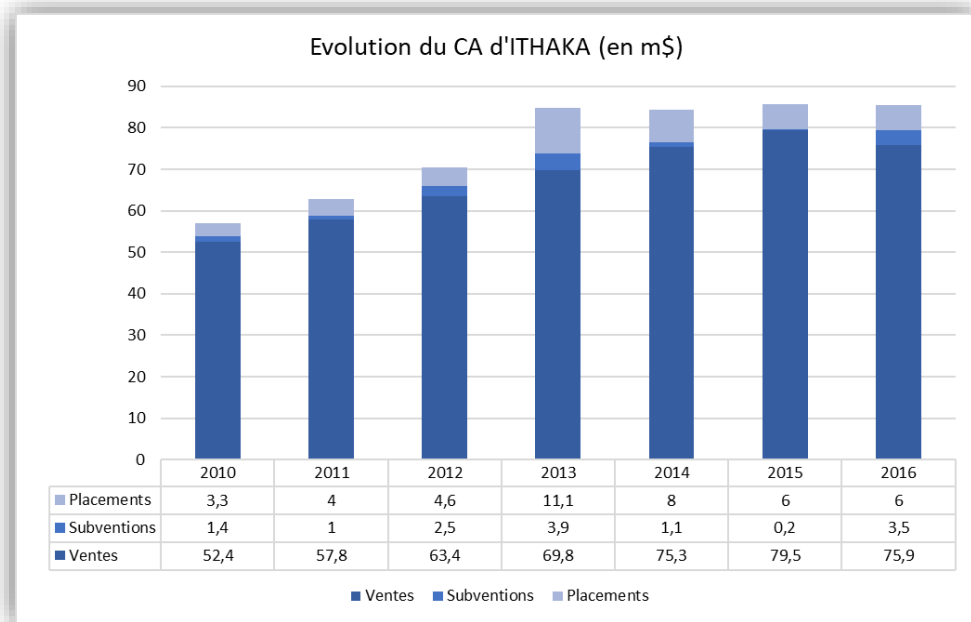


Provenance des ressources : JSTOR a été lancée avec une subvention initiale de la Fondation Andrew Mellon, d'un montant de 1,2 m\$, et avec une dotation de 1,4 m\$ de la part d'ITHAKA. Aujourd'hui, ses recettes proviennent des contrats avec les



créateurs de contenus (numérisation, conservation, mise en ligne) et des licences d’abonnement.

ITHAKA génère presque 90% de ses recettes annuelles avec des ventes. Le reste correspond aux placements (7%) et aux subventions (4%).



En 2015, le chiffre d’affaires annuel des ventes de licences (JSTOR, Portico...) s’élevait à 63,6 m\$. La contribution des recettes de JSTOR au chiffre d’affaires global d’ITHAKA est stable, à 80% (2014 et 2016).

Les revenus d’activité commerciale représentent 88% des recettes de JSTOR, ce qui correspondrait à environ 60 m\$. JSTOR reçoit également quelques subventions publiques liées à des projets spécifiques (1 m\$ en 2015-2016).

Si on met en rapport les versements aux éditeurs et les recettes commerciales de JSTOR, alors on obtient un pourcentage de 29% pour les versements (une estimation à interpréter avec prudence).

### Services et fonctionnalités

Outre les fonctionnalités habituelles d’une plateforme de revues, JSTOR propose le *Text Analyzer* qui permet de chercher du contenu sur la plateforme à partir d’extraits d’autres documents, textes ou images. Le programme *Data for Research* permet aux usagers inscrits de constituer et extraire des échantillons et des jeux de données pour faire du TDM et de visualiser certains résultats (fréquence des mots, citations, mots clés, N-grammes).

### Positionnement par rapport à l’Open Access

En juin 2019, il y avait 48 revues en open access sur la plateforme JSTOR, dont des collections vivantes. Outre ces revues, il y a de plus en plus de contenus OA sur la plateforme, plus de 600 000 articles issus de 339 revues et magazines (cf. plus loin) et 5 580 livres, dans le cadre de partenariats avec plusieurs éditeurs.

Prise de position Plan S : JSTOR n'a pas donné son avis sur le Plan S.

JSTOR a développé un programme de gratuité pour les établissements et organismes sans but lucratif du continent africain (Africa Access Initiative), y compris les écoles, musées, bibliothèques publiques, ONG...

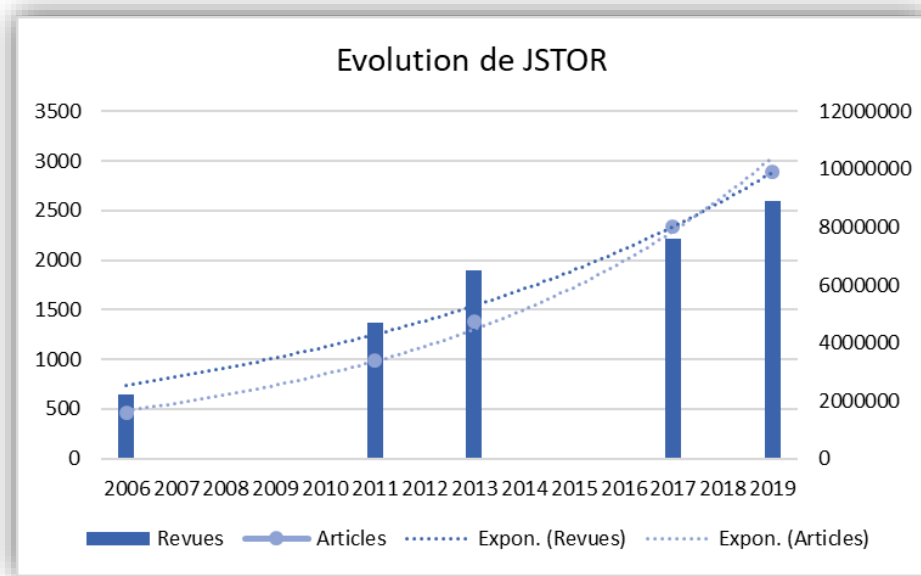
En 2012, JSTOR a lancé un programme pilote, « Register & Read », qui offre aux personnes qui s'inscrivent au service un accès limité gratuit (et non ouvert) aux articles archivés. À la fin du projet pilote, en 2013, JSTOR a élargi le programme, qui comptait 76 éditeurs au départ, pour inclure environ 1 200 revues de plus de 700 éditeurs. Les lecteurs inscrits peuvent lire jusqu'à six articles en ligne chaque mois, mais ne peuvent pas imprimer ou télécharger des PDF.

En 2011, JSTOR a lancé *Early Journal Content* avec 500 000 articles librement accessibles publiés aux États-Unis avant 1924 et avant 1876 dans d'autres pays. Avec le temps et l'acquisition d'autres périodiques, ce programme est passé à 595 000 articles. En mai 2019, JSTOR a ajouté 68 000 articles, pour un total de 664 000 articles en libre accès sur la plateforme ou directement via [jstor.org/open](http://jstor.org/open), un portail de recherche pour tout contenu ouvert sur JSTOR.

En mai 2019, JSTOR a annoncé la poursuite d'un programme de numérisation de plus de 650 ouvrages scientifiques mexicains pour une diffusion en libre accès sur sa plateforme, dans le cadre d'un partenariat avec un centre de recherche mexicain (El Colegio de Mexico, Colmex) et avec un financement de la fondation Andrew W. Mellon<sup>47</sup>.

## Perspectives

Au fil des ans, JSTOR a continuellement enrichi le contenu de la plateforme.



Une évolution intéressante : la croissance du nombre d'articles dépasse depuis quelques années l'augmentation du nombre de titres de revues. Une explication : JSTOR vise désormais clairement le marché des revues courantes (et des abonnements

<sup>47</sup> <https://about.jstor.org/news/open-access-collaboration-with-el-colegio-de-mexico-expands/>

aux titres vivants), contrairement à sa mission initiale qui consistait en la mise en ligne et la vente des anciens numéros (archives).

JSTOR a mis en place une équipe de R&D (JSTOR Labs), une unité d'innovation avec sept salariés<sup>48</sup> dont le but est de faire avancer les fonctionnalités et technologies de la plateforme<sup>49</sup>. Leur devise : « *Chez JSTOR Labs, nous travaillons en partenariat avec des éditeurs, des bibliothèques et des laboratoires pour créer des outils pour les chercheurs, les enseignants et les étudiants qui sont immédiatement utiles - et un peu magiques* ». Parmi leurs réalisations, une archive d'entretiens historiques sur Martin Luther King<sup>50</sup> et un prototype avec des liens entre des extraits de textes classiques et des articles et ouvrages scientifiques<sup>51</sup>. Leur site valorise également des réalisations d'internautes avec les API de JSTOR<sup>52</sup>.

La notoriété et l'excellente image auprès des communautés scientifiques sont des points forts et constituent autant d'opportunités pour son développement : « *JSTOR a été nommée 'meilleure base de données' par le Library Journal en 2013. Citant sa popularité parmi les chercheurs et la portée de sa participation mondiale, l'article fait également référence à la qualité et à l'étendue du contenu de JSTOR : les revues, les livres et les sources primaires sont tous accessibles sur une seule plateforme intégrée (...) Les professeurs et les étudiants dans toutes les disciplines connaissent JSTOR ; la marque vaut de l'or.* »<sup>53</sup>

## La part du français

### Liste des revues françaises hébergées

67 titres (sources : Ulrichsweb), plusieurs éditeurs (Colin, Belin, L'Harmattan, plusieurs Presses Universitaires, CNRS). 53 revues se trouvent également sur CAIRN, 5 sur OpenEdition. Il s'agit d'une diffusion d'anciens numéros, avec une barrière mobile.

La liste est la suivante :

*Anabases*

*Annales de Démographie Historique*

*Annales de Géographie*

*Annales Historiques de la Révolution Française*

*Annals of Economics and Statistics*

*Archives de Philosophie*

*Archives de Sciences Sociales des Religions*

*Archives d'Histoire Doctrinale et Littéraire du Moyen Age*

*Bulletin d'Etudes Orientales*

---

<sup>48</sup> Leur profiles : directeur (marketing), chef de projet agile (édition), chef projet UX, 3 informaticiens (développeurs), web design (UX)

<sup>49</sup> <https://labs.jstor.org/>

<sup>50</sup> <https://labs.jstor.org/interview/mlk/>

<sup>51</sup> <https://www.jstor.org/understand/>

<sup>52</sup> <https://labs.jstor.org/developers/>

<sup>53</sup> Medeiros, N. (2013). Race to the top: Project Muse, JSTOR, and the quest for ebook supremacy. *OCLC Systems & Services: International digital library perspectives*, 29(2), 52-54.

*Cahiers d'Economie Politique*  
*Cahiers d'Etudes Africaines*  
*Cahiers du Monde Russe*  
*Caravelle*  
*Cités*  
*Clio*  
*Critique Internationale*  
*Cultures et Conflits*  
*Décisions Marketing*  
*Espace Géographique*  
*Ethnologie Française*  
*Etudes Rurales*  
*Extrême-Orient, Extrême-Occident*  
*Genèses*  
*Guerres Mondiales et Conflits Contemporains*  
*Histoire de l'Education*  
*Histoire et Mesure*  
*Journal de Théorie des Nombres de Bordeaux*  
*La Linguistique*  
*Langages*  
*Langue Française*  
*Le Mouvement Social*  
*Le Travail Humain*  
*Les Etudes Philosophiques*  
*Littérature*  
*Médiévales*  
*Musurgia*  
*Paléorient*  
*Pallas*  
*Parade Sauvage*  
*Politique Etrangère*  
*Population (English Edition)*  
*Population (French Edition)*  
*Revue Archéologique*  
*Revue d'Assyriologie et d'Archéologie Orientale*  
*Revue de l'Histoire des Religions*

*Revue de Métaphysique et de Morale*  
*Revue de Musicologie*  
*Revue d'Economie Financière*  
*Revue d'Economie Politique*  
*Revue des Etudes Grecques*  
*Revue des Etudes Slaves*  
*Revue des Sciences Philosophiques et Théologiques*  
*Revue d'Histoire des Sciences*  
*Revue d'Histoire Littéraire de la France*  
*Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*  
*Revue Economique*  
*Revue Française de Pédagogie*  
*Revue Française de Sociologie*  
*Revue Française d'Etudes Américaines*  
*Revue Historique*  
*Revue Historique de Droit Français et Etranger*  
*Revue Philosophique de la France et de l'Etranger*  
*Revue Tiers Monde*  
*Sociologie du Travail*  
*Tumultes*  
*Vingtième Siècle*

#### Autres revues francophones

Une vingtaine de revues canadiennes, la plupart avec quelques articles en français.

#### Articles en langue française

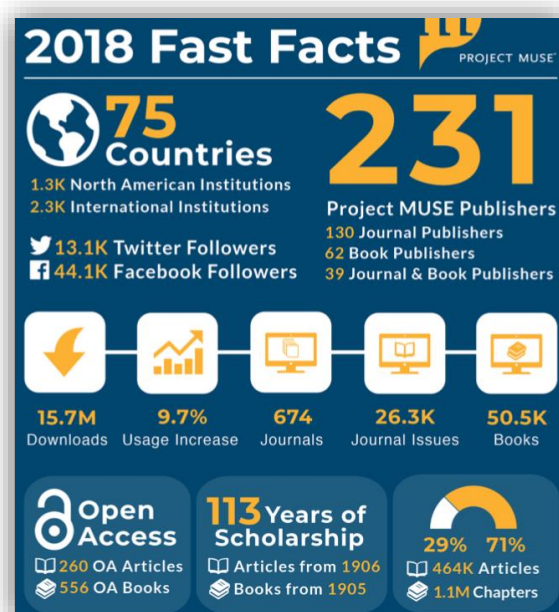
90% des articles de JSTOR sont en anglais et environ 4% en français.

## Project MUSE

### Généralités

Project MUSE est un agrégateur américain de revues et livres scientifiques avec un statut d'organisme privé sans but lucratif. MUSE est un service des Presses Universitaires de la Johns Hopkins University, Baltimore (Maryland).

- Project MUSE, une collaboration sans but lucratif entre bibliothèques et des éditeurs, est une base de données en ligne de revues universitaires évaluées par des pairs et de livres numériques, qui donne accès au contenu numérique en SHS de 231 presses universitaires et sociétés savantes du monde entier (dont 169 éditeurs de revues scientifiques). MUSE a été créé en 1993 comme un service commercial des Presses Universitaires de la Johns Hopkins University (JHU, une université privée).
- Les collections de revues de MUSE sont accessibles par abonnement aux bibliothèques universitaires, publiques, spécialisées et scolaires. Les collections de livres électroniques sont devenues disponibles pour l'achat institutionnel en janvier 2012.
- MUSE est en concurrence avec d'autres intermédiaires/agrégateurs tels que JSTOR, Elsevier ou EBSCO.
- Domaines : SHS, y compris les Arts.
- Clients : Project MUSE cible avant tout les bibliothèques de l'enseignement supérieur et de la recherche, dans tous les pays, mais s'adresse également aux établissements scolaires. En 2018, MUSE annonçait 3 600 clients institutionnels dans 75 pays, dont 36% aux Etats Unis.
- Ressources humaines : Project MUSE fait partie des Presses Universitaires avec leurs ressources techniques et administratives. Le service du Project MUSE compte 9 salariés répartis dans trois équipes (administration, marketing/vente, acquisition).



- Types de ressources : Des revues et des livres. La plateforme compte 26 300 numéros de 674 revues avec 464 000 articles mais donne également accès à 50 500 ebooks avec plus d'un million de chapitres d'ebooks. Ainsi, les articles de revues ne représentent plus que 29% de l'ensemble des documents en ligne.
- Nombre de revues : 674 avec 464 000 articles (2018).

## Modèle économique

Project MUSE, produit des Presses Universitaires de la JHU, a le statut privé d'une organisation charitable et/ou à but non lucratif. Ceci ne les empêche pas de générer des bénéfices, sur le modèle des plateformes bifaces. Il s'agit de revenus de la part d'éditeurs (contrats de mise en ligne et diffusion), de bibliothèques et d'organismes « consommateurs » d'informations (licences d'accès). Le budget de MUSE est intégré dans celui des Presses Universitaires de la JHU et reste opaque.

Recettes : Comme JSTOR, Project MUSE génère des bénéfices sur le modèle des plateformes bifaces. MUSE a été lancé en 1995 avec des subventions de la Fondation Andrew W. Mellon et du National Endowment for the Humanities, en même temps que les revues des Presses Universitaires de JHU.

MUSE a des partenariats avec 231 éditeurs (presses universitaires, sociétés savantes) et vend des abonnements à des clients (dont 3 600 institutions) dans 75 pays. Ces licences d'accès concernent soit l'ensemble des titres, soit des bouquets thématiques de revues. MUSE fonctionne essentiellement avec ses propres revenus, liés à la vente des contenus et services (abonnements) et aux contrats avec les éditeurs. Même à titre non lucratif, il s'agit d'une activité commerciale. Mais MUSE reçoit également quelques subventions publiques liées à des projets spécifiques. En 2016, MUSE a reçu une subvention de 938 000 \$ de la Fondation Andrew W. Mellon pour développer MUSE Open en deux ans, essentiellement pour mettre en ligne des livres en open access.

Cependant, il n'y a pas de bilan chiffré pour MUSE. Ses recettes et dépenses font partie du bilan des Presses Universitaires qui, lui, est consolidé avec d'autres « academic and support divisions » dans le bilan global de Johns Hopkins University (audité par KPMG). A partir du nombre de salariés, on peut estimer leurs dépenses pour les ressources humaines à environ 1 m\$.

Project MUSE propose des structures tarifaires échelonnées (tiered pricing) en fonction des besoins des établissements abonnés. MUSE propose six bouquets de revues, multidisciplinaires et disciplinaires.

Provenance des ressources : MUSE applique des critères assez classiques pour décider de l'intégration d'un nouveau titre dans son offre de service. Il y ajoute une condition assez intéressante : le fait d'être publié par un éditeur non-commercial ou une société savante. « *Les critères de base pour participer à MUSE sont que la revue doit être évaluée par des pairs, être publiée par des presses universitaires ou une société savante à but non lucratif et correspondre aux titres des sciences humaines, des sciences sociales et des arts.* »

Project MUSE développe deux modèles économiques :

- La collection, sans frais pour l'éditeur (société savante, presse universitaire). MUSE produit les revues, développe l'interface, les fonctions et les fonctionnalités, fait la

promotion et la commercialisation, et vend les collections dans le monde entier. Les revenus couvrent les dépenses de fonctionnement de MUSE. MUSE paie des redevances aux éditeurs. Il s'agit de collections multidisciplinaires, courantes (pas seulement d'archives).

MUSE considère ce modèle comme arrivé à maturité, avec peu d'opportunité de croissance. En 2019, MUSE annonce 15 nouveaux titres pour ce modèle.

- L'hébergement. Il s'agit d'un service payant (cotisation annuelle + frais de traitement). MUSE produit les revues et développe l'interface, les fonctions et les fonctionnalités. Les frais pour les éditeurs couvrent les dépenses de MUSE. Les éditeurs sont responsables du modèle d'affaires (abonnement ou open access). Les revues peuvent s'inscrire au programme à tout moment de l'année, et elles peuvent faire une demande de transfert aux collections.

Très clairement, MUSE mise sur ce deuxième modèle pour le développement futur de la plateforme.

D'autres modèles économiques proposés par MUSE, mais de moindre importance :

- L'abonnement à un seul titre
- L'accès pour les membres d'une société savante
- L'hébergement des archives (backfiles)
- La vente d'articles à l'unité

MUSE annonce également l'option d'une mise en ligne d'un numéro article par article et d'une publication immédiate des manuscrits acceptés, avant la mise en ligne du numéro complet avec les articles mis en forme.

## Services et fonctionnalités

La plateforme offre peu de services à valeur ajoutée et met en avant la facilité d'utilisation.

MUSE invite les usagers qui veulent faire du TDM « non-for-profit » à signer une licence spéciale TDM avec la plateforme.

MUSE assure l'archivage pérenne des collections sur sa plateforme via un partenariat avec LOCKSS et Portico, deux prestataires américains spécialisés dans la conservation à long terme des revues et livres scientifiques. LOCKSS est un programme de la Stanford University ; Portico est un service d'ITHAKA, la société à but non lucratif de la plateforme JSTOR.

## Positionnement par rapport à l'Open Access

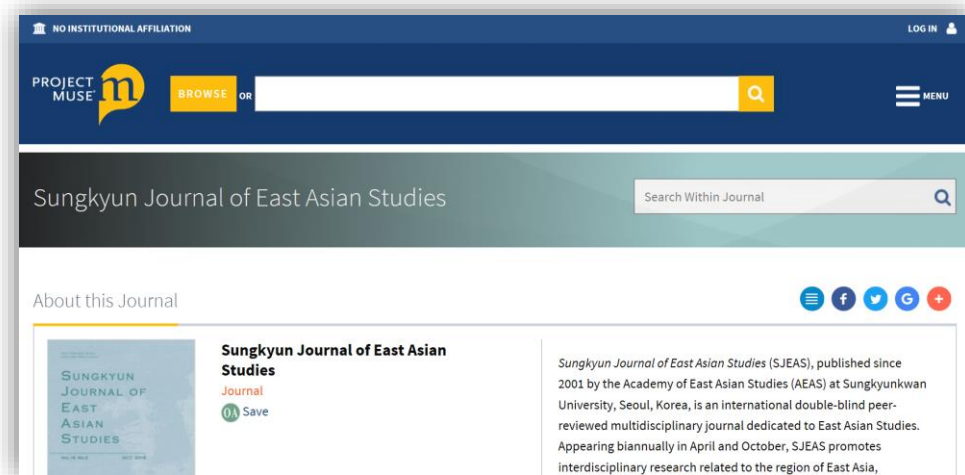
Dans le cadre d'un programme d'hébergement en open access, Project MUSE a commencé l'intégration de revues et livres OA de plusieurs presses universitaires et sociétés savantes. MUSE propose aux éditeurs une plateforme pour leurs contenus OA qui assure la visibilité, la facilité de découverte et une large diffusion. Ces livres et revues sont mis gratuitement à la disposition des bibliothèques et des utilisateurs du monde entier, avec les fonctionnalités suivantes :

- Recherche et navigation à l'aide des mêmes outils que pour les autres contenus.



- Apparaître dans les résultats de recherche avec un contenu déjà possédé par les bibliothèques.
- Pas besoin de s'identifier ou de s'enregistrer pour y accéder.
- Sans DRM, avec téléchargement et impression illimités.

Part de revues en Open Access : En juin 2019, il n'y avait que cinq revues OA sur la plateforme de MUSE, en full OA et sans APCs, à l'instar de la revue coréenne *Sungkyun Journal of East Asian Studies*.



La politique OA et le modèle économique (y compris le montant d'éventuels APCs) sont décidés au niveau des revues et non à celui de la plateforme dont le rôle est de renvoyer vers les instructions sur le site de l'éditeur.

Il y a également 556 livres<sup>54</sup> en OA sur la plateforme, de 38 Presses Universitaires américaines (dont Johns Hopkins, Cornell, California, MIT) et autres (dont Leuven, Leiden, Edinburgh, Manchester, Hong Kong). Ce développement a reçu une subvention pour deux ans de la Fondation Andrew W. Mellon : « *En 2016, le projet MUSE a reçu une subvention de 938 000 \$ de la Fondation Andrew W. Mellon pour créer une plateforme de libre accès pour les monographies en sciences humaines et sociales. En avril, les bibliothèques Johns Hopkins University Press et Johns Hopkins Sheridan ont reçu une subvention de 200 000 \$ de la Fondation Andrew W. Mellon et du National Endowment for the Humanities pour numériser plus de 200 livres savants épuisés provenant de ses collections.* »<sup>55</sup>

Project MUSE travaille également en collaboration avec des programmes de crowdfunding (Knowledge Unlatched, TOME) et de subventions publiques (NEH Humanities Open Book), ou sous forme de partenariats locaux (University of Utah Press).

Project MUSE et Johns Hopkins University n'ont pas communiqué sur le Plan S.

<sup>54</sup> Le catalogue en ligne contient plus de 1 000 livres mais une simple recherche montre que tous les livres ne sont pas sur la plateforme.

<sup>55</sup> <https://technical.ly/baltimore/2018/05/07/johns-hopkins-university-press-is-giving-out-of-print-books-new-life/>

## Perspectives

MUSE paraît solidement ancrée dans l'offre de Johns Hopkins University Press, l'une des presses universitaires américaines les plus anciennes et les plus importantes en termes d'offres de services, en plus d'être réputée pour sa grande stabilité et continuité. Toutefois, sur le même créneau que JSTOR, MUSE paraît en retrait, moins dynamique, moins utilisée, en fait sous-utilisée. Dans le monde des plateformes, ce n'est pas de bon augure pour un développement durable.

MUSE avance l'argument de la qualité et de la sélectivité des contenus, à travers un catalogue de critères d'éligibilité pour faire partie des ressources de la plateforme.

La nouvelle stratégie de marketing s'appuie sur une consolidation de l'image de marque (fiable, équitable, de qualité) et avec un positionnement différent des concurrents, comme un agrégateur spécialisé (SHS), non profit, faisant partie du monde de la recherche<sup>56</sup>.

Parmi les arguments et « promesses de vente » que Project MUSE met en avant, on trouve :

- L'expérience (plus de 20 ans)
- Une plateforme facile à utiliser
- L'innovation (bientôt une nouvelle plateforme)
- Une communauté fidèle (bibliothécaires, éditeurs)
- Une image de marque forte (contenu fiable, de qualité)
- L'intégration dans l'environnement scientifique

MUSE va diversifier ses modèles économiques. Pour son futur développement, il mise davantage sur l'hébergement de revues et de livres que sur la production et la commercialisation de collections qui restent néanmoins le socle de son activité.

MUSE a annoncé 15 nouveaux titres de revues pour 2019 et (pour l'instant) 3 pour 2020.

La stratégie marketing met l'accent sur la diversité des vecteurs de vente, sur la proximité<sup>57</sup> avec les clients et le partenariat avec des institutions et des agences d'abonnement. Cependant, il n'y a pas de vraie priorité ou de nouvelle orientation, plutôt l'idée de faire « mieux qu'avant », dans un environnement où les budgets n'augmentent plus ou sont en baisse. Les projets annoncés pour 2019 sont à plus court terme :

- Nouvel UX design sur la plateforme<sup>58</sup>
- Davantage de personnalisation pour les utilisateurs
- Nouvel UX design pour les outils et ressources des éditeurs (administration)
- Ventes granulaires pour les revues
- Lancement de MUSE Open

---

<sup>56</sup> <https://about.muse.jhu.edu/resources/muse-presentations/>

<sup>57</sup> [https://about.muse.jhu.edu/media/uploads/2018presentation\\_salesmarketing\\_mbs.pdf](https://about.muse.jhu.edu/media/uploads/2018presentation_salesmarketing_mbs.pdf)

<sup>58</sup> Cf. <https://about.muse.jhu.edu/muse/journals/all/>

D'autres projets suivront à moyen terme :

- Web analytics pour les ressources en open access
- Nouveaux produits (matériels de référence)
- Un prototype avec des Linked Data (Black Press in America)
- Une expérimentation avec des annotations et l'initiative Hypothes.is (T.S. Eliot)
- Développement des ressources humaines du Project MUSE

### La part du français

La plateforme contient très peu de contenu en français. Le seul éditeur français dans la liste du Project MUSE est l'EHESS, avec douze volumes de la revue *Annales. Histoire, Sciences sociales* (2014-2016). La revue se trouve également sur CAIRN et, depuis 2017, sur la plateforme de Cambridge University Press.

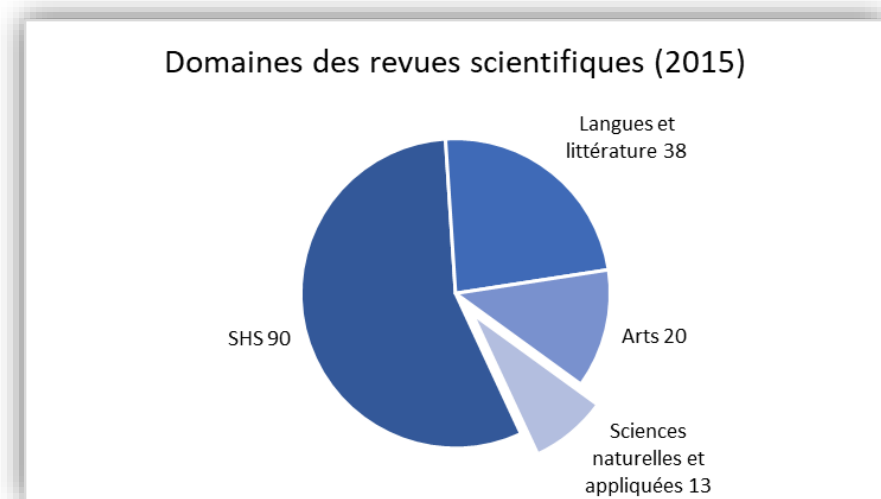
Il y a quelques éditeurs canadiens.

## Érudit

### Généralités

Érudit est un organisme québécois sans but lucratif dirigé par un consortium interuniversitaire. Sa mission : assurer la valorisation et la diffusion des résultats de la recherche et de la création culturelle sur sa plateforme du même nom, au service de la communauté savante et documentaire.

- Issu d'un projet d'édition numérique des Presses de l'Université de Montréal (PUM) en 1996 (création en 1998), Érudit est un consortium de trois universités canadiennes (l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal), avec un conseil d'administration et un comité scientifique jouant le rôle d'un comité éditorial (évaluation des candidatures pour la plateforme).
- Le modèle repose partiellement sur des ressources publiques grâce à des subventions exceptionnelles. Il n'y a pas de soutien récurrent.
- Les contenus sur la plateforme d'Érudit relèvent principalement des SHS. Mais il y a aussi d'autres domaines, comme la biologie, l'écologie, le génie civil, les mathématiques et la physique. En tout, on comptait 28 disciplines représentées en 2015 :



- Érudit se positionne comme une plateforme biface, avec des services à destination des chercheurs, des bibliothécaires et des éditeurs. L'organisme a plus de 1 100 clients institutionnels, en partie via des partenariats avec le consortium des bibliothèques de recherche du Canada, le consortium belge BICFB et Couperin. Son rayonnement est mondial, soutenu par une importante activité promotionnelle pour renforcer sa visibilité. En 2015, la plateforme a enregistré 23,5 m de consultations (+7% par rapport à 2014), dont environ 2/3 en provenance de plus de 200 pays : en tête la France, les Etats Unis, la Chine et l'Allemagne.
- Ressources humaines : 25 salariés (2 cadres, 16 professionnels, 4 techniciens, 3 assistants techniques).
- Initialement développé comme une plateforme de revues scientifiques, Érudit propose aujourd'hui d'autres types de ressources : 38 magazines culturels (littéraires, politiques...), 103 342 thèses et mémoires et 104 livres et actes de

colloques, plus 3 872 documents (surtout des rapports) et données de recherche sur un entrepôt lié à la plateforme<sup>59</sup>. En tout, plus de 250 000 documents, avec les articles.

- Érudit diffuse 217 revues de 130 éditeurs, dont 204 sur fond Érudit et 17 pour le Centre of Digital Scholarship. Le nombre est en progression constante depuis 2013 (53%).
- 38 périodiques sont des revues et magazines culturels, littéraires, artistiques, politiques. Les autres ont une qualité scientifique (comité scientifique, peer review...).
- Le nombre d'articles est d'environ 200 000, en progression de 6 000 à 7 000 articles par an (en moyenne, +25% par an depuis 2014).

## Modèle économique

Érudit est un organisme à but non lucratif. Les revenus d'abonnements d'Érudit servent à financer des revues qui ont une barrière mobile de 12 mois (tous les articles de plus de 12 mois passent automatiquement en libre accès) et sont reversés à hauteur de 75% aux revues, leur garantissant ainsi une source de financement directe et indépendante. Ces 75% sont une moyenne, le taux réel variant selon les ententes entre Érudit et les revues.

Les frais d'accès aux collections d'Érudit pour les établissements sont ajustés en fonction de la taille et du type d'établissement et selon les modalités qui balisent le partenariat pour le libre accès dans les pays où celui-ci a été implanté (Canada, France, Belgique).

Coûts de mise en ligne : Tout le travail de production numérique est réalisé par des techniciens qualifiés au sein des universités canadiennes. La production de numéros est facturée annuellement aux revues. Ces frais sont établis à partir d'une grille de calcul qui prend en considération les facteurs suivants :

- Le type de traitement choisi (XML minimal ou complet) ;
- Le nombre de numéros et d'articles publiés annuellement ;
- La complexité des articles traités (nombre de tableaux et de figures, caractères spéciaux...).

La numérisation d'archives est réalisée par lots et facturée une seule fois par projet.

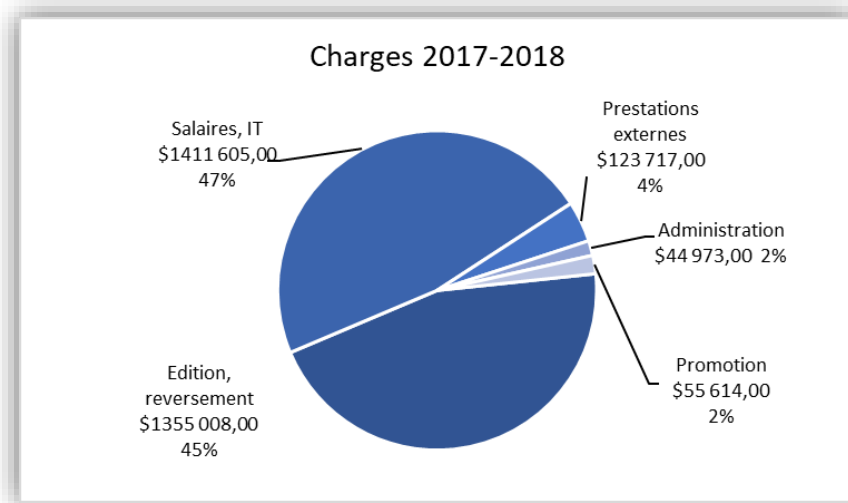
Cela signifie que les produits correspondant aux partenariats avec les revues couvrent les coûts de production directs.

Le montant total des charges en 2018 était de 2 990 917 Can\$ dont environ 45% destinés aux éditeurs (versements).

---

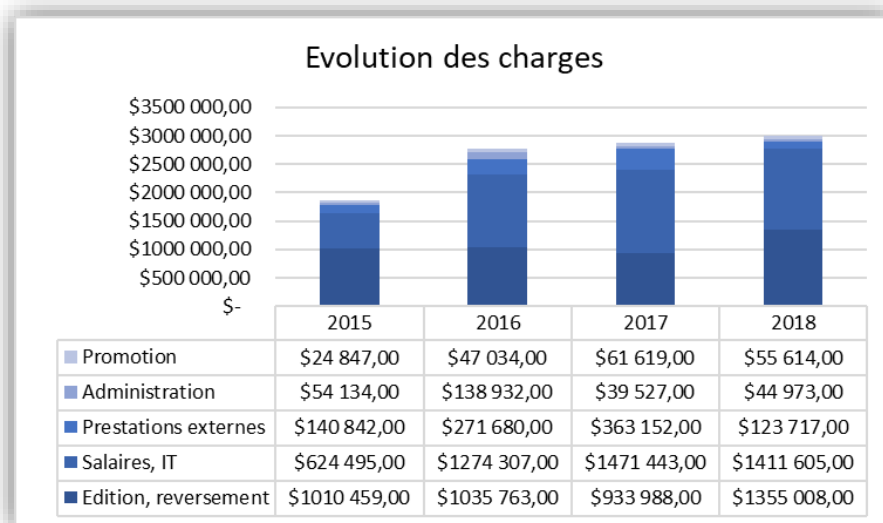
<sup>59</sup> <https://depot.erudit.org/>

La répartition des charges en 2018 (en Can\$) :



Les charges ont augmenté de 61% depuis 2015. Les salaires et les dépenses pour l'informatique et la promotion ont doublé (le nombre de salariés augmente, avec 15 personnes en 2017), tandis que les frais de gestion et les prestations externes ont baissé. Les versements aux éditeurs ont augmenté de 34%.

L'évolution entre 2015 et 2018 :

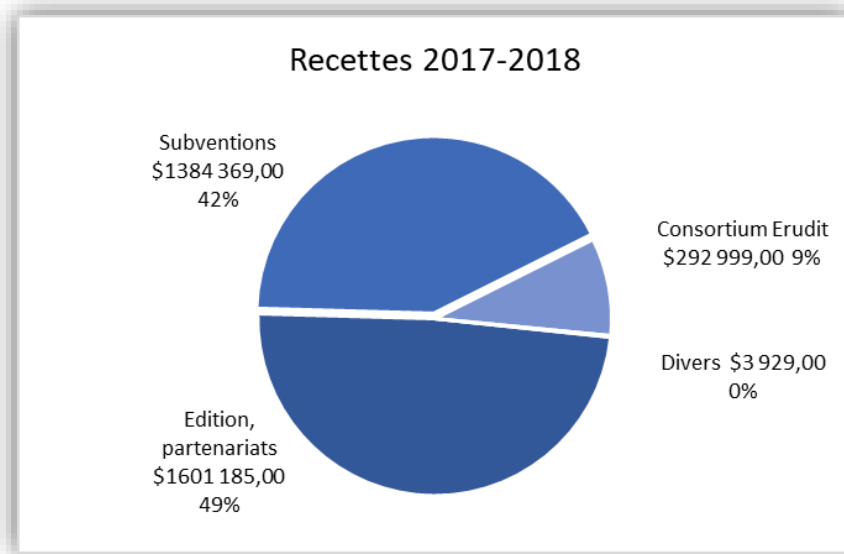


La part des versements aux éditeurs par rapport à l'ensemble des charges varie entre 54% (2015), 33% (2017) et 45% (2018). Par rapport aux ressources propres (abonnements, prestations éditeurs), elle varie entre 66% (2017) et 85% (2018).

Le montant global des recettes s'élève en 2018 à 3 282 482 Can\$ (année financière avril 2017 – mars 2018). La part des ressources propres (chiffre d'affaires) est de 49% (64% en 2015). Le consortium dispose essentiellement de quatre sources de recettes :

- Ventes (abonnements traditionnels ou partenariats pour le libre accès)
- Services aux éditeurs
- Contributions des membres du consortium
- Subventions

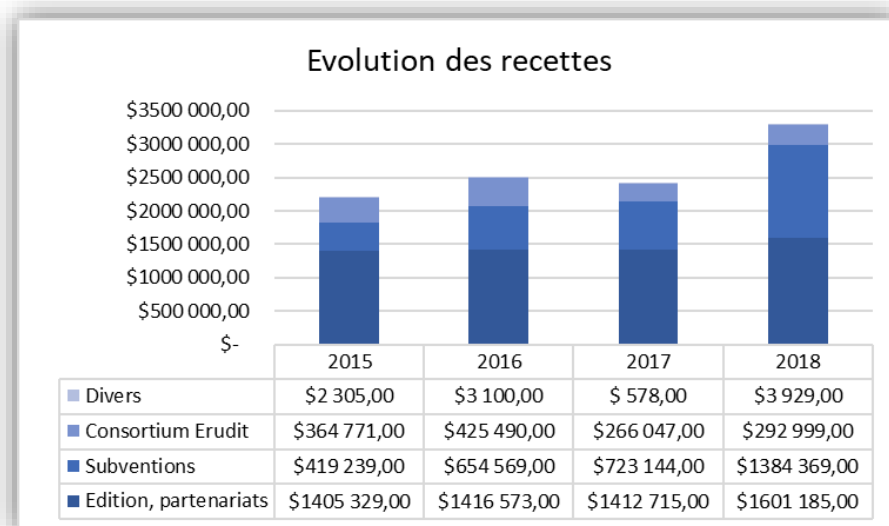
Le bilan annuel d'Érudit ne distingue pas la nature des ressources, à savoir les ventes d'abonnement et les services aux éditeurs. La répartition globale est la suivante :



Les recettes sont en augmentation (+50% depuis 2015). L'augmentation est surtout due aux subventions gouvernementales qui ont plus que triplé en quatre ans, passant de 0,4 M Can\$ à 1,4 M Can\$. Il s'agit d'une période où Érudit est devenue, grâce à une subvention fédérale, une « *infrastructure nationale de recherche* » dans le cadre du Programme « *Initiatives scientifiques majeures* » de la Fondation canadienne pour l'innovation<sup>60</sup>.

Le chiffre d'affaires des prestations pour les éditeurs et des abonnements (ressources propres) a augmenté de 14% depuis 2015. Ces recettes sont issues de deux sources : l'hébergement de revues et des prestations de production éditoriale (formatage...).

La contribution des membres du consortium a baissé de 20%.



<sup>60</sup> <https://www.innovation.ca/fr/le-financement/fonds-initiatives-scientifiques-majeures>

Après deux années de bilan négatif, le résultat financier a été de nouveau positif en 2017-2018, avec un bénéfice de 291 565 Can\$.

Le rapport annuel 2015 donne une idée de la philosophie économique de l'organisme : « *En renouvelant l'entente importante qui lie les revues diffusées sur Érudit et les bibliothèques canadiennes de recherche, le partenariat entre Érudit et le RCDR vient offrir un véhicule de transition pour les revues savantes vers la diffusion en libre accès. Ainsi, l'ensemble des revues diffusées sur Érudit bénéficient d'une source de revenus stable de la part des 53 bibliothèques canadiennes partenaires, tout en étant garanties de répondre aux nouvelles politiques nationales et internationales pour le libre accès aux résultats de recherche. La relation partenariale plutôt que commerciale de cette entente a permis la création d'un fonds inédit pour les revues en accès libre complet, qui vise à les soutenir dans leurs activités éditoriales.* »<sup>61</sup>

En 2017, un important travail de planification stratégique et de consolidation de la gestion d'Érudit a permis la reconduction de la subvention « *Initiative scientifique majeure* » de la Fondation canadienne pour l'innovation (ISM, 2014-2016) pour les 5 prochaines années (2017-2022). Ces fonds viennent soutenir les opérations courantes d'Érudit, alors qu'une autre subvention de la FCI financera les activités de recherche et de développement de 2017 à 2020 (« *concours cyber infrastructure* »).

## Services et fonctionnalités

L'organisme a défini quatre engagements :

- Valoriser les publications savantes francophones et bilingues à l'international.
- Appuyer la diffusion en libre accès.
- Soutenir des projets de recherche visant à développer de nouveaux outils de recherche et d'exploitation de données.
- Accélérer l'évolution des pratiques et des champs de recherche en sciences humaines et sociales.

Si aujourd'hui Érudit ne dispose pas davantage de services, « *c'est que dans le passé, priorité a été donnée au développement des contenus* » (Emilie Paquin).

Le partenariat conclu en 2017 avec PKP fait évoluer Érudit vers une plateforme véritablement nationale pour la création d'un corpus de revues francophones, bilingues et anglophones. Une augmentation importante des contenus canadiens-anglais est donc à prévoir au cours des prochaines années.

Érudit propose des prestations pour la diffusion (avec promotion, soutien financier...) de revues numériques aux éditeurs. Trois autres types de services s'y ajoutent :

- La préservation. Érudit assure la préservation à long terme des fichiers produits en format XML, XHTML et PDF, ainsi que de leurs métadonnées sur Portico.
- La gestion éditoriale. Les revues diffusées sur la plateforme Érudit bénéficient d'un accès à Open Journal System (OJS), un outil en ligne pour gérer le processus de soumission et de révision des articles.

---

<sup>61</sup> <http://www.erudit.org/rapport/2015>



- L'accompagnement stratégique. Les éditeurs de revues diffusées sur Érudit bénéficient d'un suivi personnalisé pour leurs activités liés à l'édition et à la diffusion numérique de leurs publications savantes.

L'infrastructure d'Érudit repose sur des solutions développées en logiciel libre. Érudit a développé son propre système pour la gestion éditoriale et rédactionnelle. Le format Érudit Article<sup>62</sup> est utilisé pour les revues diffusées sur la plateforme Érudit mais aussi sur CAIRN et Persée.

Corpus : Érudit soutient différentes initiatives de chercheurs œuvrant à créer des outils permettant le développement des humanités numériques, que ce soit pour l'extraction de données ou la fouille de textes (TDM)<sup>63</sup>.

La plateforme Érudit dispose d'une interface bilingue (français et anglais) et d'un moteur de recherche intégré, avec des filtres (mots-clés, collections, années, auteurs, langues, types de publications, types d'articles). L'export de notices vers des outils de gestion de références bibliographiques est possible dans les formats BibTex, RIS et Endnote (ENW). L'API OAI pour le moissonnage est publique<sup>64</sup>.

## Positionnement par rapport à l'Open Access

Grâce à une politique alliant libre accès et accès restreint selon le principe d'une barrière mobile de 12 mois, 97% des collections d'Érudit sont disponibles librement à tous. Deux projets phares :

- Accompagnement de revues dans leur transition de la diffusion commerciale vers le libre accès complet.
- Abaissement de la barrière mobile de 24 à 12 mois (février 2017), pour être compatible avec la politique du libre accès des trois conseils de recherche canadiens<sup>65</sup>.

Le rapport annuel 2016-2017<sup>66</sup> fait part d'un partenariat établi avec les bibliothèques universitaires canadiennes qui a permis la création d'un fonds de soutien de plus de 100 000 Can\$ pour les revues diffusées en libre accès complet. Ce fonds soutient 44 revues savantes dans un contexte économique fragile, soit une large majorité des 60 revues OA de la plateforme<sup>67</sup>.

En 2018, grâce à ce *Partenariat pour le libre accès*, 129 revues (144 en 2019)<sup>68</sup> ont été soutenues financièrement par des bibliothèques de recherche, diffusées sur la plateforme Érudit et répondant aux critères de financement des organismes subventionnaires canadiens. « *Les revues soutenues sont indépendantes (publiées par des presses universitaires, des sociétés savantes ou d'autres organismes de recherche). Il s'agit de petites ou de moyennes structures éditoriales, reposant sur des modèles*

<sup>62</sup> En cours de transition vers JATS, pour une intégration facilitée (moins coûteuse) aux outils de découvertes et autres points d'accès - logique d'interopérabilité avec autres projets en cours internationalement.

<sup>63</sup> Voir projet FCI co.shs : <https://co-shs.ca/fr/>

<sup>64</sup> <http://oai.erudit.org/oaiproviderpublic/>

<sup>65</sup> [http://www.science.gc.ca/eic/site/063.nsf/fra/h\\_F6765465.html](http://www.science.gc.ca/eic/site/063.nsf/fra/h_F6765465.html)

<sup>66</sup> <https://www.erudit.org/rapport/2017/>

<sup>67</sup> Il faut qu'une revue ait publié au moins un article pour se voir admissible au fonds. La liste des revues en libre accès : [https://www.erudit.org/fr/revues/?open\\_access=on&collections=unb&collections=erudit#](https://www.erudit.org/fr/revues/?open_access=on&collections=unb&collections=erudit#)

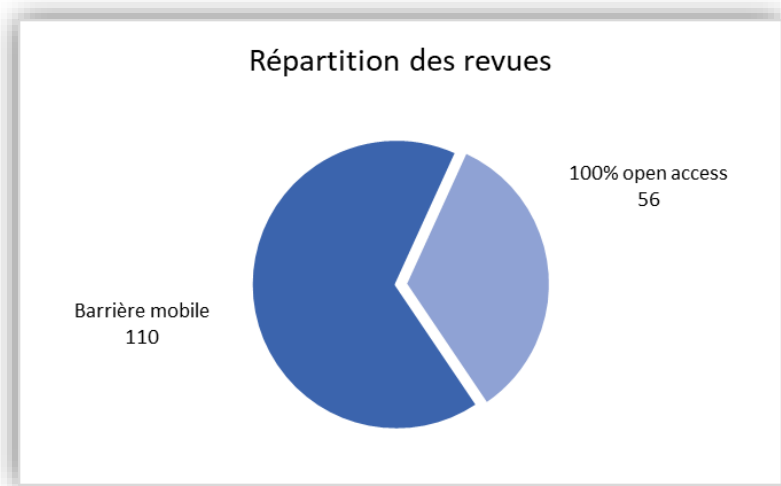
<sup>68</sup> Toutes les informations et chiffres à jour sont disponibles sur le site du Partenariat <https://partnership.erudit.org/>

*économiques variés (financement par des sociétés savantes, octroi de subventions, abonnements, etc.). Leurs revenus moyens oscillent entre 30 000\$ et 80 000\$ par année, dont environ le tiers provient toujours de d'abonnement. »*

Érudit a conclu deux autres partenariats similaires en 2018, avec le consortium belge BICfB et avec Couperin<sup>69</sup>.

Le rapport annuel 2017-2018 contient un engagement fort en faveur de la bibliodiversité<sup>70</sup> : « *L'Appel de Jussieu prône la mise en place de modèles économiques de soutien au libre accès qui ne reposent pas sur les frais de publication par articles (...)* Depuis la fondation d'Érudit en 1998, notre organisme est fermement engagé à soutenir les revues indépendantes pour une plus large bibliodiversité - et ce, afin de diminuer l'emprise d'une poignée de grands éditeurs commerciaux sur l'accès à la connaissance. Ainsi les différents projets collaboratifs initiés par notre équipe contribuent à la redéfinition des rapports de forces dans le milieu de la publication savante et favorisent une circulation libre des savoirs. »

Sur 166 revues scientifiques (« savantes »), 56 sont diffusée en open access, les autres sous forme d'abonnement avec une barrière mobile de 12 mois. Il n'y a pas d'APCs. Selon le consortium, 95% des articles sont librement accessibles.



Pour les revues et les magazines culturels, la barrière mobile est de 36 mois.

Avec le Public Knowledge Project (PKP), Érudit est partie prenante d'une nouvelle initiative fédérale, Coalition Publi.ca, « *qui s'inscrit dans le mouvement international visant à redéfinir le rapport de forces dans l'édition savante en faveur d'une circulation libre et ouverte du savoir* » et dont les missions ont été définies comme suit<sup>71</sup> :

1. Services d'édition et soutien aux revues canadiennes en SHS.
2. Développements informatiques harmonisés pour les logiciels et les plateformes d'édition.
3. Activités de recherche portant sur l'évolution du secteur de la publication savante.

<sup>69</sup> <https://www.couperin.org/negociations/liste-des-negociations/item/605-erudit>

<sup>70</sup> <https://www.erudit.org/rapport/2018/>

<sup>71</sup> <https://www.coalition-publi.ca/missionfr>

Le consortium n’a pas pris position sur le Plan S. Seule réaction canadienne officielle, Kate Shuttleworth de l’Université Simon Fraser (British Columbia), note que les trois organismes fédéraux de financement de la recherche au Canada ont mis en place une politique de libre accès similaire à celle de Plan S, du moins en principe.

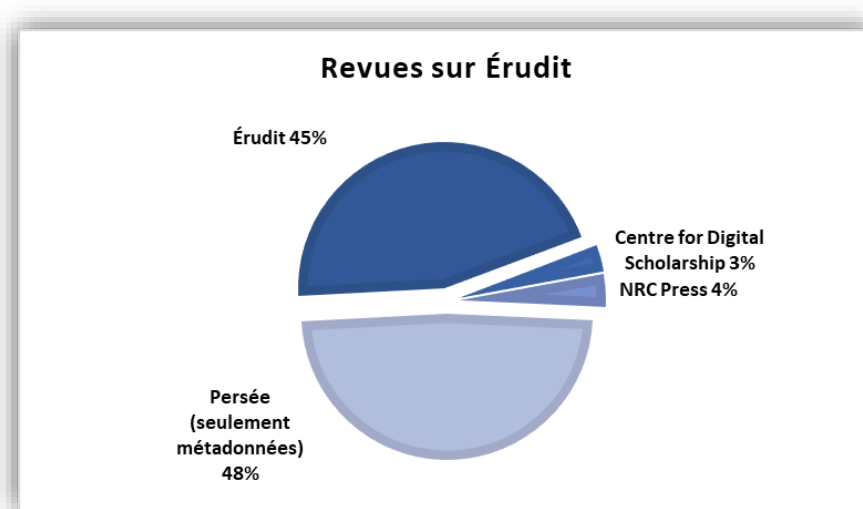
La principale différence entre Plan S et la politique de libre accès des trois agences est que celles-ci autorisent une période d’embargo de 12 mois plutôt que le libre accès immédiat et n’ont aucune restriction par rapport aux revues hybrides<sup>72</sup>.

## Perspectives

Ouverture de la plateforme à d’autres partenaires :

- Centre for Digital Scholarship (New Brunswick) : 13 revues, majoritairement en anglais, diffusées sur Érudit.
- NRC Press : 16 revues bilingues, métadonnées et liens sur Érudit, diffusion sur la plateforme du CNRC (Canadian Science Publishing<sup>73</sup>).
- Persée : 219 revues, métadonnées et liens sur Érudit, diffusion sur la plateforme Persée.

Aujourd’hui, Érudit permet la recherche simultanée dans 452 revues, dont 48% conservées et accessibles sur la plateforme. A l’avenir, la part des revues hébergées (à l’instar de NRC Press et du CDS) va fortement augmenter, et Érudit se développera vers une plateforme nationale (fédérale) de revues canadiennes, pas uniquement en SHS et pas uniquement francophones.



Evolution technologique. Interopérabilité avec les logiciels Open Journal System (OJS, du Public Knowledge Project) et LODEL (OpenEdition) ; refonte de la plateforme. Depuis 2007, ajout d’une archive ouverte interinstitutionnelle pour l’autoarchivage de travaux non publiés, rapports, bulletins, notes...

Marketing. Recherche de sources de financement et d’autres recettes (abonnements), en poursuivant le développement de nouvelles collaborations à l’étranger, et en

<sup>72</sup> <https://www.lib.sfu.ca/help/publish/scholarly-publishing/radical-access/plan-s-open-access>

<sup>73</sup> <http://www.nrcresearchpress.com>

renforçant les liens avec les différents membres de la communauté scientifique canadienne, y compris en dehors du Québec.

Autre développement. Érudit développe ses activités et partenariats dans la recherche. Cela étant, son dernier projet de recherche sur des indicateurs (metrics) en SHS n'a pas obtenu de financement.

D'une manière générale, les subventions publiques sont en baisse, et le gouvernement fédéral a formulé deux demandes à Érudit :

- Le développement d'une activité à but lucratif, pour augmenter la part des ressources propres.
- La justification de son impact sociétal, en particulier en termes de transfert de technologie et de son utilité au-delà des communautés scientifiques.

## La part du français

### Liste des revues françaises hébergées

La liste des revues sur Érudit contient une revue française : *Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe*.

Les archives sont en libre accès et les numéros courants sont sous abonnement<sup>74</sup>.

### Autres revues francophones

A part 8 revues du Centre for Digital Scholarship, toutes les revues de la plateforme (ou accessibles via la plateforme) sont francophones ou bilingues.

5 revues canadiennes sont publiées simultanément sur Érudit et OpenEdition :

- *Perspectives interdisciplinaires sur le travail et la santé*
- *Éducation relative à l'environnement*
- *Enfances, Familles, Générations*
- *Téoros*
- *Environnement urbain*

Érudit moissonne les métadonnées des revues sur Persée.

### Articles en langue française

La grande majorité des articles est en langue française, probablement entre 95% et 98% mais il n'est pas possible de faire une estimation plus précise sur la plateforme.

---

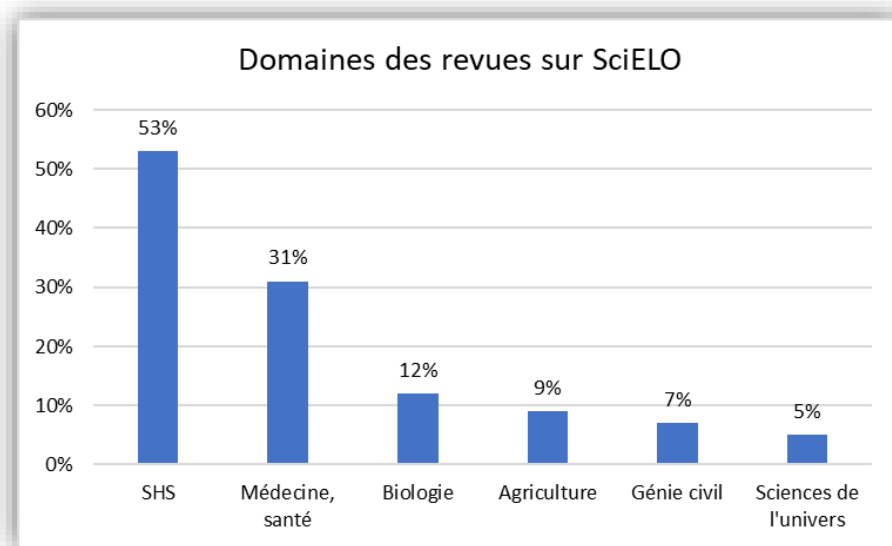
<sup>74</sup> <https://www.erudit.org/fr/revues/bshg/>

## SciELO

### Généralités

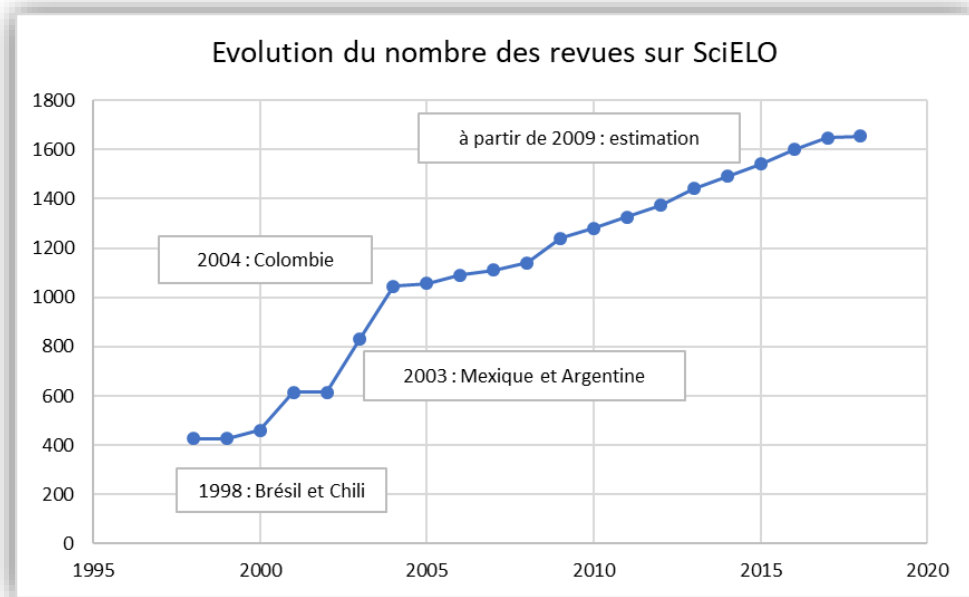
SciELO (Bibliothèque électronique scientifique en ligne) est une base de données bibliographique, une bibliothèque numérique et un modèle coopératif d'édition électronique de revues en libre accès.

- SciELO s'appuie sur un consortium composé d'institutions membres et de comités-partenaires dans 11 pays d'Amérique latine et dans 3 autres pays.
- Le management de la plateforme SciELO est assuré par la Sao Paulo Research Foundation (FAPESP), une fondation scientifique publique brésilienne, en partenariat avec le Latin American and Caribbean Center on Health Sciences Information (BIREME). Un conseil scientifique préserve une cohérence minimale entre les différents pays membres, et assure le financement du dispositif.
- SciELO a fait de sa structure décentralisée avec un pilotage autour de quelques principes directeurs, un argument de développement. Mais apparemment ce modèle a ses limites et SciELO est en train de transformer ce modèle en plateforme SaaS, plus centralisée, plus contrôlée aussi.
- Très marquée par les SHS (53% des revues), la plateforme contient un nombre de titres significatif en sciences médicales (31%) et biologie (12%), puis d'autres titres reliés aux domaines de l'agriculture (9%), du génie civil (7%) et des sciences de l'univers (5%). Il s'agit d'un profil disciplinaire très particulier, très différent d'autres plateformes, très marqué d'un contexte régional et des priorités scientifiques des pays membres du consortium (santé, agriculture, ingénierie...).



- SciELO cible d'abord les communautés scientifiques, les chercheurs, enseignants et étudiants de l'ESR des pays d'Amérique latine et au-delà.
- Ressources humaines : n/a
- Types de ressources : Des revues et des livres.
- Nombre de livres : 1 103.

- Nombre de revues : 1 654 titres dont 1 349 vivants (82%) et 312 suspendus ou morts (18%). L'évolution du nombre de revues sur la plateforme est constante, après les premières années avec la création des grandes collections nationales.



## Modèle économique

Charges. SciELO ne dispose pas d'un bilan global de ses charges opérationnelles. Tout est géré au niveau national. Par rapport aux collections nationales, chaque pays du réseau SciELO est responsable de la gouvernance, du financement, de la gestion et de l'exploitation de sa propre collection, tout en suivant un ensemble de principes communs et de méthodologies et technologies compatibles. Il en va de même pour les collections thématiques SciELO qui peuvent impliquer plusieurs pays. Cependant, la réalité est différente. L'équipe de SciELO Brésil, dans de nombreux cas, a assumé la responsabilité de la maintenance et de la mise à jour des plateformes de certains pays.

En 2015, le coût de publication d'un article a été estimé à 70 \$, pouvant aller à 600 \$ en cas de traduction, révision...<sup>75</sup>

Abel Packer, le directeur de SciELO, estime le budget annuel des opérations de SciELO à environ 4,5 m\$, sans détail.

Recettes. 98% des recettes correspondent à des subventions publiques. Chaque pays assure sa part de financement de la plateforme avec des subventions récurrentes et ponctuelles (projets). Un exemple récent : le financement de la mise en ligne de 33 revues scientifiques par la Commission Nationale de la Recherche Scientifique et Technique du Chili (CONICYT) pour 171 m péso (environ 225 000 €) pendant 18-24 mois, annoncé fin 2018<sup>76</sup>.

<sup>75</sup> <http://bjoern.brembs.net/2015/06/what-goes-into-making-a-scientific-manuscript-public/>

<sup>76</sup> <https://www.conicyt.cl/informacioncientifica/2018/10/29/conicyt-financiara-cinco-proyectos-para-mejorar-publicaciones-cientificas-nacionales/>

La plateforme SciELO reçoit des subventions de la part de plusieurs institutions et programmes brésiliens, ponctuelles ou récurrentes (dont surtout FAPESP, renouvelables tous les deux ans). D'autres subventions ont été reçues par le biais de programmes régionaux ou internationaux (dont UNESCO).

2% des recettes sont issues d'une activité commerciale. Le Brésil génère quelques ressources propres par la vente de services. Il s'agit en particulier de *SciELO Books* vendu via des intermédiaires comme Kobo et Google. Ces revenus doivent également inclure les services payants proposés aux auteurs (traduction, reformatage...).

Une analyse de 2016 considère que « *le modèle d'édition de SciELO est viable du point de vue de la nécessité de son existence, mais sur le plan économique, il ne semble pas pleinement viable pour tous les pays de la région, car il s'agit d'un processus techniquement complexe que tous les éditeurs ne sont pas en mesure de réaliser, ce qui rend nécessaire l'externalisation de cette procédure, qui exige un budget accru pour la revue et peut compromettre la viabilité et le contrôle du modèle en question* »<sup>77</sup>.

SciELO est donc en train de chercher un modèle plus viable et « robuste ». Abel Packer : « *L'approche actuelle a l'avantage d'être décentralisée et de développer les capacités et les capacités locales, mais elle présente une grande complexité et des difficultés d'entretien et de fonctionnement efficace, en particulier pour l'adoption rapide des mises à jour (...) La formulation d'un nouveau modèle d'affaires a été centrée sur la résolution de ces problèmes afin de maximiser la robustesse de la plate-forme et sa mise à jour sur l'ensemble du réseau (...) L'adoption de la plate-forme SaaS pour l'ensemble du réseau SciELO nécessitera probablement l'approbation du financement des services communs de base. Mais il sera encore entièrement financé par des fonds publics au moins dans les 3 à 5 prochaines années.* »

## Services et fonctionnalités

SciELO fonctionne comme un agrégateur de revues en libre accès (et depuis peu aussi de livres). Outre les fonctionnalités habituelles, SciELO (en partenariat avec Thomson Reuters, aujourd'hui Clarivate Analytics) produit des indicateurs bibliométriques pour la production des pays membres du réseau.

SciELO propose également un outil de TDM pour la création de métadonnées, SciELO Suggester<sup>78</sup>.

## Positionnement par rapport à l'Open Access

100% des revues sur SciELO sont en libre accès, sans APCs.

64% des livres sur SciELO sont en libre accès (701 livres avec 9 398 chapitres), tandis que l'accès aux autre 36% est réservé aux abonnés (402 livres).

<sup>77</sup> Guzmán-Useche, E. and F. Rodríguez-Contreras (2016). Sustainability of Latin American initiatives that publish open access journals using the XML-JATS standard: the case SciELO. *Biblios* 64, 15-32.

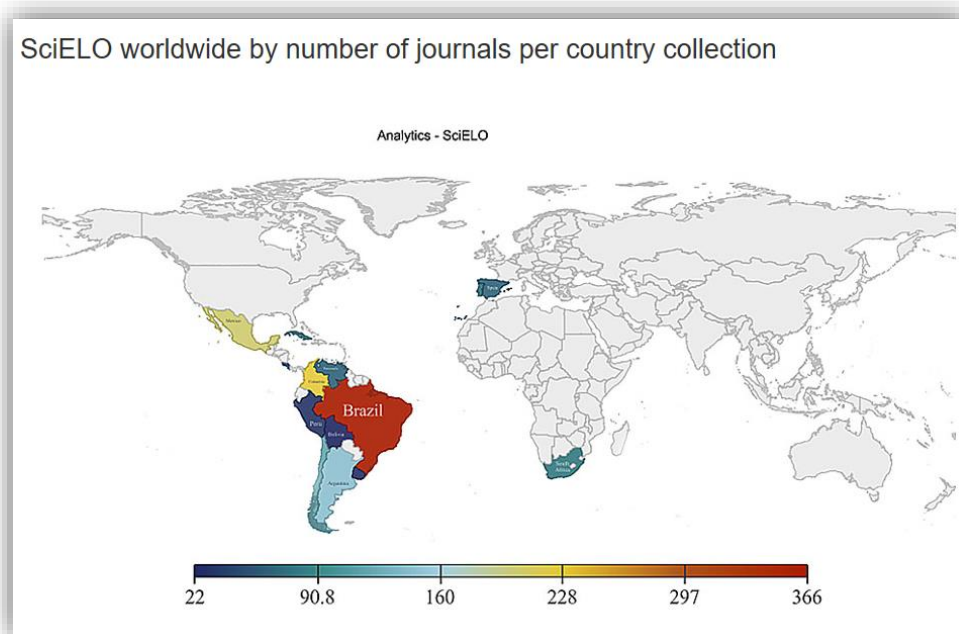
<sup>78</sup> Mitzig, N. et al. (2016). SciELO Suggester: An intelligent support tool for cataloging library resources. *Library & Information Science Research*, 38(1), 39-51. <https://doi.org/10.1016/J.LISR.2016.01.001>

L'impact de SciELO sur le développement du libre accès dans les pays de l'Amérique Latine est considérable.<sup>79</sup>

Les responsables de SciELO, comme d'autres projets des pays latino-américains, sont plutôt réticents à l'égard du Plan S qu'ils considèrent comme non adapté aux réalités des pays du Sud (« eurocentric ») et incompatible avec des initiatives comme SciELO.

## Perspectives

SciELO a été créé pour répondre aux besoins en communication scientifique des pays en développement et constitue un moyen efficace d'accroître la visibilité et l'accès à la littérature scientifique. Créé à l'origine au Brésil en 1997, le réseau SciELO et ses collections de revues comptent aujourd'hui 14 pays : Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Mexique, Pérou, Portugal, Afrique du Sud, Espagne, Uruguay et Venezuela. Le Paraguay est en train de développer une collection de revues<sup>80</sup>. La carte suivante visualise l'implémentation géographique du réseau SciELO avec l'importance des collections nationales (couleurs)<sup>81</sup>.



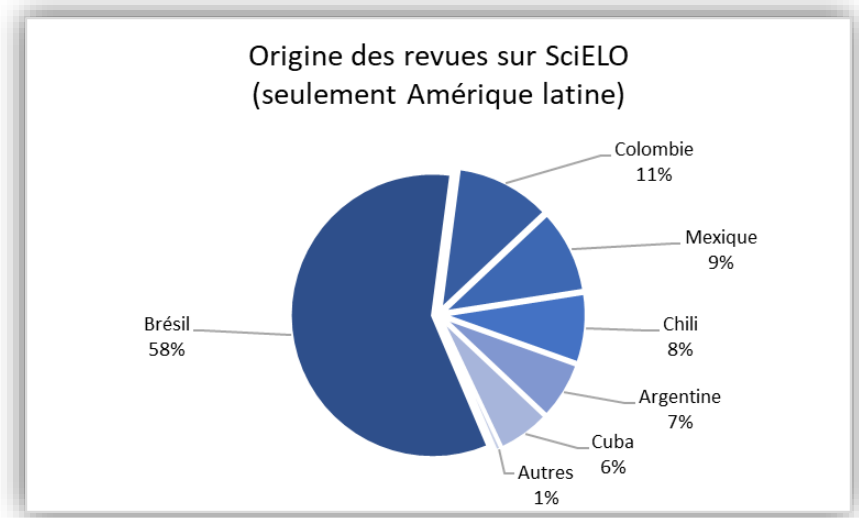
En fait, le contenu latino-américain de SciELO est dominé par le Brésil (presque 60%), suivi par 5 autres pays. Nous avons écarté ici l'Espagne, le Portugal et l'Afrique du Sud.

<sup>79</sup> Minniti, S., Santoro, V. & Belli, S. (2018). Mapping the development of Open Access in Latin America and Caribbean countries. An analysis of Web of Science Core Collection and SciELO Citation Index (2005–2017). *Scientometrics* (2018) 117: 1905. <https://doi.org/10.1007/s11192-018-2950-0>

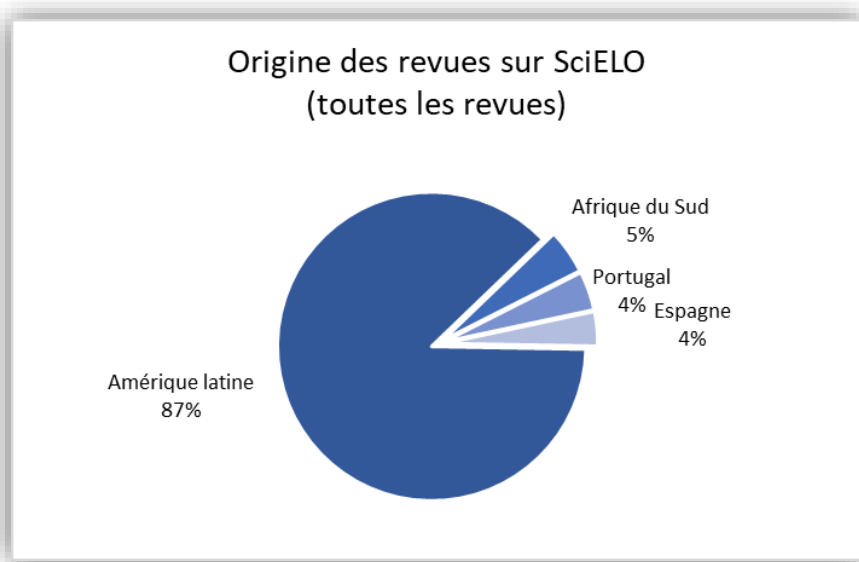
<sup>80</sup> Cette collection a été lancée début juillet 2019, avec 15 revues <http://scielo.iics.una.py/>

<sup>81</sup> Source : <https://blog.scielo.org/en/2018/10/10/scielo-20-years-from-visionary-to-indispensable-originally-published-in-journal-da-unicamp-in-october-2018>





Les trois pays en dehors du périmètre historique de SciELO – Espagne, Portugal et Afrique du Sud – représentent 206 revues (13% du catalogue de SciELO) dont 167 vivantes.



Il n’y a pas d’annonce d’une stratégie offensive au-delà du périmètre actuel, pour un développement dans les pays du Sud ou dans d’autres pays européens.

SciELO fournit un portail qui intègre et donne accès à tous les sites du réseau SciELO. Les utilisateurs peuvent effectuer une recherche dans toutes les collections SciELO ou limiter leur utilisation à une seule collection de pays, ou parcourir par domaine, éditeur ou titre de revue.

SciELO prépare la création d’un « Institut SciELO » pour transformer le modèle actuel en « *Software as a Service* » (SaaS), où le système SciELO sera fourni sous forme de service clé en main auquel les utilisateurs (comités nationaux) se connecteront via un navigateur Internet. La fonction essentielle de la nouvelle structure sera d’assurer l’avenir économique du dispositif. Avec les mots d’Abel Packer : « *SciELO Brasil fonctionne comme un projet de recherche dont le budget et le financement sont*

renouvelés tous les trois ans. Je suis le chercheur principal, donc toutes les ressources me sont affectées et l'exécution du projet se fait au sein de la Fondation de l'Université Fédérale de São Paulo (FAPESP). Nous allons créer une institution à but non lucratif - l'Institut SciELO - pour doter SciELO de sa propre institutionnalité. L'Institut mettra l'accent sur la mobilisation de ressources financières auprès de sources extérieures. »

La nouvelle plateforme est décrite comme l'adoption d'une architecture de ressources, de modules et de processus centrée sur les données sources plutôt que sur les applications<sup>82</sup>. Début 2019, il n'y a pas encore de trace visible de cette nouvelle organisation.

La stratégie des années à venir se tient en trois mots : professionnalisation, internationalisation et durabilité opérationnelle et financière<sup>83</sup>.

SciELO a mis en place un *Editorial Development Plan* qui évalue chaque revue en termes de durabilité, de contribution au domaine thématique et d'indicateurs bibliométriques. Les priorités techniques et éditoriales pour 2019-2023 figurent dans un tableau de synthèse<sup>84</sup>. On y trouve la conservation pérenne et la transparence de la procédure de sélection (open peer review) aussi bien que l'attribution de DOI, la diffusion sous licence ouverte (de préférence CC-BY) et l'obligation d'un identifiant pour les auteurs (ORCID).

Criteria		Implementation deadline		
Section	Name	Recommended	Acceptable	Avoidable
3	Alignment with open science			
3.1.	Acceptance of preprints	2019	2020	2021
3.2.	Continuous publication	2019	2020	2021
3.3.	Data Citation Management			
	Level 1 - C1 to C5	2019	2020	2021
	Level 2 - C1 to C5	2020	2021	2022
3.4.	Peer review: transparency			
	Online manuscript management	2019	2019	2019
4	Best editorial practices			
4.3.	Creative Commons Licenses	2019	2019	2019
4.4.	Indexing in DOAJ	2019	2019	2020
4.5.	XML - SciELO Publishing Schema	2019	2019	2020
4.6.	DOI	2019	2019	2020
4.7.	ORCID	2019	2020	2021
4.8.	Authorship	2019	2019	2020
4.9.	Digital preservation	2019	2020	2021

SciELO a également annoncé le développement d'un dispositif open source avec le Public Knowledge Project (PKP) pour publier les manuscrits acceptés (preprints)<sup>85</sup>.

SciELO travaille sur l'acceptation d'articles de données (data papers) et sur les liens vers les données de recherche et d'autres ressources non textuelles.

<sup>82</sup> Packer, A. L., N. Cop, A. Luccisano, A. Ramalho, and E. Spinak (2014). *SciELO - 15 Years of Open Access: an analytic study of Open Access and scholarly communication*. Paris: UNESCO. <https://wp.scielo.org/wp-content/uploads/2018/08/book.pdf>  
<sup>83</sup> <https://blog.scielo.org/en/2018/12/19/scielo-post-20-years-the-future-remains-open>

<sup>84</sup> [https://www.scielo20.org/redesciolo/wp-content/uploads/sites/2/2018/09/Líneas-prioritaris-de-acción-2019-2023\\_en.pdf](https://www.scielo20.org/redesciolo/wp-content/uploads/sites/2/2018/09/Líneas-prioritaris-de-acción-2019-2023_en.pdf)

<sup>85</sup> <https://blog.scielo.org/en/2018/09/21/pkp-and-scielo-announce-development-of-open-source-preprint-server-system>

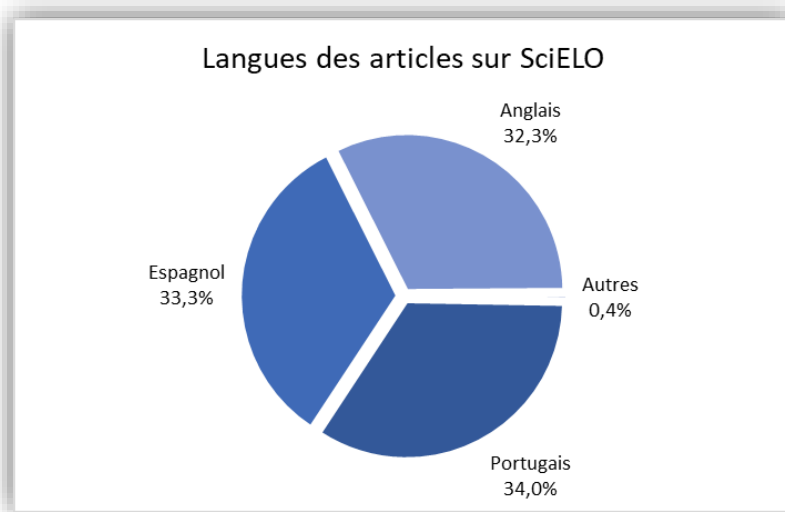
En juin 2019, SciELO a annoncé un partenariat avec la société Publons<sup>86</sup> pour 297 revues de la collection du Brésil. L'objectif est de proposer les services de Publons aux *peer reviewers* de ces revues, afin de leur assurer une meilleure reconnaissance<sup>87</sup>.

Déjà en 2018, SciELO avait conclu un accord avec Figshare pour une collection de données de recherche liées aux articles publiés dans les revues de la collection du Brésil<sup>88</sup>.

### La part du français

Il n'y a pas de revue française sur SciELO, ni de revue francophone.

Sur les 633 280 articles sur SciELO, seulement 0,4% sont publiés dans d'autres langues que le portugais, l'espagnol ou l'anglais<sup>89</sup> :



La part des articles en français est de 0,13%, soit 840 articles (plus 110 autres documents, comme des notes de lectures, éditoriaux...).

<sup>86</sup> <https://publons.com/>

<sup>87</sup> <https://us4.campaign-archive.com/?u=f26dcf71797dd37381acb4aa5&id=9f7815924f>

<sup>88</sup> <https://scielo.org/en/about-scielo/official-announcements/>

<sup>89</sup> Cf. aussi une étude récente avec 387 172 articles : *Mapping the development of Open Access in Latin America and Caribbean countries. An analysis of Web of Science Core Collection and SciELO Citation Index (2005–2017)* <https://link.springer.com/article/10.1007/s11192-018-2950-0>

## Open Library of Humanities

### Généralités

Open Library of Humanities est une initiative originale à but non lucratif pour produire et soutenir des revues en SHS, avec une plateforme basée sur un logiciel libre et un modèle économique de « crowdfunding ».

- Open Library of Humanities (OLH) est une société à but non lucratif (charity company limited by guarantee) enregistrée à Cambridge, Royaume Uni. La société est dirigée par Martin Paul Eve et Caroline Edwards. Elle a été lancée comme un réseau international de chercheurs, de bibliothécaires, de programmeurs et d'éditeurs en janvier 2013. La plateforme est hébergée à Birkbeck, University of London. Elle est accompagnée par un comité scientifique international.



Source : Knowledge Exchange, *Insights into the Economy of Open Scholarship: A look into the Open Library of Humanities with Martin Paul Eve, Co-founder*, 18 mars 2019, 10.5281/zenodo.2586862

- OLH couvre les sciences humaines mais également des contenus issus des sciences sociales : lettres classiques, langues et cultures modernes, philosophie, théologie, histoire, sciences politiques, sociologie, anthropologie, médias, humanités numériques. Une partie des revues est multidisciplinaire. Une revue – *Open Library of Humanities* – se positionne comme méga-revue mais contient à ce jour uniquement 159 articles.
- Clients : Enseignement supérieur et recherche, enseignants-chercheurs, chercheurs, étudiants.
- Ressources humaines : 6 FTE, plus les deux directeurs.
- Types de ressources : Pour l'instant, OLH diffuse uniquement des revues.
- Nombre de revues : OLH publie 8 revues sur sa propre plateforme [www.openlibhums.org](http://www.openlibhums.org) et en soutient 16 autres, avec un peu plus de 450 nouveaux articles en 2018 (en tout un peu plus de 1 500 articles).

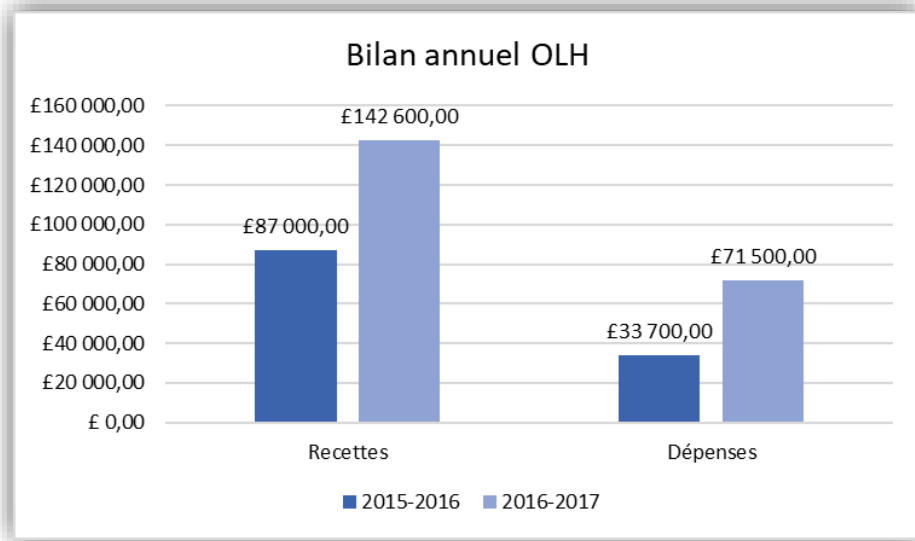
### Modèle économique

Le principe est un système de « Library Partnership Subsidy (LPS) », à l'instar de la plateforme arXiv hébergée par l'Université Cornell, qui a fait appel au soutien par les bibliothèques. Les institutions subventionnent les infrastructures plutôt que des abonnements, pour réaliser des économies d'échelle.



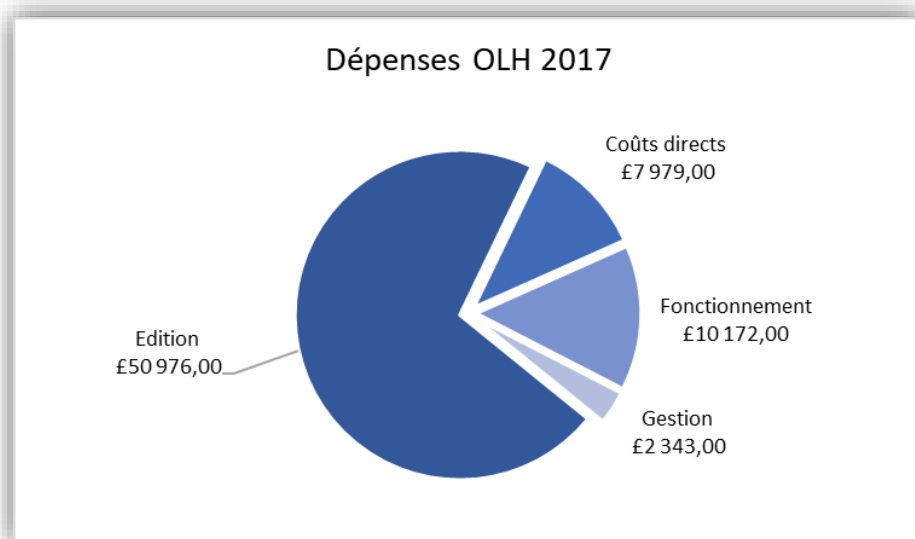
72% des dépenses correspondent au soutien des revues.

Les bilans pour 2016 et 2017 sont positifs<sup>92</sup> :



Entre 2016 et 2017, les recettes ont augmenté de 64% tandis que les dépenses ont plus que doublé (+112%). Les objectifs de développement n'ont pas été atteints et le nombre d'institutions a légèrement reculé.

Le bénéfice net de l'exercice s'est élevé à 71 143 £ (2016 : 53 365 £), qui a été ajouté aux fonds non affectés de 60 129 £. Ce résultat correspond à 50% des recettes et a servi à augmenter les réserves d'OLH dont le montant dépasse en 2018 les 131 000 £.



Il s'agit d'une initiative peu onéreuse, avec des dépenses moyennes de 2 500 £ à 3 000 £ par revue soutenue/diffusée. Cela étant, les chiffres du bilan ne couvrent pas toutes les dépenses liées au personnel (6 ETP).

<sup>92</sup> Cf. Charity Commission <https://beta.charitycommission.gov.uk/charity-details/?regId=1163413&subId=0>

D'après son directeur Martin Paul Eve, « à l'heure actuelle, le personnel de OLH est financé grâce à la subvention de la Fondation Andrew W. Mellon attribuée à Birkbeck qui a embauché le personnel OLH. Birkbeck me laisse mon temps et celui de Caroline Edwards à titre de contribution en nature. Les deux postes techniques sont financés par un autre fonds mais répartissent leur temps entre l'élaboration d'un programme de la plateforme Janeway et OLH. Il reste donc deux employés financés par la subvention ».

Cela veut dire qu'il ne s'agit pas de 6 ETP mais seulement de 2 ETP (sur subvention de la Fondation Mellon) auxquels s'ajoutent le temps des deux chercheurs et le temps partiel de deux techniciens employés par d'autres ressources.

Un rapport récent<sup>93</sup> contient quelques indicateurs sur la période du 13 février 2018 au 13 février 2019 :

- OLH a publié 458 articles (2017 : 909 dont presque 700 articles plus anciens).
- Ces articles ont été téléchargés 61 922 fois.
- Ces articles ont été visualisés 337 237 fois.
- Coût par institution et par article publié : 2,33 £ (2017 : 1,10 \$).
- Coût par institution et par téléchargement : 0,02 £.

Quand on met les chiffres ensemble, on obtient un coût d'article d'environ 150 £. Ce chiffre circule parfois dans les réseaux.

Pour des raisons invoquées (RH mais aussi locaux, infrastructures...), ce montant n'est pas réaliste. Il ne s'agit pas d'un modèle durable, en l'absence d'un vrai bilan avec l'ensemble des recettes et dépenses, et sans financement récurrent.

## Services et fonctionnalités

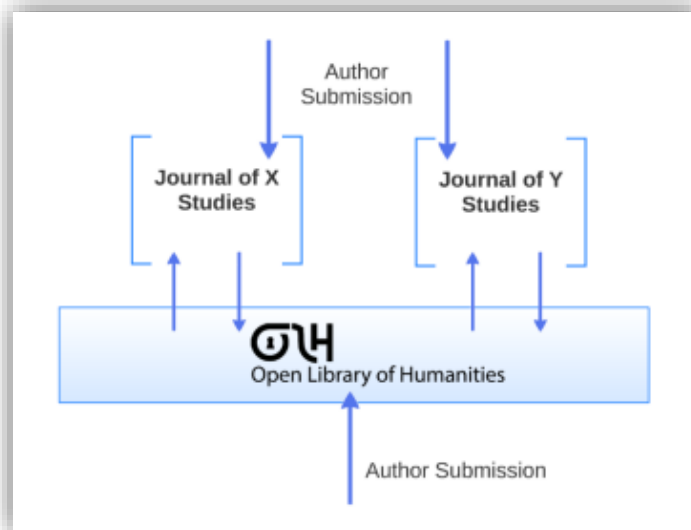
OLH fonctionne avec le logiciel libre Janeway (écrit en Python/Django) et dont les principales fonctionnalités ont été modélisées par Martin Paul Eve et Andy Byers en 2018<sup>94</sup>. Une particularité de ce système est la possibilité d'intégrer des preprints en amont du workflow des revues, avec le potentiel d'un entrepôt de preprints à l'instar d'arXiv ou de HAL. Une autre est la possibilité d'intégrer, en aval, des articles avec une procédure accélérée, sans relecture (peer review) et modification (« fast track ») permettant d'intégrer des articles plus anciens (archives).

OLH propose deux modèles : la prise en charge complète de la réception des manuscrits à la publication des articles, y compris la phase rédactionnelle du peer review, ou juste l'import et la publication d'articles préparés en amont de la plateforme par une rédaction qui dispose de ses propres outils.

---

<sup>93</sup> <https://www.openlibhums.org/news/325/>

<sup>94</sup> Eve, Martin Paul, and Andy Byers. 2018. "Janeway: A Scholarly Communications Platform". *Insights* 31: 15. DOI: <http://doi.org/10.1629/uksg.396> Voir aussi <https://janeway.systems/>



Les services comprennent entre autres :

- Une intégration DOI Crossref
- Une connexion ORCID
- Un contrôle de similarité Crossref (pour la détection de plagiat)
- Un back-end e-mail qui peut utiliser Mailgun
- Des flux OAI-PMH
- La mise à disposition de statistiques conformes à la norme COUNTER
- Une fonctionnalité d'épi-revue (pour créer des sommaires avec des articles qui se trouvent ailleurs)
- Des mécanismes d'importation à partir d'Open Journal Systems
- L'annotation des articles

L'architecture est extensible permettant d'ajouter d'autres plug-ins. Le logiciel est léger et peut fonctionner sur des plateformes d'hébergement mutualisé qui supportent le Web Server Gateway Interface (WSGI), comme Reclaim Hosting.

### Positionnement par rapport à l'Open Access

Toutes les revues sur OLH sont open access et en principe sans frais pour les auteurs. Certaines revues incitent néanmoins les auteurs à faire adhérer leur institution (bibliothèque) au consortium ou de verser des APCs (330 £ pour la revue Glossa), mais cela n'est pas obligatoire : « *Authors publishing in Glossa face no financial obligation for the publication of their article* ». Les auteurs gardent leurs droits, et la diffusion se fait sous une licence CC, par défaut CC-BY (attribution).

Le système Janeway est diffusé sous licence ouverte. La licence retenue, GNU Affero General Public License (AGPL), est une licence libre copyleft, ayant pour but d'obliger les services accessibles par le réseau de publier leur code source (correspond à la licence CC-BY-SA de Wikipédia).



Martin Eve s'est clairement prononcé en faveur du Plan S, avec quelques réserves concernant les sociétés savantes : « *Je suis extrêmement favorable aux objectifs de la COAlition et au Plan S en général. Je ne suis pas d'accord avec ceux qui disent que le calendrier est trop court ; nombre de ces acteurs n'ont pas saisi les occasions qui se sont présentées au cours de la dernière décennie pour expérimenter le libre accès ou de nouveaux modèles commerciaux et n'ont entamé le dialogue que sous la menace d'une action immédiate. Cela dit, je me félicite de l'engagement récent du Wellcome Trust et de l'UKRI à s'entretenir avec les sociétés savantes et à évaluer les voies menant à leur transition vers la compatibilité avec le Plan S. Développer d'autres sources de revenus pour soutenir les activités de ces organismes n'est pas une mince tâche, mais c'est crucial pour le bien-être de ces disciplines et pour la prospérité du libre accès.* »<sup>95</sup>

D'autres interrogations concernent les revues hybrides, la transparence des coûts, le dépôt en XML, le focus on APCs et l'exclusion des livres.

## Perspectives

OLH développe une plateforme pour la production et la diffusion de livres et un système de notification.

L'objectif marketing est de passer de 240 à plus de 300 institutions (+25%), avec une subvention moyenne de 850 \$ par institution. En d'autres termes, l'objectif est une recette annuelle d'environ 250 000 \$ (équivalent 190 000 £), ce qui correspond à une augmentation de 33%.

On imagine mal OLH financer des revues françaises pour passer d'un modèle économique d'abonnement à une diffusion en libre accès. L'intérêt de la plateforme n'est peut-être pas tant son attrait pour héberger des revues françaises que l'installation du système en France, au sein d'un consortium ou d'un établissement, pour produire et diffuser des revues (et bientôt aussi des livres) en open access, dans l'environnement de la bibliodiversité. Il s'agit d'un outil de mutualisation avec la philosophie du logiciel libre et un positionnement de partage et de co-développement assez différent de l'approche des plateformes publiques françaises.

Dernière nouvelle (juin 2019) : Birkbeck University (représentée par Martin-Paul Eve) fait partie d'un consortium pour développer des infrastructures, modèles d'affaires, outils de conservation... pour des livres scientifiques en libre accès (avec le JISC, The British Library, DOAB et d'autres). Ce projet est financé à hauteur de 2,2m £ par l'agence publique *Research England*<sup>96</sup>. L'OLH n'est pas directement concernée.

## La part du français

### Liste des revues françaises hébergées

OLH n'héberge pas de revue française.

### Autres revues francophones

OLH soutient une revue canadienne, *Digital Studies / Le champ numérique*, qui publie des articles en anglais (surtout) et en français (peu). Il s'agit d'une revue en OA qu'OLH

<sup>95</sup> <https://eve.gd/2019/01/21/my-draft-plan-s-implementation-guidance-feedback/>

<sup>96</sup> <https://re.ukri.org/news-events-publications/news/re-awards-2-2m-to-project-to-improve-open-access-publishing/>

publie pour l'Alliance of Digital Humanities Organisations, sous la direction de la Canadian Society for Digital Humanities / Société canadienne des humanités numériques (CSDH/SCHN).

OLH soutient également deux autres revues avec des articles en français : *Francosphères* et *Le foucaldien*. L'une appartient à la Liverpool University Press (avec une rédaction assurée par le *Centre for Postcolonial Studies* à Paris et Londres), l'autre à l'OLH avec une rédaction située à l'Université de Zurich. Les deux titres publient des articles en anglais, en français et, pour *Le foucaldien*, en allemand.

*Francosphères* passera prochainement d'un modèle d'abonnement sur la plateforme de Liverpool University Press à un modèle OA, sur la plateforme OLH.

#### Articles en langue française

Il y a peu d'articles en français, avec une part estimée à 2-3% au maximum.

## CONCURRENCE ? COMPLÉMENTARITÉ ? CONVERGENCE ?

### L'aspect commercial

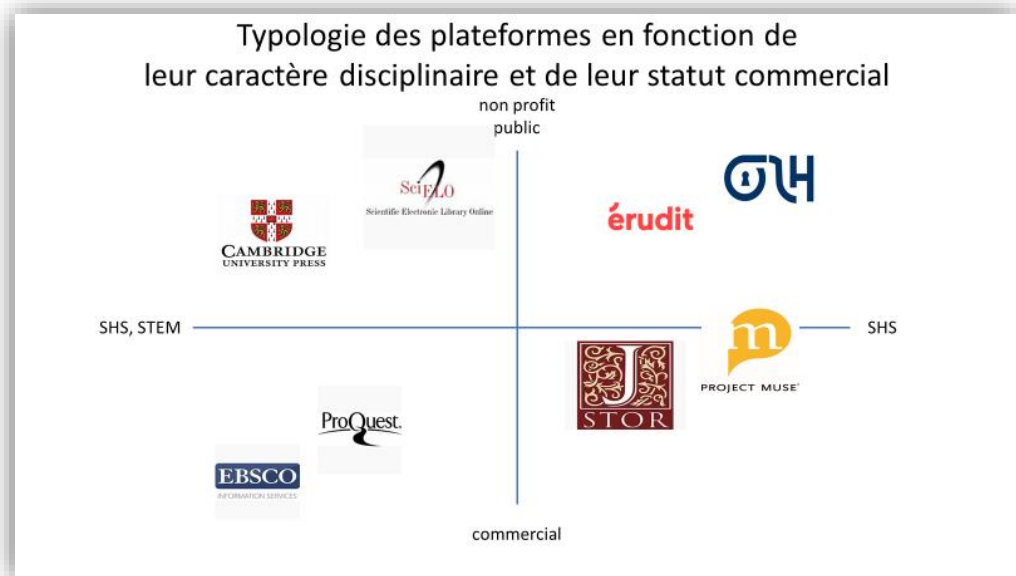
Toutes les plateformes étudiées ont en commun qu'elles diffusent des revues scientifiques en ligne, avec des technologies du web, suivant le modèle d'affaires biface, et qu'elles proposent des services aux éditeurs (producteurs de contenus) aussi bien qu'aux institutions, bibliothèques et particuliers (consommateurs d'informations scientifiques et techniques).

### Des positionnements commerciaux différents

D'un point de vue commercial, les plateformes se positionnent différemment.

Deux sociétés, EBSCO et ProQuest, affichent clairement leur caractère commercial et « corporate », à but lucratif, avec beaucoup de contenus couvrant l'ensemble des domaines scientifiques. C'est également le cas de Cambridge University Press qui se positionne explicitement comme un éditeur commercial sous la responsabilité de l'Université de Cambridge.

A l'opposé, on trouve l'initiative Open Library of Humanities (OLH), à but non lucratif, avec peu de contenus, fortement spécialisée dans les sciences humaines, sans modèle d'affaires viable.



Les autres plateformes fonctionnent avec un modèle d'affaire « non profit » au sens américain (*charity*), ce qui n'exclut pas un chiffre d'affaires important pour certaines, voire des bénéfices.

Cambridge University Press et SciELO dans une moindre mesure, sont des plateformes multidisciplinaires, tandis que JSTOR, Érudit et Projet MUSE mettent en avant leur lien avec les sciences humaines et sociales.

Érudit, SciELO et OLH d'une certaine manière, sont portés par un consortium. Pour Érudit, il s'agit d'universités canadiennes ; SciELO s'appuie sur un réseau d'organismes de recherche dans les pays membres du consortium ; OLH fait appel au soutien de

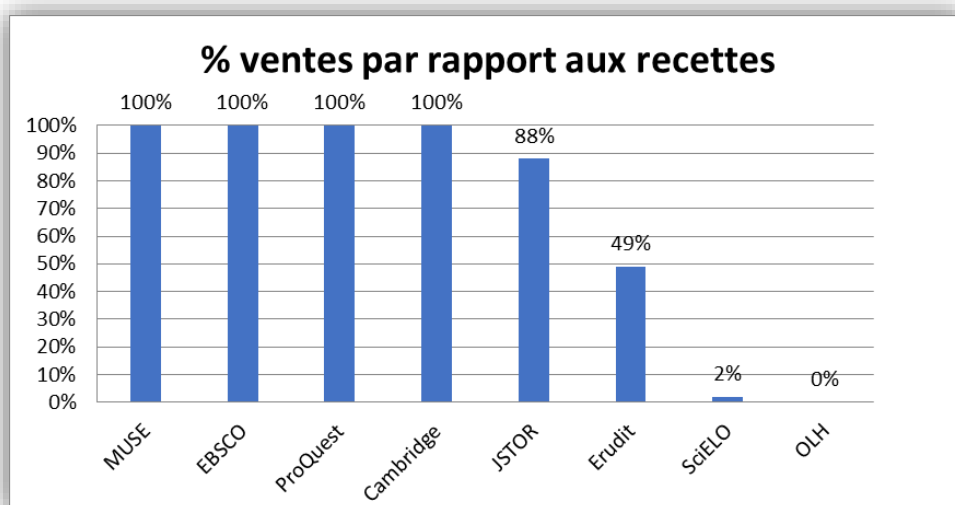
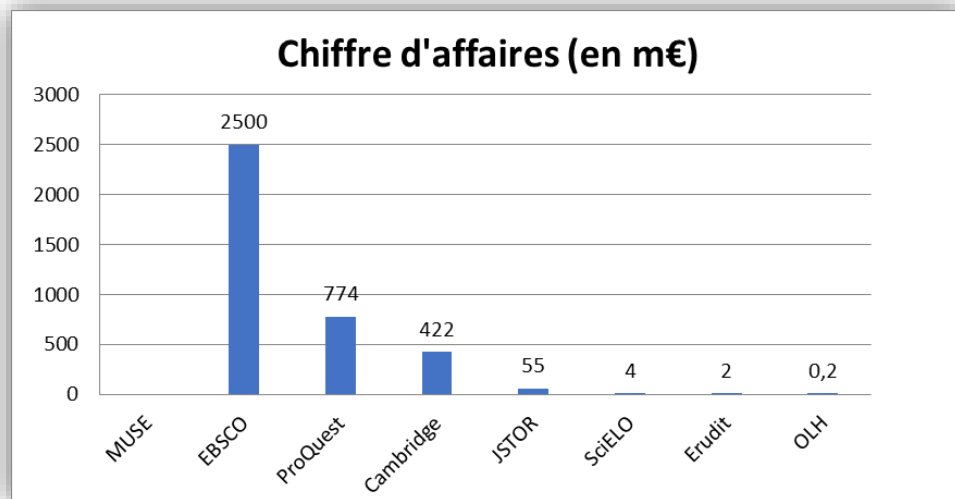
bibliothèques universitaires mais dépend en fait pour beaucoup du soutien technique et institutionnel de l'université londonienne Birkbeck.

Deux plateformes font partie d'une presse universitaire : Project MUSE est un service des Presses Universitaires de Johns Hopkins à Baltimore, et la plateforme de Cambridge fait partie de Cambridge University Press.

Initialement, JSTOR fut lancé à l'initiative de l'Université de Princeton (New Jersey), avec une subvention de la part de la fondation Andrew W. Mellon, tout comme ITHAKA, aujourd'hui la société mère de JSTOR.

EBSCO Information Services est une filiale d'une entreprise familiale (EBSCO Industries), et ProQuest appartient au fonds d'investissement américain Cambridge Information Group.

La comparaison des chiffres d'affaires (en millions €) et de la contribution des ventes commerciales aux recettes (de 0% à 100%) montre la grande diversité des situations.



Trois sociétés ont des chiffres d'affaires de plusieurs centaines de millions €, issus exclusivement de la vente de produits et services. Les recettes de Project MUSE seraient également à 100% issues de son activité commerciale mais il n'y a pas d'information sur les montants, probablement inférieurs à JSTOR qui tirent 88% de ses recettes de l'activité commerciale.

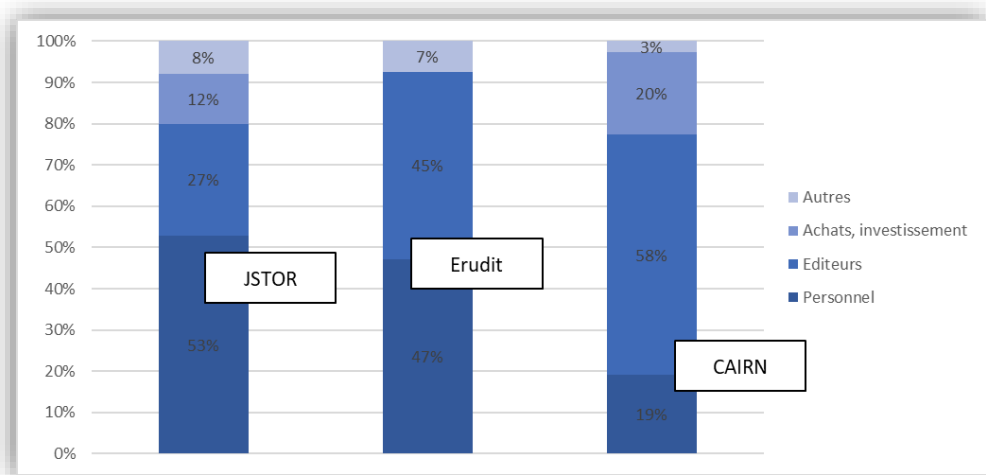
Les autres, Érudit, SciELO et OLH, ont moins de recettes et, surtout, moins ou pas (pour OLH) de revenus issus d'une vente de services.

Project MUSE et JSTOR semblent assez similaires. Dans un environnement fortement concurrentiel, ils proposent leurs produits et services dans le même segment de marché (portails agrégateurs de revues anglophones en SHS), avec un clair avantage pour JSTOR qui est mieux connu et mieux utilisé que MUSE qui a enregistré une baisse d'utilisation (d'après les derniers chiffres, l'usage repart à la hausse) et une diminution du nombre de partenariats (il y a quelques années, Project MUSE communiquait un chiffre de 250 éditeurs). Dans le monde des plateformes, ce n'est pas de bon augure pour un développement durable.

Comme agrégateur de revues qui appartiennent majoritairement aux SHS, SciELO se positionne proche de JSTOR et MUSE, mais dans une « niche » du fait de son ancrage géographique, culturel (Amérique Latine) et linguistique (portugais, espagnol), et de son modèle économique (open access). Néanmoins, son dynamisme, sa force d'attraction dans l'hémisphère Sud et ses projets d'évolution vers un SaaS font de SciELO un potentiel concurrent sinon un obstacle au développement des plateformes à caractère commercial tels que JSTOR ou MUSE.

## Comparaison des dépenses de JSTOR, Érudit et CAIRN

Nous avons rapproché les dépenses de trois plateformes : JSTOR, Érudit et CAIRN.

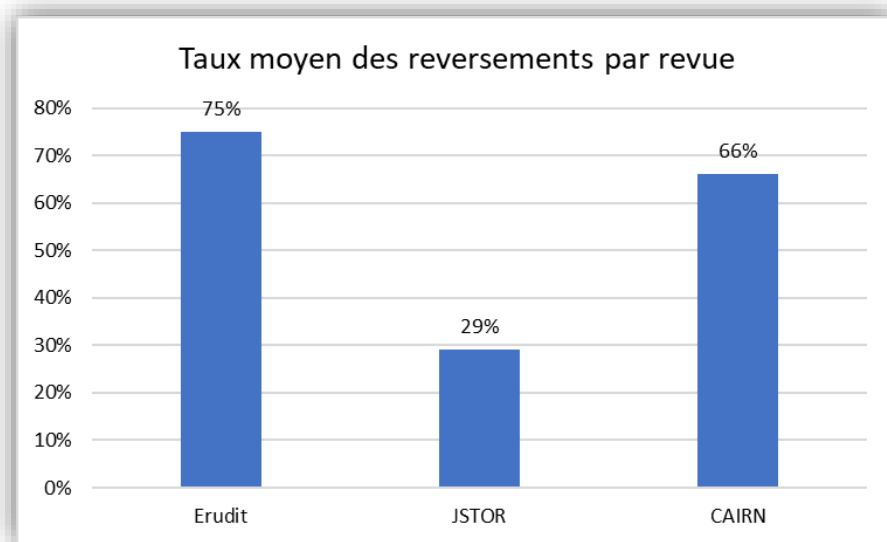


Sans les amortissements et avec toutes les précautions liées à la présentation hétérogène des résultats financiers, on voit qu'elles diffèrent surtout dans deux aspects :

- Les dépenses liées aux ressources humaines. Pour JSTOR (53%) et pour Érudit (47%), la part des salaires est plus de deux fois plus élevée que pour CAIRN (19%).

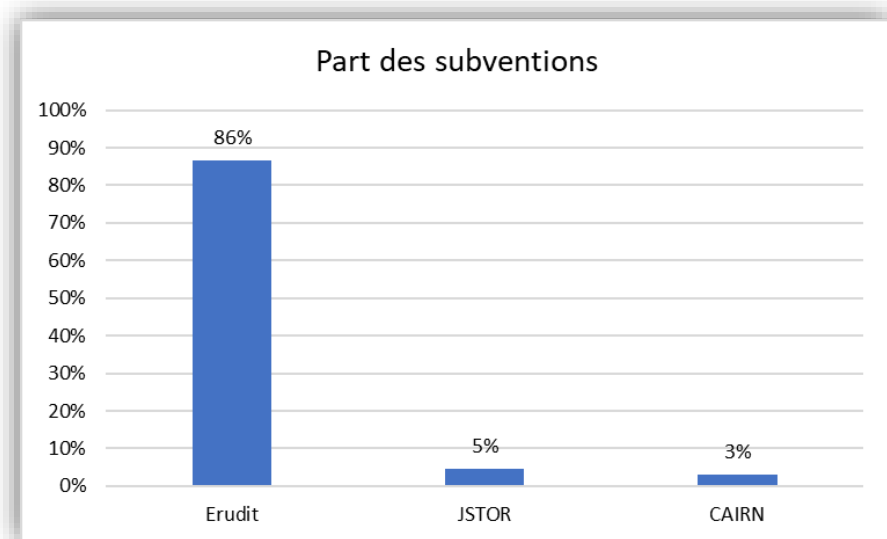
- Le reversement aux éditeurs est plus élevé pour CAIRN (58%) que pour Érudit (45%) et surtout pour JSTOR (27%). Il s'agit là du pourcentage relatif au bilan global.

Quand on compare le taux de reversement moyen par revue, la différence est bien plus significative : 29% pour JSTOR, 75% pour Érudit et 66% pour CAIRN. Mais tandis que CAIRN applique le même taux pour toutes les revues, JSTOR et Érudit fixent des taux variables, en fonction des revues et des éditeurs.



La part des autres dépenses – fonctionnement, promotion, achats et investissements, prestations externes – paraît comparable, autour de 20%, surtout si on tient compte que le bilan d'Érudit intègre les dépenses pour l'informatique dans les salaires.

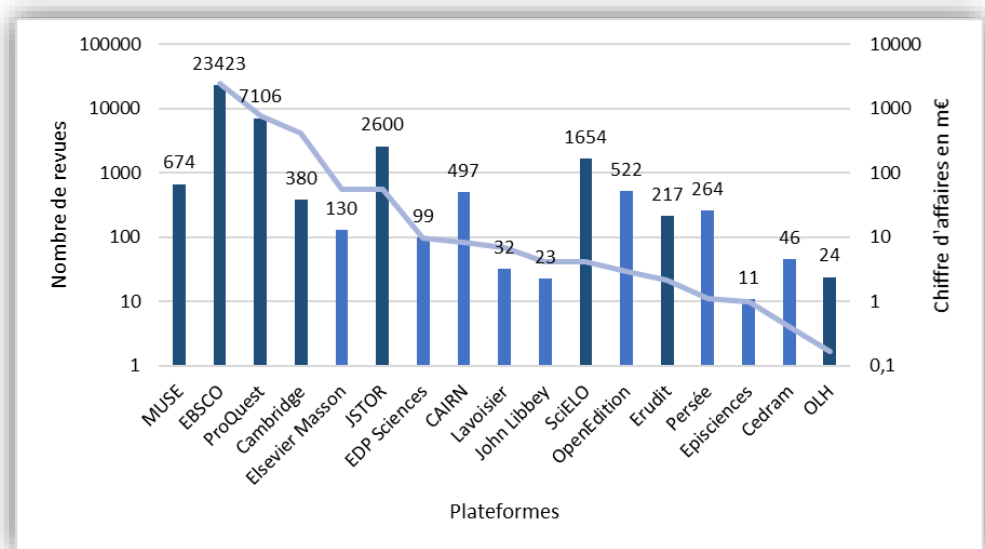
Quand on compare pour ces mêmes trois plateformes la part des subventions liées à des projets particuliers (pourcentage par rapport aux ventes), on voit une autre différence.



Pour Érudit, la part des subventions liées à la mise en ligne des revues canadiennes est élevée : 86% des recettes issues des partenariats avec les éditeurs et ventes. Pour JSTOR, les subventions correspondent à 5% des ventes. Il s'agit des versements de la fondation Andrew W. Mellon via ITHAKA, pour le développement de la plateforme.

Quant à CAIRN, il s'agit des versements directs et indirects du CFC (promotion), du CNL (numérisation) et versements dans le cadre du plan de soutien à l'édition scientifique française mis en place par le Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation et le Ministère de la culture (abaissement de la période d'embargo). Tout cela correspond à 3% des ventes, mais passera probablement à 6-7% à partir de 2019, avec l'augmentation de cette subvention du plan de soutien.

Pour finir, nous avons réalisé deux comparaisons entre les plateformes de revues françaises et étrangères. Dans un premier temps, nous avons classé les plateformes en fonction de leur chiffre d'affaires global (courbe en bleu clair, axe à droite), en ajoutant le nombre de revues diffusées (histogramme en bleu foncé, axe à gauche).



### Trois groupes de plateformes

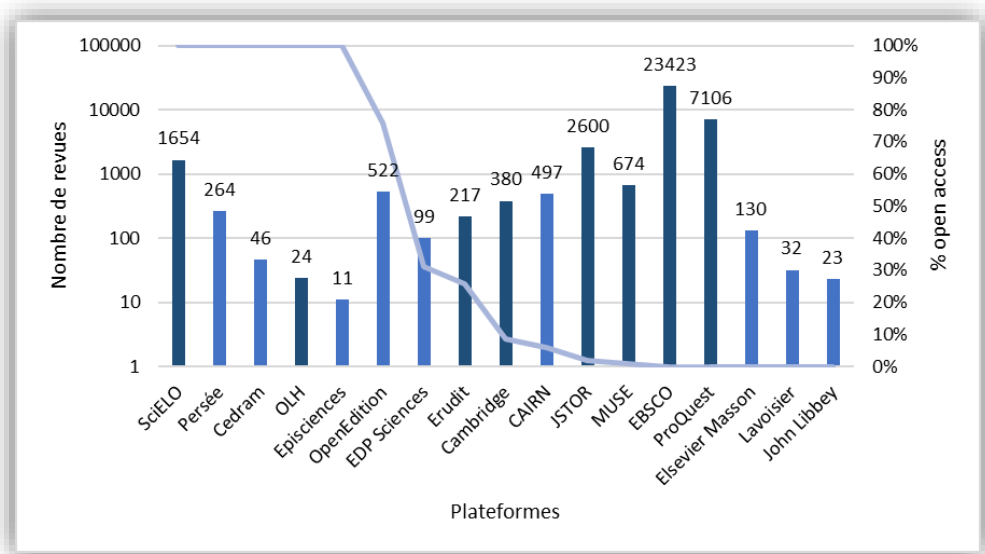
Financièrement et commercialement, il y a clairement trois groupes de plateformes :

- Les grandes plateformes en concurrence entre elles et avec d'autres producteurs de contenus (Springer Nature, Clarivate, Lexis Nexis...) sur le même secteur de marché (EBSCO, ProQuest, Elsevier avec Masson).
- Les plateformes de taille moyenne et avec des positionnements et stratégies divers, parfois concurrentiels (Cambridge, JSTOR, EDP Sciences, CAIRN, Lavoisier, John Libbey, SciELO, OpenEdition, Érudit).
- Puis quelques initiatives de moindre importance, en marge (Persée, Épisciences, Cedram, OLH).

Financièrement, les plateformes françaises occupent plutôt le milieu et le bas du tableau, à l'instar de SciELO et d'Érudit. Il en va de même pour la taille des collections : les plateformes françaises se trouvent loin derrière les trois grands agrégateurs EBSCO, ProQuest et JSTOR, mais aussi de SciELO.

Si on compare les plateformes du point de vue des revues en open access (courbe en bleu clair, axe à droite), on obtient un autre classement, avec trois groupes :

- 100% open access : Persée, Cedram et Épisciences se retrouvent entre SciELO et OLH.
- Partiellement open access : OpenEdition, EDP Sciences et CAIRN se retrouvent avec Érudit, Cambridge University Press et JSTOR (2% OA).
- Pas (ou presque pas) d'open access : les trois plateformes d'éditeurs commerciales Elsevier Masson, Lavoisier et John Libbey se retrouvent avec les grandes plateformes d'agrégation commerciales, EBSCO, ProQuest et MUSE (<1% OA).



Mais ceci ne tient pas compte des contenus « libérés » comme sur la plateforme de John Libbey qui ne contient actuellement aucune revue en open access, mais présente néanmoins 66% articles librement accessibles.

La trajectoire de MUSE paraît ici remarquable. MUSE est en train de passer d'un modèle de collection sans frais pour l'éditeur à un modèle d'hébergement, avec une cotisation annuelle et des frais de traitement où les frais pour les éditeurs couvrent les dépenses de MUSE, et où les éditeurs restent responsables du modèle d'affaires (abonnement ou open access). Cela pourrait permettre à MUSE de devenir à terme une plateforme avec davantage de contenus en libre accès, à l'instar d'Érudit ou de CAIRN.

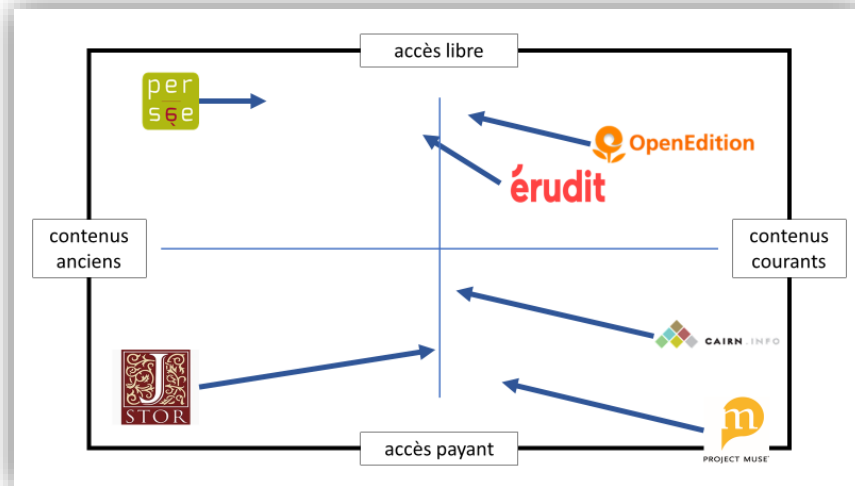
La mission initiale de JSTOR correspond à celle du projet Persée : numériser et diffuser en ligne les anciens numéros des revues SHS. Comme Persée, JSTOR a été confronté au fait que le nombre de ces collections est limité, d'où sa décision d'élargir l'offre par un accès aux publications courantes (aujourd'hui 200 revues correspondant à 8% de l'offre globale). La différence avec Persée est bien entendu le choix d'une diffusion sous forme d'abonnement à la plateforme. Ces revenus, avec la vente de la prestation de rétro-numérisation avec mise en ligne, correspondent à 88% des recettes de JSTOR.

Comparée à CAIRN, la plateforme JSTOR aura poursuivi une trajectoire opposée : tandis que CAIRN a commencé à diffuser des collections courantes, en ajoutant au fur



et à mesure les numéros plus anciens<sup>97</sup>, JSTOR passe d'une plateforme d'archives à une plateforme d'accès aux collection courantes, ce qui ne sera pas sans impact sur son modèle économique, ses licences et ses modes de production.

Le schéma suivant essaie de représenter ces évolutions.



## Des particularités

D'une manière plus générale, une particularité de ces plateformes, à deux exceptions près (SciELO et EBSCO), est leur adossement fort aux universités, soit à une université réputée (Princeton, Johns Hopkins, Cambridge, Birkbeck), soit à un consortium (Montréal avec Laval et Québec, consortium UMI à l'origine de ProQuest).

Une autre particularité est le rôle d'investissement privé et sur projet, via des fondations (dont la fondation Andrew W. Mellon), à l'origine du développement technique de plusieurs plateformes. Des fondations publiques jouent un rôle pour le développement d'Érudit et pour le fonctionnement de SciELO. Avec sa structure distribuée, SciELO a un modèle économique à part dont la durabilité n'est pas évidente, ni pour le fonctionnement (financement par des organismes brésiliens), ni pour les contributions nationales.

D'un point de vue marketing, on pourrait aussi comparer les plateformes selon la largeur et profondeur de leur offre :

- Largeur : à part des revues scientifiques, quels sont les autres ressources mises en ligne (magazines, livres...) ? Y a-t-il des offres de formation, de veille... ?
- Profondeur : par rapport aux revues scientifiques, y a-t-il les archives (backfiles), une vente d'articles à l'unité, les versions papier (à la demande ou sous abonnement), un accès aux numéros abonnés au-delà de la période d'abonnement, des outils de veille (alertes) ou d'analyse (TDM)... ?

Ces dimensions ne sont pas nécessairement liées à l'importance des collections ou du chiffre d'affaires. En revanche, la tendance globale est à la diversification de l'offre aussi bien en largeur qu'en profondeur, avec plusieurs facteurs-clés, dont la politique des établissements et organismes de recherche et des agences de financement, et

<sup>97</sup> Comme Érudit qui propose une prestation de numérisation d'archives par lots.

l'évolution technologique (intelligence artificielle...). La spécialisation reste l'exception et n'est pas nécessairement viable.

## Aspects techniques

---

### Workflow

Les plateformes de revues se sont développées autour du concept de l'hébergement, un terme assez passif, l'équivalent d'un entrepôt ou d'un centre de distribution. Au fil des ans, elles ont progressivement lié les divers flux de travail, de la soumission à la conservation et à la découverte après la publication.

Quelques exemples :

- Soumission
  - Les revues diffusées sur la plateforme Érudit bénéficient d'un accès à Open Journal System (OJS), un outil en ligne pour gérer le processus de soumission et de révision des articles.
  - OLH fonctionne avec le logiciel libre Janeway avec la possibilité d'intégrer des preprints en amont du workflow des revues, avec le potentiel de créer un entrepôt de preprints à l'instar d'arXiv ou de HAL.
- Conservation
  - MUSE assure l'archivage pérenne des collections sur sa plateforme via un partenariat avec LOCKSS (Stanford) et Portico (ITHAKA).
  - Érudit assure la préservation à long terme des fichiers produits en format XML, XHTML et PDF, ainsi que de leurs métadonnées sur Portico (ITHAKA).
- Découverte
  - La plateforme Érudit dispose d'un moteur de recherche intégré, avec des filtres (mots-clés, collections, années, auteurs, langues, types de publications, types d'articles).
  - La plateforme *Cambridge Core Share* permet aux auteurs et abonnés de générer des liens d'accès vers les articles de plus de 300 revues, pour une lecture gratuite de la version finale dans les réseaux académiques (partenariat avec ResearchGate), les médias sociaux et les archives institutionnelles.

### Services spécialisés

Plusieurs plateformes ont développé d'autres services spécialisés, complémentaires à l'offre de base :

- La plateforme Érudit dispose d'une interface bilingue (français et anglais) qui permet une évolution au niveau national (revues anglophones) et international.
- Les éditeurs de revues diffusées sur Érudit bénéficient d'un suivi personnalisé pour leurs activités liés à l'édition et à la diffusion numérique de leurs publications savantes.
- En partenariat avec Clarivate Analytics, SciELO produit des indicateurs bibliométriques pour la production scientifique des pays membres du réseau.

## Interface de programmation

Une caractéristique technologique clé des plateformes de revues sont les API ouvertes<sup>98</sup> car une partie de leur valeur réside de plus en plus dans leur interopérabilité. A savoir la capacité d'intégrer du contenu provenant de sources multiples, d'intégrer et de partager des données, d'ajouter des fonctionnalités et de permettre aux utilisateurs d'accéder à leur contenu depuis leur point de départ ou à un outil de flux de travail choisi.

Le déploiement d'API ouvertes permet aux plateformes de développer plus rapidement de nouveaux produits et services, de développer (et gérer plus facilement) des workflows internes, et de gérer plus facilement plusieurs périphériques.

Érudit est un exemple de cette approche. Son infrastructure repose sur des solutions développées en logiciel libre, son format est interopérable avec ceux de CAIRN et de Persée, et son API OAI pour le moissonnage est publique. Il s'agit d'un développement important mais ni particulièrement cher, ni difficile.

## Text and data mining et intelligence artificielle

Cependant, si les API sont importantes pour l'interopérabilité et le développement de nouveaux produits et services, elles permettent aussi le développement du TDM. Le dernier rapport STM cite notamment l'exemple du nouveau site de TDM lancé par Springer Nature en 2018 avec un certain nombre d'API ouvertes.

Le TDM est l'autre enjeu majeur de ces plateformes. Des exemples :

- JSTOR propose le *Text Analyzer* qui permet de chercher du contenu sur la plateforme à partir d'extraits d'autres documents, textes ou images. Le programme *Data for Research* permet aux usagers inscrits de constituer et d'extraire des échantillons et des jeux de données pour faire du TDM et de visualiser certains résultats.
- MUSE invite les usagers qui veulent faire du TDM « non-for-profit » à signer une licence spéciale TDM avec la plateforme.
- Érudit soutient différentes initiatives de chercheurs pour la création d'outils de TDM.
- SciELO propose un outil de TDM pour la création de métadonnées, le SciELO Suggester.
- Cambridge autorise le TDM des contenus de sa plateforme *Cambridge Core* pour des besoins scientifiques et sans but lucratif.

Il ne s'agit pas uniquement d'un enjeu technologique mais aussi (peut-être surtout) juridique (sous licence ?) et commercial (quel usage ? quel prix ?).

Pour les éditeurs et agrégateurs, l'intelligence artificielle devient intéressante pour trois raisons :

- La quantité de données et de contenus numériques exploitable par le TDM.
- La puissance informatique à bas prix.

---

<sup>98</sup> « Ouverte » signifie ici que la spécification est librement disponible et non le contenu.

- La performance des logiciels et algorithmes d'auto-apprentissage.

L'intelligence artificielle leur offre plusieurs opportunités :

1. Accroître l'efficacité de la production.
2. Soutenir de meilleures décisions éditoriales (par exemple la commande).
3. Améliorer l'efficacité des activités de marketing et de vente.
4. Améliorer la recherche et la découverte du contenu (y compris par l'enrichissement sémantique automatique).
5. Soutenir la personnalisation.
6. Améliorer la valeur des actifs de contenu.
7. Aider les éditeurs à mieux comprendre leurs utilisateurs.

Pour l'instant, les plateformes étudiées parlent du TDM essentiellement comme d'un service pour les chercheurs, donc par rapport aux points 4 et 5. Mais il ne faut surtout pas réduire le potentiel du TDM à l'outil de découverte et d'enrichissement du côté des usagers, mais voir aussi (et peut-être surtout) l'intérêt pour les éditeurs (sélection des contenus, production), pour les hébergeurs (connaissance de la demande et des usages), voire pour d'autres clients (informations scientométriques, analyse du marché de l'information scientifique...).

L'augmentation de la « valeur des actifs de contenu », l'exploitation des données et des métadonnées par des outils de plus en plus performants et « intelligents » trouve son expression technologique et commerciale dans la stratégie d'intégration d'Elsevier (avec Mendeley, Mendeley Data, Pure...), Clarivate Analytics (avec Converis) et Digital Science (avec Figshare, Dimensions, Symplectic et demain peut-être ResearchGate).

Ajoutons un commentaire récent sur le rapprochement entre Springer Nature et ResearchGate pour illustrer cette complexité d'enjeux technologiques et commerciaux : « (...) *que se passe-t-il vraiment sur le plan stratégique ? Springer Nature observe-t-elle les fuites de trafic vers des sites comme ResearchGate et cherche-t-elle comment expliquer cette utilisation afin de s'assurer que la valeur de ses licences de bibliothèque ne diminue pas ? Ou bien Springer Nature joue-t-elle vraiment un jeu d'intégration à plus long terme avec les réseaux de communications scientifiques, contrairement au choix d'Elsevier d'acheter simplement Mendeley et de l'intégrer dans ses services ? Selon une rumeur, Springer Nature pourrait un jour acheter ResearchGate. Mais, s'il le faisait, trouverait-il aussi difficile de positionner ResearchGate comme un espace communautaire neutre qu'Elsevier l'a trouvé avec sa Mendeley ? Springer Nature cherche-t-elle plutôt à faire de ResearchGate au fil du temps un site neutre - un 'supercontinent' - où tous les éditeurs peuvent placer leur contenu et bénéficier des avantages de l'énorme trafic de ResearchGate ?* »<sup>99</sup>

## Les revues françaises

Les huit plateformes étudiées comptabilisent un total de 36 065 revues (dont certains titres en double, d'autres suspendus ou arrêtés). Parmi ces revues, on compte 560

<sup>99</sup> <https://scholarlykitchen.sspnet.org/2019/03/01/springer-nature-syndicates-content-to-researchgate/>

revues françaises (dont quelques titres en double), ce qui représente 2% du contenu des plateformes, mais environ 40% des revues publiées en France.<sup>100</sup>

1 846 revues sur les plateformes ont des contenus en français (là aussi, il y a certainement des doublons). Outre les titres français, il s'agit de revues canadiennes, belges, suisses et autres. Ces revues représentent 0,5% du contenu des plateformes mais environ 70% des revues francophones.<sup>101</sup>

	Nb revues	dont France	en %
<i>EBSCO</i>	23423	399	2%
<i>ProQuest</i>	7106	91	1%
<i>JSTOR</i>	2600	67	3%
<i>MUSE</i>	674	1	0%
<i>Cambridge</i>	380	1	0%
<i>Erudit</i>	204	1	0%
<i>SciELO</i>	1654	0	0%
<i>OLH</i>	24	0	0%
<b>total</b>	<b>36065</b>	<b>560</b>	<b>2%</b>

Pratiquement toutes ces revues françaises se trouvent sur les trois plateformes commerciales, EBSCO, ProQuest et JSTOR, diffusées sous abonnement. On y trouve notamment :

- Elsevier Masson : 111 revues chez EBSCO
- EDP Sciences : 38 revues chez EBSCO, 14 chez ProQuest
- Lavoisier : 19 revues chez EBSCO, 28 chez ProQuest
- John Libbey : 10 revues chez EBSCO

Par ailleurs, Elsevier Masson semble être le seul éditeur français dont les revues sont également accessibles sur une autre plateforme d'agrégation commerciale, Ingenta Connect, avec les autres revues scientifiques d'Elsevier.

Aussi, un certain nombre de revues se retrouvent sur plusieurs plateformes d'agrégateurs :

- CAIRN : 87 des revues CAIRN se trouvent chez EBSCO, 53 chez JSTOR, 6 chez ProQuest et 1 chez Cambridge University Press.
- OpenEdition : 5 revues canadiennes sont publiées simultanément sur OpenEdition et Érudit. 5 revues se trouvent sur JSTOR.
- Persée : les métadonnées des revues de Persée sont moissonnées par Érudit. Une revue dont les archives se trouvent sur Persée est diffusée par ProQuest.

Pourquoi des revues françaises se trouvent-elles sur des plateformes internationales ? Il faut distinguer deux situations différentes, en fonction de qui a pris la décision :

1. **Le choix de l'éditeur.** Des éditeurs comme Elsevier Masson, EDP Sciences, Lavoisier ou John Libbey font appel aux services d'un prestataire comme EBSCO, ProQuest ou JSTOR pour la diffusion de leurs revues (toutes ou partie) à l'internationale, en

<sup>100</sup> 1 193 revues françaises dont 671 titres avec des articles uniquement en français et 990 titres avec une partie des articles en français (source : Ulrichsweb, mars 2019).

<sup>101</sup> 2 681 revues avec des contenus en français dont 840 titres avec des articles 100% en français (source : Ulrichsweb).

particulier aux Etats Unis mais aussi bien au-delà (cf. la clientèle mondiale de JSTOR). La stratégie de marketing vise à élargir le nombre d'abonnements institutionnels et particuliers et à augmenter le chiffre d'affaires, en passant par le réseau commercial, les contrats et la technologie du prestataire. Cette stratégie explique la diffusion simultanée de revues sur CAIRN et sur d'autres plateformes.

2. **Le choix de l'agrégateur.** Le partenariat entre Persée et Érudit correspond à une toute autre situation, à savoir une stratégie d'enrichissement par la plateforme Érudit et une stratégie d'accroissement de la visibilité, de l'impact et de l'usage par la plateforme Persée.

Si on met l'importance des contenus français (= articles en français) et surtout le nombre des revues françaises (= généralement en langue française mais pas toujours) au regard du positionnement des plateformes vis-à-vis de l'open access, on obtient de nouveau une cartographie assez éclatée, avec quatre catégories :

1. Des contenus français sans open access : EBSCO, ProQuest et JSTOR dans une moindre mesure.
2. Des contenus français (moins, surtout métadonnées) en open access : Érudit.
3. Peu de français, pas d'open access : Project MUSE.
4. Peu ou pas de français en open access : OLH, SciELO, Cambridge.



En résumé, l'intérêt pour une revue française d'établir un partenariat avec l'une des plateformes internationales est surtout lié à la diffusion par un agrégateur commercial avec une clientèle internationale et anglophone, mais ouvert à des revues non anglophones. Des services comme ceux de ProQuest et d'EBSCO proposent des contrats (licences) pour redistribuer certaines parties des portefeuilles de nombreux éditeurs à un plus large éventail d'institutions que ne le feraient les licences de nombreux ensembles de revues scientifiques directement par leurs éditeurs. Il s'agit donc avant tout d'EBSCO, de ProQuest, de JSTOR et (théoriquement) de MUSE.

L'intérêt des autres plateformes paraît limité, pour des raisons différentes :

- Cambridge. Il ne s'agit pas d'une plateforme d'agrégation mais d'une plateforme d'édition qui diffuse les revues de l'éditeur Cambridge University Press. Cependant, il y a quelques partenariats avec d'autres presses universitaires et sociétés savantes.
- OLH. Il s'agit d'une initiative avec des ressources limitées et sans modèle durable.
- SciELO. Le consortium se construit autour d'un organisme scientifique national, pays par pays. SciELO n'a pas de projet pour la France, et on voit mal quel organisme public pourrait devenir le membre français de consortium, avec une subvention publique conséquente.
- Érudit. Positionnée comme OpenEdition Journals, on voit mal l'intérêt d'une revue française d'aller sur cette plateforme, encore moins l'intérêt du consortium canadien de financer des revues françaises. En revanche, l'intérêt d'un partenariat de transfert de métadonnées (comme avec Persée) ou de rapprochement technique est évident, pour les raisons mentionnées plus haut.

Quant à l'intérêt général pour les éditeurs d'aller sur une ou plusieurs plateformes d'agrégation, citons une remarque de Roger C. Schonfeld d'ITHAKA. Pour lui, les modèles d'agrégation « *génèrent des revenus aux éditeurs, mais (...) ne suffisent généralement pas à remplacer les abonnements directs (...) Les agrégations représentent une source de revenus secondaire importante pour les éditeurs. Mais, étant donné les pressions concurrentielles entre éditeurs et agrégateurs (...), seuls les modèles d'agrégation les plus soigneusement équilibrés assurent une relation stable à long terme. Rarement, sinon jamais, dans le domaine de l'édition savante, ils n'ont atténué la nécessité pour l'éditeur de maintenir une plateforme et une activité de publication primaire.* »

Pour les éditeurs français, cela signifie que les plateformes d'agrégation internationales représentent une opportunité complémentaire plutôt qu'une alternative à leurs propres moyens de diffusion. Mais cette complémentarité a des limites, notamment quand un agrégateur comme EBSCO, en particulier, conclut des accords d'exclusivité avec les éditeurs.

## L'impact des plateformes en France

---

On pourrait poser la question de l'intérêt de ces plateformes pour les revues françaises d'une autre manière, sous l'aspect de l'impact (ou de la part de marché) de ces plateformes en France. Sans avoir accès aux statistiques de consultations des plateformes elles-mêmes (qu'elles refuseront de communiquer pour des raisons de confidentialité) ou aux statistiques des établissements de l'enseignement supérieur et de la recherche en France (ce qui ne faisait pas partie de l'étude), voici quelques éléments :

- EBSCO semble de loin le plus important fournisseur d'informations scientifiques sur le marché français, via notamment ses bases de données et ses outils de découverte et de gestion (ex. le portail BibCNRS). Cela étant, dans la « short-list » de pays importants sur la page d'accueil du portail d'EBSCO, on trouve les Etats Unis, le Canada, le Brésil, la Chine, l'Indochine, les Philippines, l'Australie, le Royaume Uni, l'Espagne et l'Allemagne, mais pas la France. Cela donne une idée

de l'importance relative du marché français dans la stratégie commerciale globale d'EBSCO.

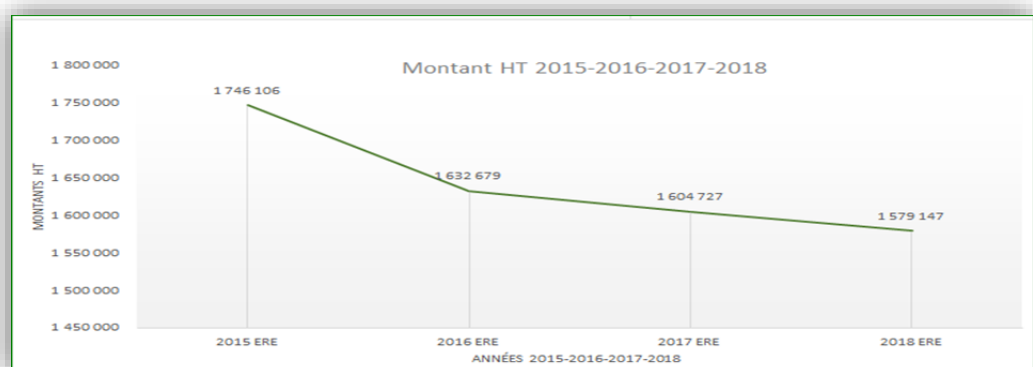
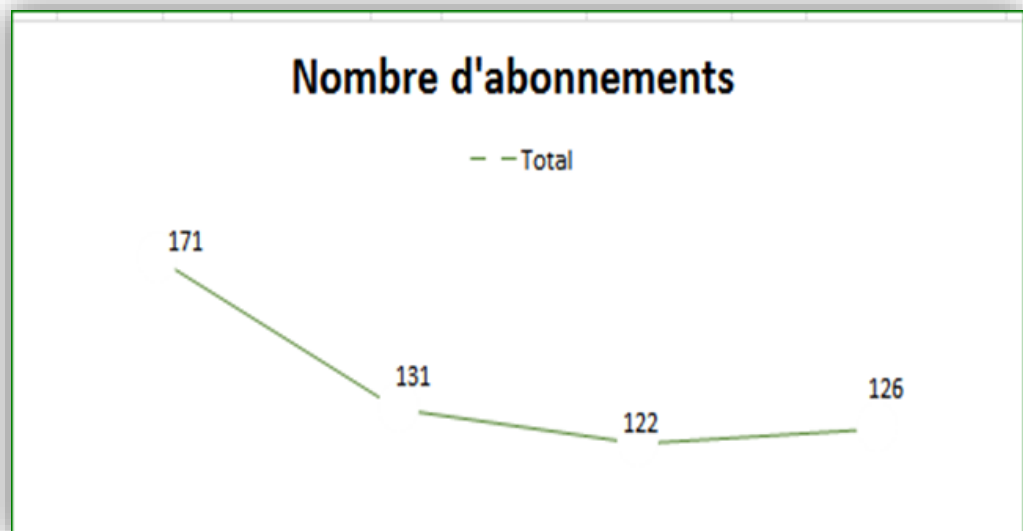
- MUSE, JSTOR et CAIRN se trouvent ensemble dans le portail BibCNRS pour les chercheurs de l'INSHS. Il serait donc tout à fait possible de comparer leur audience et impact relatif en termes d'usage, à partir de plusieurs indicateurs (part de consultation, coût moyen de consultation, pourcentage des titres interrogés, les titres les plus demandés...). Une telle analyse donnerait une idée de la concurrence et de la complémentarité réelle de ces plateformes, face à la demande des communautés scientifiques.

Voici quelques éléments d'information sur les abonnements 2018 via Couperin<sup>102</sup>.

## EBSCO

126 abonnements institutionnels dont 17 aux livres numériques sur EbscoHost.

CA en 2018 : 1 579 147 € HT



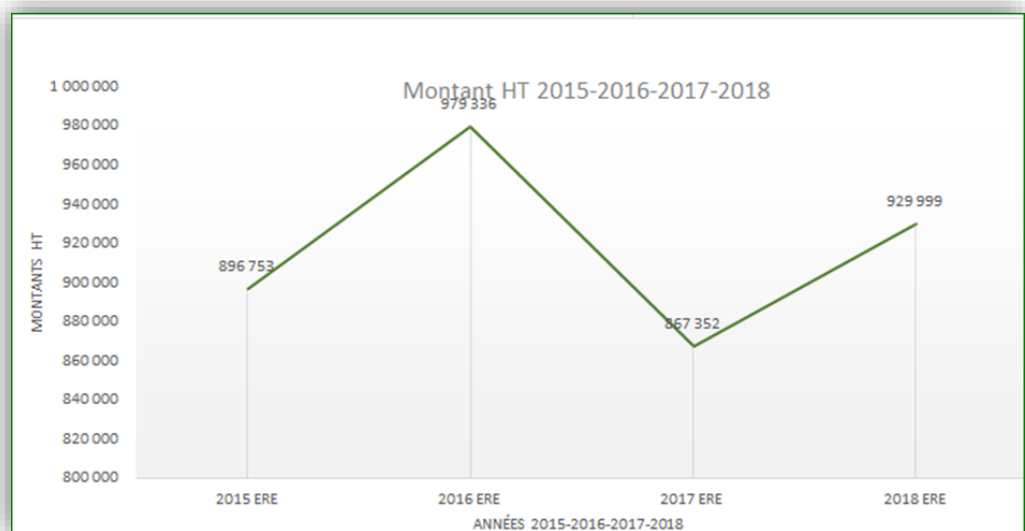
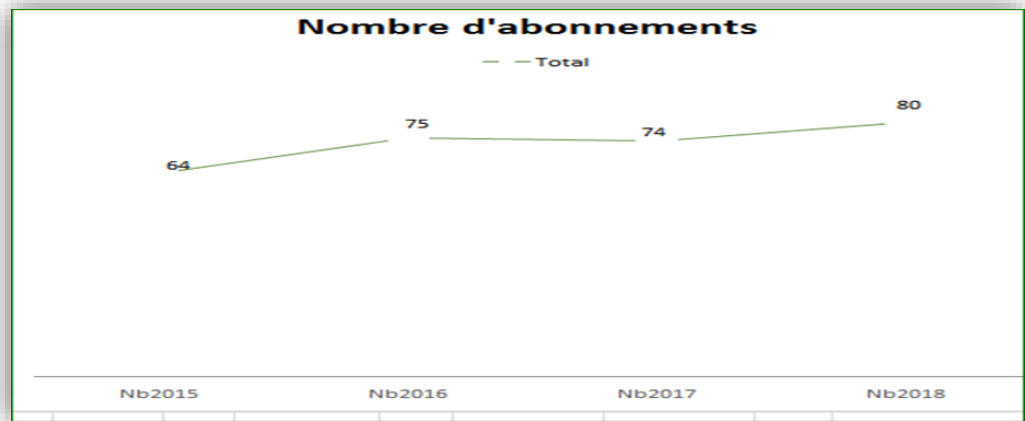
<sup>102</sup> Informations fournies par Jérôme Kalfon, Couperin, le 8 octobre 2019



## ProQuest

80 abonnements institutionnels dont 6 à la collection Ebook Central.

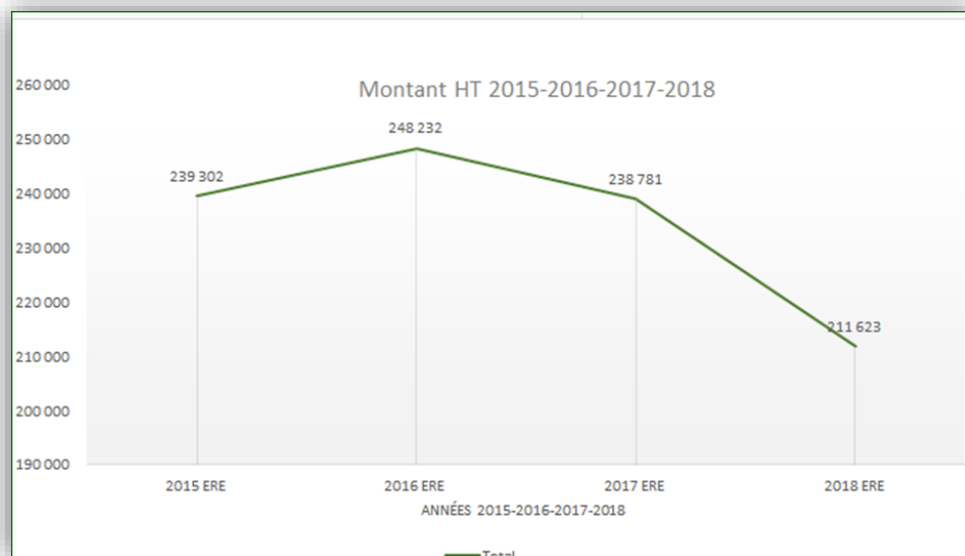
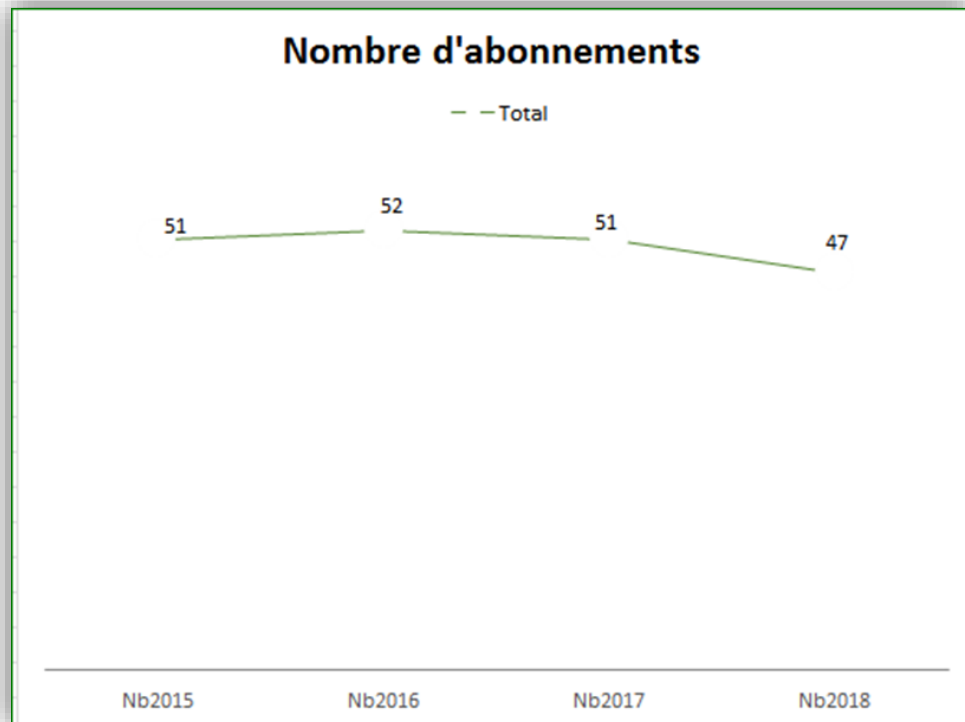
CA en 2018 : 929 999 € HT



## Cambridge University Press

47 abonnements institutionnels dont 43 aux revues et 4 aux livres numériques.

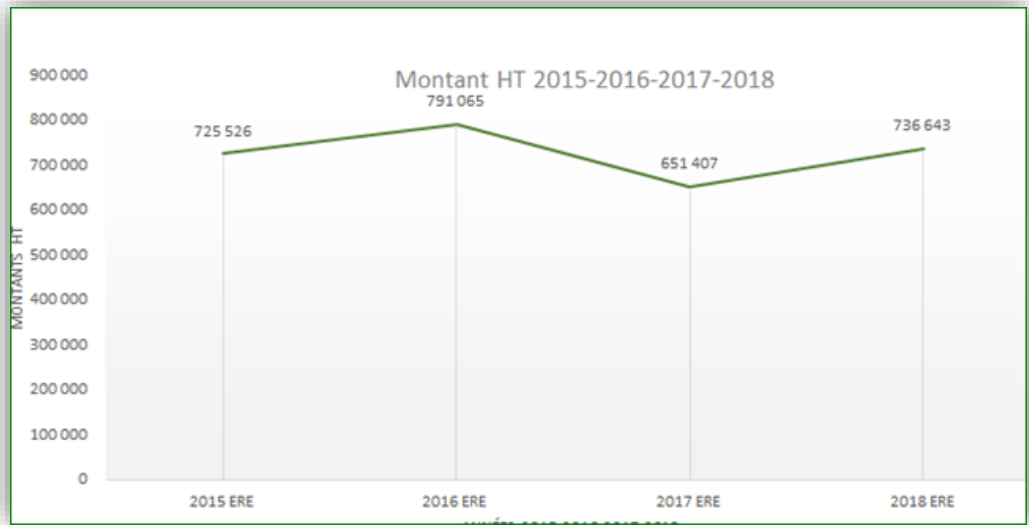
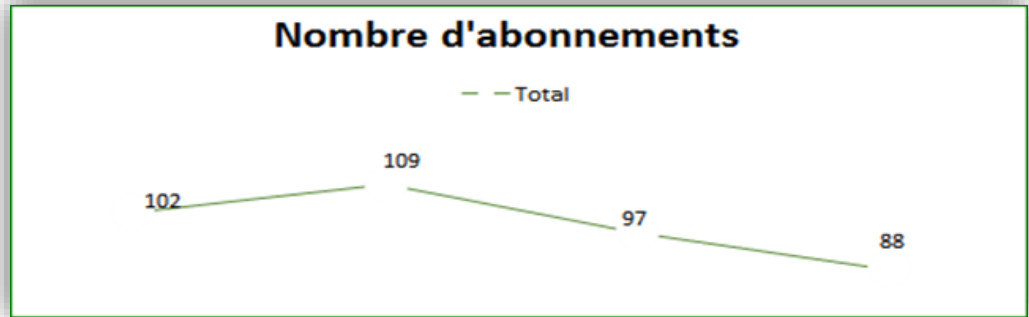
CA en 2018 : 211 623 € HT



## JSTOR

88 abonnements institutionnels dont 81 aux archives (collections fermées) et 7 aux collections vivantes (current journals).

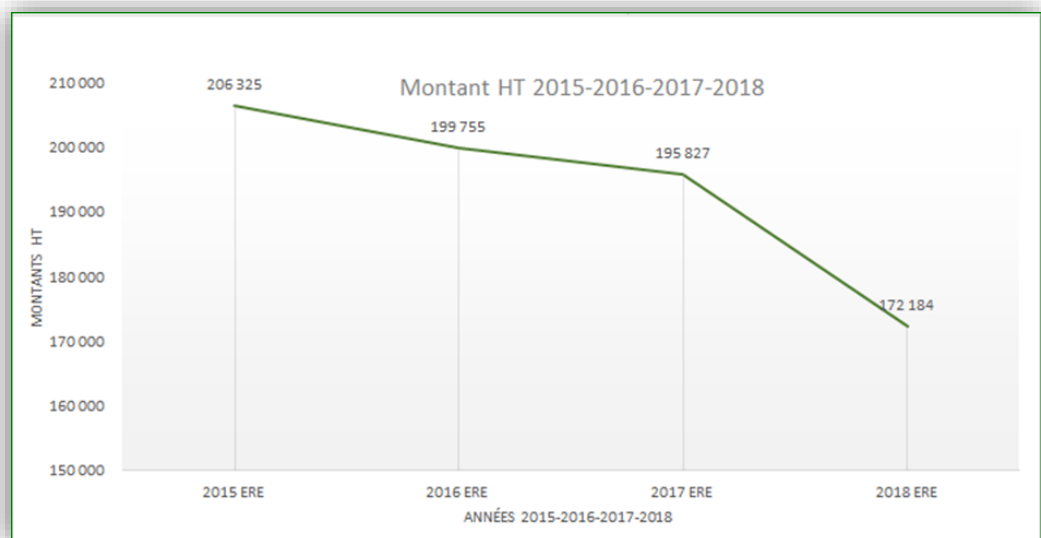
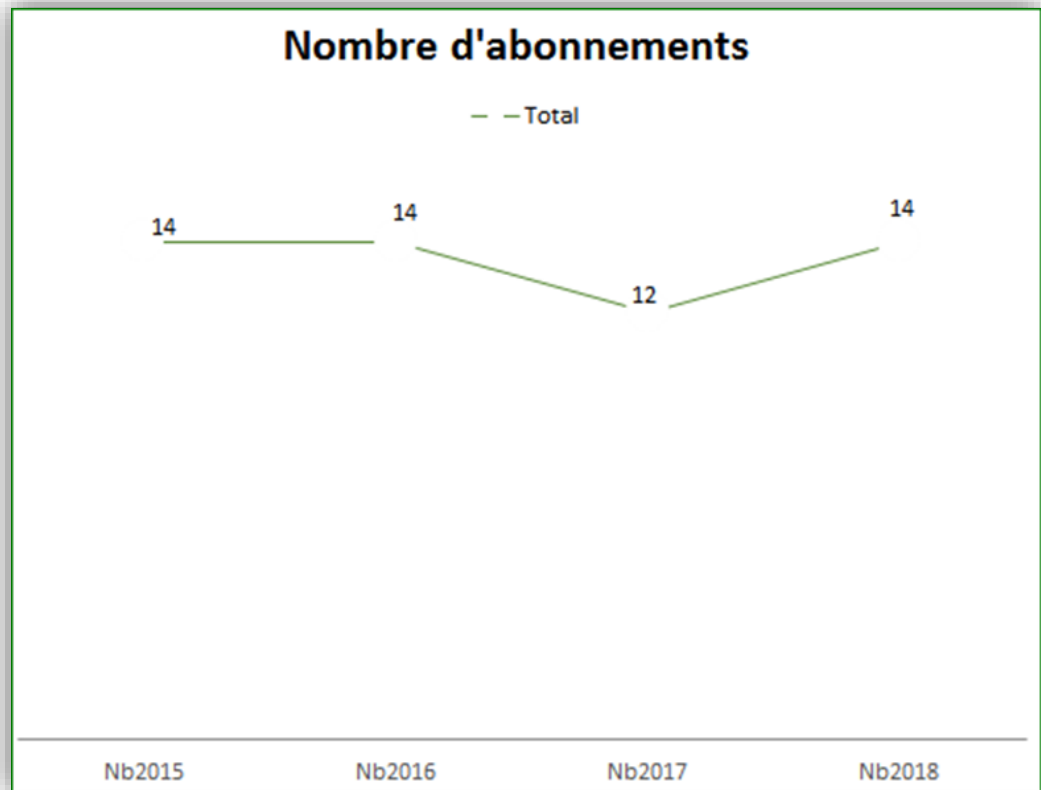
CA en 2018 : 736 643 € HT



### Project MUSE

14 abonnements institutionnels.

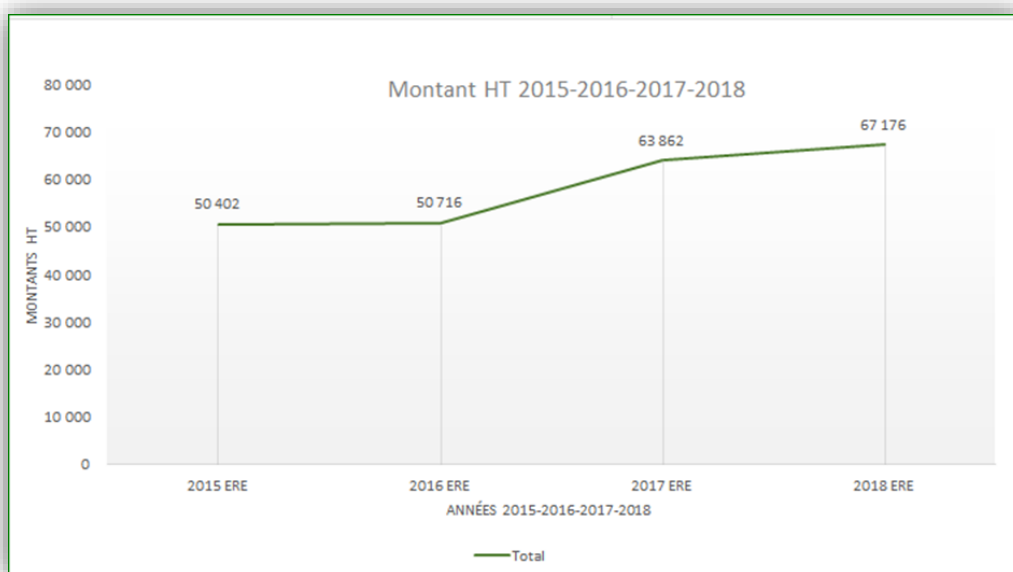
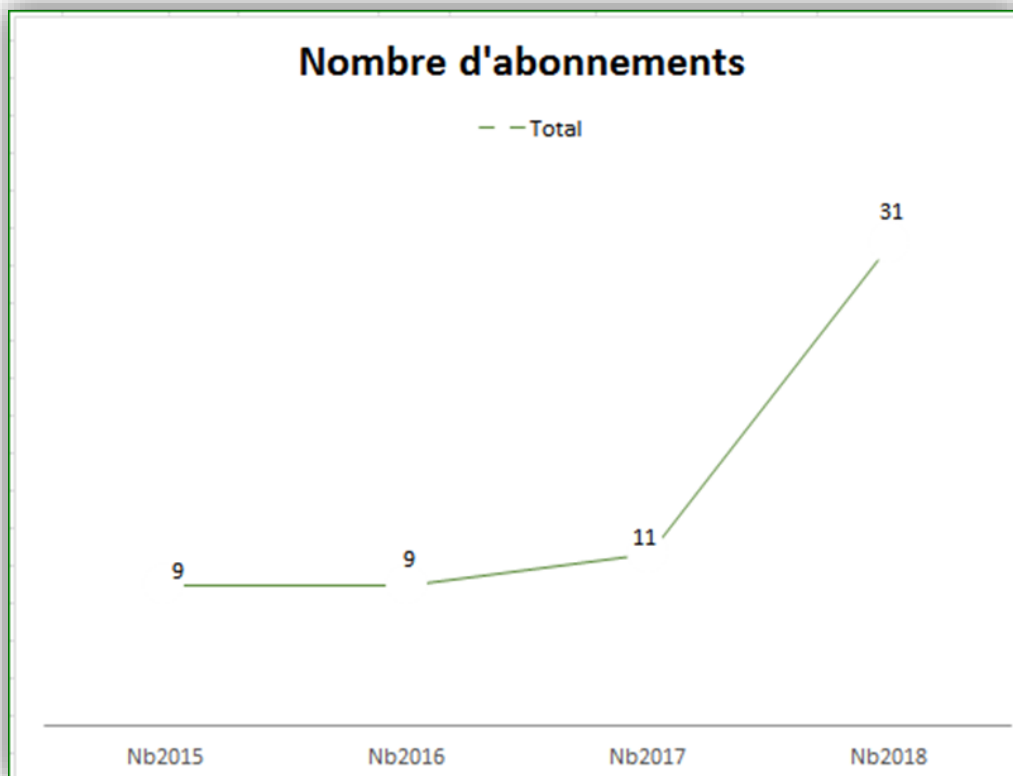
CA en 2018 : 172 184 € HT



## Érudit

35 abonnements institutionnels (incohérence avec schéma).

CA en 2018 : 67 176 € HT



## L'ÉVOLUTION DES MODELES D'AFFAIRES

### Des modèles qui diffèrent largement

Les modèles d'affaires des huit plateformes du panel diffèrent largement. Le tableau suivant indique les principales sources de revenus pour chaque plateforme.

	<b>Editeurs</b>	<b>Auteurs</b>	<b>Abonnements</b>	<b>Autres</b>
<b>EBSCO</b>	?		oui	
<b>ProQuest</b>	?		oui	
<b>Cambridge</b>	?	(APC)	partiellement	
<b>JSTOR</b>	oui		partiellement	projets
<b>MUSE</b>	oui		oui	projets
<b>Erudit</b>	prestations		partiellement	consortium, projets
<b>SciELO</b>	prestations		(peu)	organismes
<b>OLH</b>	non		non	consortium, projets, établissement

Cependant, ce tableau ne saisit pas le caractère dynamique ou fluctuant de ces sources. Aucun de ces modèles n'est stable, chacun évolue sur une trajectoire qui dépend du choix stratégique des agrégateurs et éditeurs, mais aussi d'autres facteurs. D'une manière générale, la tendance va vers l'open access, même s'il y a d'exemples d'un « backflipping » dans l'autre sens.

Voici quatre raisons qui expliquent l'évolution des modèles d'affaires :

- L'opportunité de nouvelles sources de chiffre d'affaires ou d'autres recettes.
- La recherche d'une réduction des coûts de production et de diffusion.
- L'évolution des politiques scientifiques de la Commission européenne, des Etats et des organismes et établissements.
- L'évolution des critères des agences de financement.

Depuis l'automne 2018, c'est surtout ce dernier facteur qui fait bouger les choses. Avec le Plan S, plusieurs agences et organismes de financement de la recherche souhaitent rendre obligatoire après une période de transition courte (2021), la publication dans :

- Des revues de qualité 100% OA, le cas échéant avec des APCs transparents et raisonnables.
- Des archives OA sans embargo.
- Des revues hybrides seulement s'il existe un engagement contractuel de transformation vers 100% OA.

Même si l'impact réel et immédiat du Plan S a été évalué globalement peu significatif (seulement 6% des articles seraient impactés<sup>103</sup>), ses critères ont amené les éditeurs et leurs prestataires (agrégateurs) à se positionner et à imaginer des scénarios techniques, commerciaux et économiques en compatibilité avec le Plan S.

Sont concernés avant tout les petits et moyens éditeurs, notamment les sociétés savantes, les éditions institutionnelles et les structures associatives qui n'ont pas les moyens (capacité d'investissement, compétences techniques, ressources humaines et informatiques) pour une transition rapide.

Nous présentons dans les trois chapitres suivants une synthèse de propositions et de pistes de modèles économiques pour développer l'open access, pour réduire des coûts et, finalement, pour être compatible avec le Plan S<sup>104</sup>.

## Développement de l'open access

- **Open Library of Humanities (OLH).** Modèle porté par un consortium de bibliothèques avec une subvention sur projet (fondation privée), une subvention institutionnelle « cachée », non déclarée (postes, infrastructure) et, partiellement, avec l'externalisation de la production (soutien de plusieurs revues publiées par des éditeurs).
- **University of California Press (Collabra).** Subvention institutionnelle et de sociétés savantes, plus APC. Les APCs sont partiellement reversés à un fonds de recherche de la communauté scientifique de la revue en question.
- **Pittsburgh University Library epublishing.** Subvention institutionnelle d'un programme d'édition par l'université. Infrastructure et gestion par la BU, avec leurs ressources propres (système d'information, postes).
- **PLoS One.** Modèle d'une mégarevue. Financement par APC. Taux d'acceptation plus élevé (peer review rapide et moins sélective), périmètre plus large et inclusif. Le modèle trouve un écho auprès de certains grands éditeurs qui orientent des manuscrits refusés par des revues sélectives (de prestige) vers une mégarevue en libre accès sur leur propre plateforme (avec APC).
- **Radical free, open journals.** L'Université Queen's de Belfast accueille la revue en question gratuitement depuis 2010 et les rédacteurs en chef donnent de leur temps (temps personnel et/ou temps recherche) sans rémunération. L'aide financière offerte par leur société savante (BILETA) sert à payer des honoraires à l'éditeur technique qui aide à la mise en forme des articles en versions HTML et PDF.<sup>105</sup> Un mix d'auto-exploitation militante (comme dans les associations) et de subventionnement institutionnel « caché ».

<sup>103</sup> Quaderi, N. et al. (2019). *The Plan S footprint: Implications for the scholarly publishing landscape*. Clarivate Analytics.

<sup>104</sup> Parmi les sources exploitées : Wise, A. et Estelle, L. (2019). *Towards transition strategies and business models for society publishers who wish to accelerate open access and plan S*. Winchester : Information Power. HighWire Whitepaper (2019). *Plan S : the options for publishers*. Los Gatos, CA : HighWire Press. Brems, B. et al. (2018). *Democratizing Academic Journals*. Whitepaper. Chicago : Scholastica. Green, T. (2019). Is open access affordable ? *Learned Publishing* 23(1) :13-25.

<sup>105</sup> Maharg, P., Nair, A. and Easton, C., 2018. 'The most audacious and specific plan for knowledge, freedom and a better world': developing radical pathways to free, open journals. *European Journal of Law and Technology*, 9 (1) <http://irep.ntu.ac.uk/id/eprint/33888/>

- **Fail fast (two-step publishing).** Toby Green de l'OCDE propose un modèle basé sur le dépôt de préprints sur un serveur qui sert en même temps de diffusion et, à partir de l'usage des préprints, d'entrée de workflow pour sélectionner de manuscrits pour une revue (cf. note 98). Le système d'OLH paraît compatible avec ce modèle. L'idée est de sélectionner les 50% de préprints les plus consultés pour les soumettre à une sélection classique (peer review) et d'en publier environ la moitié.
- **APC.** Faire payer aux auteurs la publication en libre accès.
- **Prepay model.** L'institution paie un montant fixe pour un nombre négocié d'articles en libre accès. Cela se fait par exemple sur la base d'un programme de « membership » (Hindawi, Springer, BMC, Royal Society).
- **Revue hybrides.** Un cas particulier du modèle APC. La revue est accessible sous abonnement, mais une partie des articles est librement accessible à la demande des auteurs, avec APCs. Financement par abonnements et APCs. Le Plan S est opposé à ce modèle mais autorise une période de transition si ces revues font l'objet d'un engagement contractuel de devenir 100% OA (« flipping »).
- **Submission payments.** Faire payer la publication en libre accès pour chaque manuscrit avant l'évaluation, pas uniquement pour les articles acceptés. Il paraît que ce modèle fonctionne pour quelques revues réputées, avec une communauté scientifique soudée. Cela peut aussi fonctionner si les manuscrits refusés sont orientés vers d'autres revues moins sélectives du même éditeur.
- **Mirror journals (ou « journal splitting »).** Plusieurs éditeurs ont commencé à « dupliquer » des revues traditionnelles et réputées, avec le même workflow éditorial, pour pouvoir publier certains articles en libre accès, dans une revue 100% OA et non hybride. Financement par APCs et, pour la partie workflow, par les recettes liées aux abonnements à la revue « originale ». Le Plan S est opposé à ce modèle.
- **Transformation « chorégraphiée ».** Il s'agit d'initiatives collectives et concertées pour rediriger des budgets d'abonnements vers le libre accès, sur le modèle de SCOAP<sup>3</sup>. Il s'agit d'une démarche lourde et compliquée, avec des sommes importantes, impliquant éditeurs, agrégateurs, bibliothèques, établissements, sociétés savantes... Et il faut un organisme pilote pour coordonner l'initiative.
- **« Subscribe to open ».** Un modèle lancé par l'éditeur des *Annual Reviews* aux Etats Unis. L'éditeur invite les bibliothèques à continuer de payer l'abonnement à une revue même si son contenu passe en libre accès, avec une baisse de 5%. Si toutes les BU acceptent de jouer le jeu, le contenu est mis librement en ligne, y compris pour les anciens numéros. Sinon (aussi à l'avenir, si les BU arrêtent leurs abonnements), l'éditeur referme les accès. On peut rapprocher cette initiative (qui fonctionne pour l'instant avec une revue, avec beaucoup de succès, et qui serait étendue à 5 titres en 2020) au modèle d'OLH, sur une base plus durable.
- **Plateformes ouvertes.** F1000 et Emerald Open Research sont deux exemples innovateurs. Il s'agit de services hébergés, avec une tarification flexible, y compris pour des APC, avec une séparation claire entre mise en ligne (accessibilité) et services éditoriaux à valeur ajoutée (évaluation...). Ce modèle peut inclure des épirevues.



## Réduction des coûts

- **Close or combine.** Une manière de réduire des coûts est tout simplement arrêter l'édition d'une revue, ou bien de fusionner deux ou plusieurs revues. C'est une option pour un éditeur aussi bien que pour plusieurs maisons d'édition.
- **Infrastructure coopérative.** Créer ou rejoindre un environnement partagé et ouvert, à l'instar de la Collaborative Knowledge Foundation (CoKo) ou du Public Knowledge Project (PKP) avec le logiciel libre Open Journal System (OJS). Le modèle d'une infrastructure partagée mise à disposition par la DSI de l'Université de Zagreb aux éditeurs croates (projet HRCAK) semble aller dans le même sens. HRCAK serait en fait une sorte d'archive nationale pour les articles scientifiques. Une autre initiative est le portail mis à disposition par la bibliothèque nationale de Finlande pour la diffusion des revues scientifique (Kotilava).
- **Lancer une nouvelle revue.** Le lancement d'un nouveau titre 100% open access peut être une solution dans la mesure où (si) ce lancement est largement subventionné par une institution ou un organisme.
- **Online only.** Passer d'une édition mixte papier/électronique à une publication 100% électronique, en ligne.
- **Simplifier.** Un éditeur ou un agrégateur peut réduire des coûts en simplifiant la complexité systémique de la production par la normalisation et l'abandon des processus trop spécifiques et par la coopération avec d'autres acteurs, par exemple pour la conservation à long terme (CLOCKSS ou autre).
- **Outsourcing.** Externaliser une partie ou l'ensemble de la production et de la diffusion d'une revue. Parmi les partenaires/prestataires potentiels, les presses universitaires, d'autres structures éditoriales, des éditeurs 100% OA, certains éditeurs commerciaux qui acceptent des modèles « mixtes ». L'agrégation est une forme d'externalisation. Project MUSE correspond à ce cas de figure.

Concernant les plateformes, il y a deux principales options :

- « Certains petits éditeurs (...) publient par l'entremise d'un éditeur plus important (Wiley, Elsevier, Springer Nature, Oxford et Cambridge...). Dans ces cas, les prix, le marketing et les ventes sont généralement pris en charge par le fournisseur de services. Les petits éditeurs externalisent généralement une grande partie des aspects commerciaux, en conservant la composante éditoriale et en tirant des revenus de l'opération. »
- Pour « aider les petits éditeurs scientifiques à conserver leur indépendance (...), quelques sociétés (...) ont créé des alternatives, notamment Ingenta et Highwire Press (...) chaque éditeur ayant un site de marque sur une infrastructure commune. Aujourd'hui, de nombreux éditeurs passent des contrats avec des fournisseurs, dont Wiley's Atypon et SilverChair, un groupe privé, pour fournir la technologie nécessaire à leurs sites de distribution. Libero est un exemple d'un effort open source visant à fournir des types similaires d'hébergement et de distribution de contenu (...) »<sup>106</sup>.

<sup>106</sup> Roger C. Schonfeld (2019). Will Publishers Have Platforms? *Scholarly Kitchen*, 27 February 2019  
<https://scholarlykitchen.sspnet.org/2019/02/27/will-publishers-have-platforms/>

Ces infrastructures communes (plateformes) permettent de répartir les coûts de développement. Qu'elles soient sur le cloud ou hébergées localement, elles permettent à l'éditeur de garder le contrôle de son activité commerciale - prix, image de marque et ventes - et le contrôle éditorial.

## Compatibilité avec le Plan S

---

- **Read and publish.** Il s'agit d'une licence où le montant du chiffre d'affaires (surtout abonnements, parfois aussi APCs) est garanti. En contrepartie, les chercheurs de l'institution (ou consortium) peuvent publier en OA sans payer des APCs. Parfois le nombre d'articles OA sans APC est limité. La plupart des licences récentes aux Pays Bas, en Suède ou au Royaume Uni correspondent à ce modèle.
- **Publish and read.** Il s'agit d'une licence qui fixe un montant global d'APC pour que les chercheurs de l'institution (ou consortium) puissent publier en OA. En contrepartie, ils ont accès à l'ensemble des revues concernées, OA ou pas. La licence DEAL avec Wiley en est un exemple.
- **California Digital Library pilot.** Une variante du modèle **Publish and read**. Il s'agit d'un contrat qui engage aussi bien les BU que les chercheurs. Le consortium des BU paie un montant global destiné à faire baisser le niveau d'APC pour les chercheurs qui veulent publier en OA, avec des budgets liés aux projets scientifiques.
- **Prestations de services supplémentaires.** Il s'agit de proposer aux auteurs et à leurs institutions des services supplémentaires non couverts par les prestations couvertes par les APCs. L'option permet de limiter le montant des APCs tout en assurant les services requis par le Plan S et d'offrir d'autres services tout en générant de nouvelles recettes. Il s'agit en réalité d'un premier pas vers un nouveau modèle de marketing des services d'un éditeur.
- **Lien avec des archives ouvertes.** Dépôt dans une archive ouverte à partir de la plateforme de revues et accès aux préprints à partir de liens sur la plateforme de revue. Financement via les abonnements (licences...). Ce modèle peut inclure la création d'une archive ouverte (ou preprint server) par l'éditeur ou un partenariat avec une archive particulière.

D'après Alicia Wise d'Information Power, les sociétés savantes n'ont pas toujours pris conscience des enjeux et se sentent dépassées. Aussi, elles réagissent rarement à un niveau consortial. Certaines sociétés s'intéressent aux épirevues, mais leur préférence, en ce qui concerne les modèles de transition, va clairement dans le sens des « licences transformatives » (read and publish, publish and read). Information Power travaille actuellement avec deux groupes d'éditeurs américains et anglais à une sorte de licence type ou de référence pour ces éditeurs.

Un autre problème évoqué est l'absence de reconnaissance de l'investissement éditorial « gratuit » des chercheurs. D'après l'étude de HighWire Press, les petits et moyens éditeurs préfèrent de loin le dépôt des préprints ou des versions acceptées dans des archives ouvertes (institutionnelles) à un changement de leur propre modèle. Le cas échéant, ils envisageraient d'orienter les manuscrits d'un « auteur Plan S » vers une revue OA.

Certains éditeurs regrettent davantage de réglementation, d'autres critiquent l'intervention directe de plusieurs fondations privées (Wellcome, Gates, Hughes) dans le domaine de l'édition et de la recherche publique. Quant aux APCs, d'après une étude récente, ce modèle n'a aucun impact sur la compétition (concurrence) et les prix du marché des revues.<sup>107</sup>

Sans lien direct avec le développement du libre accès ou avec le Plan S, d'autres approches permettent de développer les recettes :

- **Publicité.** Notamment dans le domaine médical.
- **Crowd-funding.** Déjà évoqué dans le cadre du modèle mixte d'OLH. Mais le principe d'un financement participatif n'est pas conditionné par un projet OA ou par un consortium de bibliothèques. Dans le cadre de l'étude d'Information Power, ce modèle est évoqué surtout pour des sociétés savantes (associations) qui tiennent à la revue « communautaire ».
- **Donations, subventions.** Là aussi, il s'agit souvent d'une option pour des structures de recherche (société savante, association...), en tout cas, pour des acteurs sans but lucratif et souvent pour une revue en libre accès.
- **Freemium.** Le modèle d'OpenEdition. Le service de base (prestation cœur) est gratuit, d'autres prestations (complémentaires) sont payantes.
- **Syndication.** Création d'un écosystème autour de la publication de contenus sur plusieurs plateformes.

Ces modèles, initiatives et projets ne sont pas applicables à toutes les situations ni à tous les acteurs. Les études anglaises préconisent que les sociétés savantes devraient ouvrir des discussions avec d'autres éditeurs ayant des intérêts similaires, tant au Royaume-Uni qu'à l'échelle internationale, afin de déterminer si la mise en commun des ressources pourrait permettre la création d'un modèle de publication universitaire à faible coût, durable, en ligne et sans but lucratif.

Roger C. Schonfeld d'ITHAKA pense que « *la syndication peut offrir une alternative viable. Contrairement à l'agrégation, la syndication implique une séparation claire entre l'hébergement et la fourniture d'accès, d'une part, et les considérations commerciales telles que les prix et les ventes, d'autre part. Par le biais de la syndication, l'éditeur principal peut continuer à fixer ses propres prix au niveau d'un titre ou d'un regroupement. Il transmet des informations sur les droits qui en résultent aux centres de contenu interéditeurs (...) Ces carrefours interéditeurs permettraient l'accès au contenu à toute personne ayant un droit approprié. Grâce à l'enregistrement distribué de l'utilisation, l'information sur l'utilisation serait transmise des centres interéditeurs aux principaux éditeurs, pour les aider dans leurs relations avec les auteurs et le marketing, ainsi que dans le marketing, les prix et les ventes des bibliothèques. La syndication est une stratégie qui permet aux éditeurs de conserver au moins un certain degré de contrôle de leur contenu - et de l'information sur son utilisation - dans un environnement de libre accès, en fournissant des moyens légitimes ou privilégiés pour sa distribution.* »

---

<sup>107</sup> Pollock, D. and Michael, A. (2019), Open access mythbusting: Testing two prevailing assumptions about the effects of open access adoption. *Learned Publishing*, 32: 7-12. doi:10.1002/leap.1209

Cependant, il évoque également des inconvénients potentiels à la syndication du point de vue de l'éditeur dont « *la perte des données détaillées sur l'utilisation qui sont nécessaires pour encourager les services d'analyse. Un autre (inconvénient potentiel) est l'impossibilité de s'engager profondément, bien au-delà des publications, avec des chercheurs dans un domaine donné, qui sont généralement membres de la ou des société(s) clés dans ce domaine.* »<sup>108</sup>

---

<sup>108</sup> Will Publishers Have Platforms? *Scholarly Kitchen*, 27 February 2019 cf. <https://scholarlykitchen.sspnet.org/2019/02/27/will-publishers-have-platforms/>

## CONCLUSION

L'étude comparative avait deux objectifs : décrire les principales caractéristiques d'un panel de plateformes de revues étrangères, et analyser leur potentiel concurrentiel et leur complémentarité avec les acteurs français.

Le premier constat est celui d'une grande diversité de modèles d'affaires, d'offres de services et de contenus. Cependant, malgré cette diversité les plateformes ont ceci en commun qu'elles cherchent à s'adapter aux changements en cours - politiques, juridiques, technologiques et organisationnels - du paysage des organismes, des établissements et des agences de recherche, faisant preuve d'innovation technologique et commerciale pour faire face aux défis de la science ouverte, et mettant en place des stratégies de marketing pour développer leurs chiffres d'affaires, leurs activités et leurs clientèles.

Comme indiqué plus haut, certaines plateformes sont en concurrence directe, d'autres se développent sur des segments différents du marché de l'IST, les unes avec une offre plutôt destinée aux bibliothèques, les autres s'adressant directement aux chercheurs et à leurs organismes de tutelle. Toutes, cependant, fidèles aux principes de l'économie biface des plateformes, proposent des services aux éditeurs. Aussi, à des degrés très différents, certes, toutes les plateformes développent une offre de services compatible avec les principes de la science ouverte en général et avec les exigences d'une communication immédiate et sans restriction (open access) en particulier.

Sont-elles en concurrence avec les plateformes et agrégateurs de revues scientifiques françaises ? Quelle est leur attractivité pour les éditeurs français ? L'étude fournit quelques éléments d'appréciation. D'une manière banale (et comme cela a été dit moult fois par rapport aux *big deals*)<sup>109</sup>, on pourrait dire : l'argent dépensé pour les plateformes étrangères manquera toujours aux plateformes françaises. Mais cela ne tient pas compte de l'intérêt et de la complémentarité de l'offre des uns et des autres, et cela ne tient pas compte non plus des différents modèles d'affaires et du développement du libre accès. A ce jour, les contenus semblent trop différents pour qu'une plateforme étrangère puissent se substituer à une plateforme française publique ou privée. Cela étant, des plateformes comme EBSCO, ProQuest ou JSTOR peuvent représenter un intérêt certain pour les éditeurs français qui souhaitent développer leur audience (clientèle) au niveau international.

Quel est le potentiel d'un partenariat entre plateformes françaises et étrangères, au-delà du fait de se retrouver dans les mêmes conférences, lobbies, ou réseaux ? Actuellement, à part la coopération entre Érudit et Persée, à part le fait aussi que certains éditeurs diffusent des revues sur plusieurs plateformes, et malgré la convergence de trajectoires de certaines plateformes comme JSTOR, MUSE et CAIRN, rien ne semble présager un tel rapprochement ou partenariat futur. Culture d'entreprise trop différente ? Environnement trop divergent ? Ou tout simplement, une compétition sur un marché tout compte fait pas si grand que ça ? Cependant, la situation peut changer. L'exemple d'ISTE Editions à Londres montre qu'il existe des opportunités originales pour l'internationalisation de l'édition française.

<sup>109</sup> Cf. aussi le rapport sur John Libbey Eurotext.

Revenons au point de départ de l'étude, c'est-à-dire la loi numérique de 2016 avec la création d'un droit d'exploitation secondaire dans le code de la recherche. Apparemment, aucune plateforme du panel n'identifie ce genre de législation comme une menace immédiate pour son avenir. En Allemagne où une telle loi a été promulguée en 2013, plusieurs projets ont transformé ce nouveau droit en workflow, avec une automatisation du dépôt des articles, notamment à Karlsruhe<sup>110</sup> et à Berlin<sup>111</sup> et, au niveau national, dans le cadre d'un projet financé par l'agence fédérale de recherche, la DFG<sup>112</sup>. Cela fonctionne. Et même s'il a été impossible à ce jour de mesurer l'impact réel de cette loi sur l'édition<sup>113</sup>, ces exemples laissent penser que ce n'est pas la loi mais son application par les organismes, institutions et établissements qui peut changer la donne, ce qui crée autant d'opportunités d'adaptation et de coopération pour les plateformes concernées.

Le cas des pays nordiques montre que le soutien politique et financier des plateformes et revues afin de développer le libre accès n'est pas une particularité française<sup>114</sup>. Mais, pour finir, posons la question du soutien aux revues d'une manière plus générale, dans la mesure où les enjeux commencent à se déplacer. Peut-être qu'à l'avenir, avec les mots de Björn Brembs de l'Université de Regensburg, « *l'édition deviendra un service et non une activité d'accumulation et d'extorsion de contenu* »<sup>115</sup>. Faut-il défendre les revues, à tout prix ? « *Think data, not paper* », disait Klaus Thoden de la Max-Planck-Gesellschaft à la conférence ELPUB 2019 à Marseille début juin 2019<sup>116</sup>. A la même conférence, Rupert Gatti, économiste à l'Université de Cambridge, tout en défendant la bibliodiversité, mettait en garde contre le risque majeur de l'enclosure des infrastructures par quelques entreprises.

Est-ce que la « *quadrature éditoriale* »<sup>117</sup> autour des valeurs fondamentales de l'édition scientifique (libre accès, indépendance, qualité, pérennité) serait devenue une mission impossible ? Faut-il passer à autre chose ? Développer des serveurs de preprints comme l'éditeur suisse MDPI<sup>118</sup> ? Miser sur les données et leurs métadonnées ? Soutenir de nouvelles formes pour la diffusion des connaissances (nanopublications<sup>119</sup>, mégarevues<sup>120</sup>, open notebooks<sup>121</sup>, monographies courtes<sup>122</sup>...) ?

<sup>110</sup> Karlsruhe Institute of Technology, cf. Tobias, R. (2018). Optimierung der Workflows für Zweitveröffentlichungen – der „Grüne Weg“ am Karlsruher Institut für Technologie (KIT). *O-Bib. Das Offene Bibliotheksjournal* 5(4), 71-83. <https://doi.org/10.5282/o-bib/2018H4S71-83>

<sup>111</sup> Université des Sciences Appliquées de Berlin, cf. Voigt, M., & Dittmann, S. (2019). Zweitveröffentlichungsservice der TU Berlin – Automatisierungsmöglichkeiten für den Workflow. *LIBREAS. Library Ideas* (35). <https://libreas.eu/ausgabe35/voigt/> et Blasetti, A. et al. (2019). Smash the Paywalls: Workflows und Werkzeuge für den grünen Weg des Open Access. *Informationspraxis*. 5(1) 2019. <https://doi.org/10.11588/ip.2019.1.52671>

<sup>112</sup> DeepGreen, cf. Putnings, M. & Rusch, B. (2016). DeepGreen - Entwicklung eines rechtssicheren Workflows zur effizienten Umsetzung der Open-Access-Komponente in den Allianz-Lizenzen für die Wissenschaft. *O-Bib. Das Offene Bibliotheksjournal* 3(4), 110-119. <https://doi.org/10.5282/o-bib/2016H4S110-119>

<sup>113</sup> Confirmation personnelle par la responsable du projet de la TU Berlin, Michaela Voigt, en février 2019.

<sup>114</sup> Björk, B-C. (2019). Open access journal publishing in the Nordic countries. *Learned Publishing* <https://doi.org/10.1002/leap.1231>

<sup>115</sup> Björn Brembs, <https://blog.scholasticahq.com/post/bidding-for-publishing-services-lower-academic-journal-costs/>

<sup>116</sup> <https://elpub2019.sciencesconf.org/>

<sup>117</sup> Chartron G. (2018). Stratégie d'acteurs et géopolitique de l'Open Access. *ICOA 3rd International Colloquium on Open Access*, Rabat, Maroc.

<sup>118</sup> <https://www.preprints.org>

<sup>119</sup> Cf. <http://nanopub.org/wordpress/>

<sup>120</sup> Teixeira da Silva, J.A., Tsigaris, P. & Al-Khatib, A. (2019). Open Access Mega-Journals: Quality, Economics and Post-publication Peer Review Infrastructure. *Pub Res Q*. 35, 1-18 <https://doi.org/10.1007/s12109-019-09654-8>

<sup>121</sup> <https://chem-bla-ics.blogspot.com/2019/04/open-notebook-science-version-control.html>

<sup>122</sup> Cf. les *Cambridge Elements* avec 50-120 pages <https://www.cambridge.org/core/what-we-publish/elements>

Simplement réduire le nombre de revues et d'articles en faveur d'une plus grande qualité des contenus publiés ? « *Personne ne veut que les revues meurent. Mais peut-être qu'on devrait...* »<sup>123</sup>. Et si le risque de voir disparaître des revues était (aussi) une opportunité pour développer la communication scientifique autrement ? « *Une revue est un groupe auto-constitué, qui s'efforce de créer de nouvelles connaissances. En ce sens, un journal est un club* »<sup>124</sup>. Réorganiser les revues sous forme de club ? Face à toujours plus d'information, ce serait peut-être une manière de créer de la confiance et de renforcer la fiabilité des sources d'information pour faire la différence : « *Trust is the new algorithm* »<sup>125</sup>.

A première vue, les plateformes du panel semblent confirmer le contraire : les revues sont là pour rester. En même temps, aucune plateforme ne mise uniquement sur les revues. Toutes développent d'autres offres de service, d'autres contenus, parfois liés aux revues (comme les textes classiques sur JSTOR), souvent sans lien. La distinction même des revues dites « scientifiques » (au sens WoS, CNU, HCERES...) devient floue sur ces plateformes où elles côtoient des périodiques culturels et professionnels, la presse spécialisée ou d'actualité. Aussi, l'intégration verticale<sup>126</sup> de la gamme des produits et services des grandes entreprises du « *information analytics business* » comme Elsevier, Clarivate, Springer ou Digital Science correspondra à terme à une valorisation renforcée des données et métadonnées au détriment des contenus édités, y compris les revues et articles. D'après les éditeurs commerciaux, leurs revenus par article n'arrêteront pas de baisser, aussi bien avec le modèle des abonnements qu'avec les APCs<sup>127</sup>.

L'étude a montré plusieurs innovations, notamment dans le domaine du TDM et de l'intelligence artificielle, mais aussi au niveau des modèles d'affaires, comme la transformation (en cours) de SciELO en SaaS ou l'évolution (à venir) d'Érudit vers une plateforme d'hébergement fédérale voire internationale, de services à but lucratif et de transfert de technologie vers la société civile.

Être en mesure de créer des conditions (techniques, financières, organisationnelles) favorables à l'innovation, c'est peut-être l'un des critères qui fera la différence entre les plateformes durant les prochains cinq à dix ans. D'autres critères : la capacité de garantir une conservation (et un accès) à long terme, le degré de standardisation des systèmes et formats, l'intégration dans les communautés et institutions scientifiques, y compris dans des projets de recherche.

La standardisation est une forme de mutualisation industrielle. Pourtant, le concept de mutualisation ne semble pas au cœur de la stratégie de développement des plateformes, sauf sous l'aspect de syndication ou de concentration. Plusieurs études, y compris en France<sup>128</sup>, ont analysé les tendances à la concentration par la syndication

<sup>123</sup> Egon Willighagen (2019). *Plan S: Less publications, but more quality, more reusable? Yes, please.* <https://chem-bla-ics.blogspot.com/2019/02/plan-s-less-publications-but-more.html>

<sup>124</sup> Jason Potts, John Hartley, Lucy Montgomery, Cameron Neylon & Ellie Rennie (2017). A journal is a club: a new economic model for scholarly publishing. *Prometheus Critical Studies in Innovation*, 35(1):75-92, <https://doi.org/10.1080/08109028.2017.1386949>

<sup>125</sup> <https://blog.outsellinc.com/the-ethics-of-data-e64cbfe17e50>

<sup>126</sup> Cf. Herb U. (2019). *Steering science through Output Indicators & Data Capitalism.* <https://zenodo.org/record/3333395>

<sup>127</sup> Johnson, R., Watkinson, A., & Mabe, M. (2018). *The STM Report. An overview of scientific and scholarly publishing.* Retrieved from [https://www.stm-assoc.org/2018\\_10\\_04\\_STM\\_Report\\_2018.pdf](https://www.stm-assoc.org/2018_10_04_STM_Report_2018.pdf)

<sup>128</sup> Cf. Schöpfel, J., Prost, H. & Frantsvåg, J.E. (2012). Efficience et économie d'échelle. Une étude sur l'édition de revues en libre accès. *Études de communication* 38, 167-185. <http://journals.openedition.org/edc/3420>



et la commercialisation de l'édition des revues en libre accès. Les réactions au Plan S de la cOAlition S laissent penser que l'application des recommandations du plan par les agences de recherche, fondations scientifiques... risque de contribuer à renforcer la concentration, au détriment de la bibliodiversité<sup>129</sup>. Le débat montre aussi que les grands acteurs ont les moyens de réagir très vite tandis que d'autres auront besoin de plus de temps ou bien ne sauront (ou ne voudront) pas faire face<sup>130</sup>.

---

<sup>129</sup> Une étude avec 250 revues indépendantes a montré la fragilité et la vulnérabilité de ce modèle, cf. Björk B., Shen C. & Laakso M. (2016). A longitudinal study of independent scholar-published open access journals. *PeerJ* 4:e1990 <https://doi.org/10.7717/peerj.1990>

<sup>130</sup> Debat H. & Babini D. (2019). Plan S in Latin America: A precautionary note. *PeerJ Preprints* 7:e27834v2 <https://doi.org/10.7287/peerj.preprints.27834v2>